



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



UNS. 168 EE. 33







76101

4441

70/4  
158

457-

113





LES  
TROIS THÉÂTRES  
*DE PARIS.*

251

CONFIDENTIAL REPORT

CONFIDENTIAL REPORT

LES  
TROIS THÉÂTRES  
*DE PARIS.*

LES

# TROIS THÉÂTRES

DE LA VILLE DE PARIS

Après avoir vu les trois théâtres  
de la Comédie Française, de la  
Comédie Italienne & de l'Opéra.

Avec une notice sur les auteurs  
des pièces qui y ont été jouées.

Par M. de la Harpe, Académicien.



PARIS

chez les Citoyens de la République  
Libre

DE LA LIBÉRIÉ



**LES**  
**TROIS THÉÂTRES**  
**DE PARIS,**  
**OU**

**ABRÉGÉ HISTORIQUE** de l'établissement  
de la Comédie Française , de la  
Comédie Italienne & de l'Opéra ;

*Avec un Précis des Loix , Arrêts , Réglemens &  
Usages , qui concernent chacun de ces Spectacles.*

**Par M. DES ESSARTS , Avocat au Parlement.**



**A PARIS,**  
**Chez LA COMBE, Libraire , rue de**  
**Tournon.**

---

**M. DCC. LXXVII.**



---

## AVERTISSEMENT.

**P** L U S I E U R S Gens de Lettres ont donné l'Histoire du Théâtre François ; leurs recherches ont servi à montrer les progrès d'un des Arts qui fait le plus d'honneur à la France : mais en lisant ces Recueils , on est étonné de ne pas y trouver toutes les Loix qui concernent les Spectacles , & qui fixent les rapports des Comédiens avec le Public , & les droits qu'ils ont entr'eux. J'ai cru qu'on verroit avec plaisir un Abrégé historique , fait sous ce point de vue , des Théâtres de Paris : c'est l'objet que je me suis proposé dans cet Ouvrage.

J'ai rapporté d'abord tout ce qui

## AVERTISSEMENT.

*est relatif à la Comédie Française ; ses loix , ses réglemens & ses usages ; j'ai suivi le même plan pour la Comédie Italienne ; enfin j'ai rappelé les loix particulieres de l'Opéra , ses privileges , & sur-tout l'état actuel de ce Spectacle.*

*Ainsi mon Ouvrage sera divisé en trois Chapitres ; le premier contiendra l'Histoire du Théâtre national , de la Comédie Française ; le second , celle de la Comédie Italienne ; & le troisieme , celle de l'Opéra.*



## RÉFLEXIONS



# RÉFLEXIONS

## GÉNÉRALES

### SUR LES SPECTACLES.

**C'**EST en France qu'on trouve les Spectacles les plus réguliers & les plus décens. Les Pièces immortelles de Corneille, de Racine, de M. de Voltaire, de Crébillon, &c. ont donné au Théâtre François la plus grande supériorité sur ceux des autres Nations : aussi les étrangers y viennent en foule admirer les productions dont ces hommes de génie ont enrichi la Scène Française, &

## R É F L E X I O N S

ils rendent jusques dans leur Patrie même un hommage secret à cette partie de notre gloire nationale.

Tout ce qui a quelque rapport avec nos Théâtres , ne peut donc manquer d'intéresser. Jamais en effet les Spectacles n'ont été plus fréquentés & plus épurés qu'ils le sont aujourd'hui. Ce ne sont plus des farces grossières & des Pièces monstrueuses que l'on y représente, & les Comédiens ne sont plus des Bateleurs faits pour amuser le peuple : nos Pièces réunissent à l'attrait du plaisir l'intérêt de la vertu & de la morale, & nos Acteurs l'honnêteté & la décence aux plus grands talens ; ainsi on peut dire qu'il n'est point de délassement plus agréable pour une Nation policée.

Quoique tous les peuples aient eu

des Spectacles , on doit cependant regarder la Grece comme le berceau de la Comédie , parce que les Grecs sont le premier peuple qui ait eu de véritables Pieces de Théâtre.

Cet art sublime fit peu de progrès chez les Romains. Les premiers siècles de la République ne virent que des Spectacles analogues aux mœurs de ses citoyens, c'est-à-dire , des fêtes dont le souvenir seul fait frémir l'humanité ; la scène étoit toujours souillée par le sang des animaux , souvent même par celui des hommes. Ces mœurs barbares s'adoucirent par le commerce des Orientaux ; & ces fiers Républicains , après avoir conquis une partie de l'Asie , transporterent dans Rome le luxe & les arts des peuples qu'ils avoient vaincus : c'est à cette époque que Plaute & Térence

#### 4 R É F L E X I O N S

donnerent les premières Comédies. Leur exemple fut suivi par quelques autres Romains ; mais les malheurs qui désolèrent la République , firent perdre de vue ces sortes de Spectacles ; on ne s'occupa plus que de factions.

Si les Romains n'ont pas accueilli la Comédie , on ne doit pas être étonné que les peuples qui ont détruit cet Empire , n'aient point admis un genre de Spectacle qui suppose des talens & des lumières que ces Conquérans barbares étoient bien éloignés de réunir.

Cependant le peuple privé de la Comédie , & toujours avide d'amusemens , couroit à des représentations que de misérables Pantomimes faisoient au coin des rues. Des expressions indécentes & grossières , des postures lascives & contraires à l'honnêteté , toutes les loix de



## SUR LES SPECTACLES. 5

la bienséance violées , & le mépris des mœurs caractérisoient ces Spectacles barbares. Ce fut par ces motifs que les Conciles & les Peres de l'Eglise les proscrivirent ; ils furent également flétris par les Loix civiles.

Telle est la véritable idée qu'on peut avoir des différentes vicissitudes que les Spectacles ont éprouvées jusqu'à l'époque où les François enleverent les Gaules à l'Empire Romain.

Pendant les deux premieres Races de nos Rois , les Spectacles qui existoient en France , consistoient dans des fêtes indécentes ; & ce n'est pas sans peine que dans des siècles plus éclairés on a aboli ces fêtes grossieres.

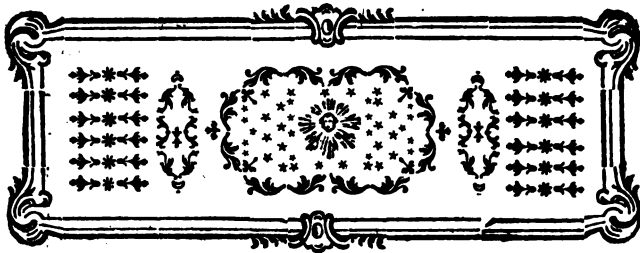
Il feroit ridicule de remonter au-delà du douzieme siècle pour trouver l'origine de la Comédie en France ; le siècle

## 6      RÉFLEXIONS, &c.

de Louis XIV a vu porter cet art à sa perfection , & doit être regardé comme l'époque de la révolution qui s'est faite dans les Spectacles.

Ces idées générales suffisent au plan de notre Ouvrage. Nous aurons lieu d'entrer dans des détails plus étendus dans le Chapitre qui contient l'histoire de la Comédie Française.





LES  
TROIS THÉÂTRES  
*DE PARIS.*

---

CHAPITRE PREMIER.

*DE LA COMÉDIE FRANÇOISE.*

**L**ES Troubadours ont été les premiers Comédiens de la France ; ils sont connus dans notre histoire sous le nom de *Trouveurs & de Jongleurs* ; ils réunissoient la qualité d'Auteurs à celle d'Acteurs. Quoique Charlemagne , par une Ordonnance de 789 , ait supprimé les Farceurs & Bateleurs , dont les jeux indécens formoient les seuls Spectacles qui existoient alors , il seroit inutile , comme nous l'avons

dit dans notre Discours préliminaire , de remonter au-delà du commencement du douzième siècle , pour trouver l'origine de la Comédie en France ; elle étoit inconnue sous nos Rois de la seconde Race. Les seuls Spectacles de ces siècles barbares consistoient dans des fêtes indécentes qu'on célébroit dans les Eglises , telles que la fête des Fous , celle de l'Ane , &c.

Aux Poètes Provençaux, connus sous le nom de Troubadours , qui avoient ressuscité la Poésie , succéda *une foule de Joueurs* dont l'indécence & la folie furent portées si loin , que Philippe-Auguste , dès la première année de son regne , les chassa de sa Cour & de ses Etats ; cependant quelques-uns s'étant conduits avec plus de retenue & de modération , furent soufferts sous le regne de ce Prince & des Rois ses successeurs. Ils prirent tous indistinctement le nom de *Jongleurs* ; ils se retiroient dans une rue qui portoit leur nom , & qui est aujourd'hui celle de S. Julien des Ménestriers. On les *louoit* pour les fêtes & les assemblées de plaisir.

Une Ordonnance de Germont , Prévôt de Paris , du 14 Septembre 1341 , leur défendoit , lorsqu'ils avoient été *loués* , d'en envoyer d'au-

très à leur place , ou de venir en plus grand nombre que celui dont on étoit convenu.

Par une autre Ordonnance du même mois de l'an 1395 , il leur fut défendu , sous peine d'amende & de deux mois de prison au pain & à l'eau , *de rien représenter d'indécent & de scandaleux*: Depuis cette époque , on ne trouve plus aucune trace des Spectacles des *Jongleurs*.

Si l'on consulte les anciennes chroniques , on y voit que Charles V , Charles VI , Charles VII & Louis XI , malgré les guerres qu'ils furent obligés de soutenir , avoient des *Baladins* attachés à leur Cour , qui exécutoient différens divertissemens , tels que des ballets , des pantomimes & des concerts.

Après les Croisades , les pèlerinages devinrent fréquens. Les Pèlerins à leur retour , pour augmenter l'espece de vénération qu'on avoit pour eux , sur-tout pour exciter la charité du peuple , représenterent les mysteres de la Religion , le martyre , les miracles des Saints , & les aventures les plus remarquables arrivées aux Croisés.

Quelque grossieres & quelque burlesques que dussent être ces représentations , elles fixerent l'attention de la Cour & des Grands.

Félibien rapporte en effet , que Charles V. ayant donné le jour des Rois un grand festin à l'Empereur Charles IV , & à son fils Venceslas , Roi des Romains , on joua la prise de Jérusalem par Godefroy de Bouillon.

En 1398 , quelques Bourgeois de Paris choisirent le bourg de Saint-Maur , au-dessus de Vincennes , pour y représenter la Passion de Notre-Seigneur. Les pèlerinages avoient introduit cette espece de dévotion. Les Pèlerins qui revenoient de Jérusalem , de Saint-Jacques de Compostelle , de la Sainte-Baume , &c. composoient des cantiques sur leurs voyages , & y méloient le récit de la vie & de la mort de Jesus-Christ , du Jugement dernier , &c. d'une maniere informe & grossiere, il est vrai ; mais leur chant & leur jeu la rendoient touchante pour le peuple & même pour les Grands , puisqu'on étoit dans l'usage de représenter ces mysteres dans les cérémonies d'éclat , telles que les entrées de nos Rois & de nos Reines. On en voit des exemples dans notre histoire , depuis le regne de Charles V jusqu'à François I. Henri II les supprima.

Avant l'année 1398 , époque de l'établissement du premier Theatre , on n'avoit point encore joué dans des lieux fermés. Cette

nouveauté ne fut point favorablement reçue , comme il paroît par une Ordonnance du Pré-vôt de Paris du 3 Juin 1398 , par laquelle il fit défenses à tous les habitans de Paris , & à ceux de Saint-Maur & des autres villes de sa Jurisdiction , de représenter *aucuns jeux de personnalités , soit de vie des Saints ou autrement , sans le congé du Roi , à peine d'encourir son indignation , & de forfaire envers lui.*

Ces Bourgeois s'adresserent à la Cour , & pour déterminer le Gouvernement en leur faveur , ils érigerent leur Société en Confrérie , sous le titre de *la Passion de Notre-Seigneur*. Le Roi voulut voir leurs Spectacles. Ils représenterent devant lui quelques Pièces qui lui firent plaisir. Pour leur marquer son contentement ( disent les Historiens ) , il leur accorda des Lettres-Patentes , par lesquelles il leur permit de s'établir dans la ville de Paris , d'y continuer publiquement les représentations de leurs Comédies pieuses , & d'aller & venir dans la ville avec l'habillement conforme au sujet & aux mysteres qu'ils devoient représenter. Nous allons rapporter les dispositions de ces Lettres ; elles ont le titre suivant.

## LETTRES DE CHARTE;

*Par lesquelles Charles VI permet aux Confreres  
de la Passion , de faire des Représentations en  
public.*

« Charles, par la grace de Dieu, Roi de France;  
» favoir faisons à tous présens & advenir, nous  
» avoir reçu l'humble supplication de nos bien  
» amés & Confreres les Maîtres & Gouverneurs  
» de la Confrérie de la Passion & Résurrection  
» de N. S., fondée en l'Eglise de la Trinité de  
» Paris, contenant comme pour le faict d'aucuns  
» mysteres, tant de Saints comme de Saintes,  
» & mêmeement du mystere de la Passion que  
» détrainement (\*) ont commencé, & sont prêts  
» pour faire devant nous comme autrefois au-  
» roient faict, & lesquels ils n'ont pu bonnement  
» continuer, parce que nous n'y avons peu être  
» lors présens : duquel faict & mystere ladite  
» Confrérie a moult frayé (\*\*) & dépendu du-  
» dit sien, & aussi ont les Confreres un chacun  
» proportionnablement : disans en outre que s'ils  
» jouoient publiquement & en commun, que

---

(\*) Dernièrement.

(\*\*) Fait des frais.



» ce feroit le profit d'icelle Confrérie; ce que  
 » faire bonnement ne pourroient à ce trois, deux  
 » ou l'un de ceux qu'ils voudront élire de nos  
 » Officiers, fans pour ce commettre offense ay-  
 » cune envers nous & Justice; & lesquels Maî-  
 » tres & Gouverneurs & Confreres fufdits, & un  
 » chacun d'iceux, durant les jours èsquels ledit  
 » myftere qu'ils joueront fe fera, foit devant  
 » nous ou ailleurs, tant en recors comme autre-  
 » ment, ainfi & par la maniere que dict est,  
 » puiffent aller, venir, passer & repasser paifi-  
 » blement, veltus & habillés, & ordonnés un  
 » chacun d'eux en tel état, ainfi que le cas le  
 » defire, & comme il appartient, fuivant l'or-  
 » donnance dudit myftere, fans difturbier &  
 » empeschement; & à greigneure (\*) confirma-  
 » tion & fûreté, nous, iceux Confreres, Gouver-  
 » neurs & Maîtres, de notre plus abondante gra-  
 » ce, avons mis en notre protection & fauve-  
 » garde, durant le cours d'iceux jeux, & tant  
 » comme ils joueront feulemment, fans pour ce  
 » leur meffaire, ne à aucuns d'iceux dans cette  
 » occasion, ne autrement, comment que ce foit,  
 » au contraire. Si donnons en Mandement au  
 » Prévoft de Paris & à tous nos autres Justi-

---

(\*) Meilleure.

» ciers & Officiers présens & à venir, ou à leurs  
» Lieutenants & chacun d'eux, si comme il lui  
» appartiendra, que lesdits Maîtres, Gouver-  
» neurs sans notre congé & licence, requérans  
» sur ce notre gracieuse provision, nous qui  
» voulons, désirons le bien, profit & utilité de  
» ladite Confrérie, & les droits & revenus  
» d'icelle être par nous accrus & augmentés de  
» graces & privileges, afin qu'un chacun par  
» dévotion se puisse & doive adjoindre & mettre  
» en leur compagnie, à iceux Maîtres, Gouver-  
» neurs & Confreres de la Passion de N. S.,  
» avons donné & octroyé, donnons & octroyons  
» de grace spéciale, pleine puissance & autorité  
» royale, ceste fois pour toutes, & à toujours  
» perpétuellement, par la teneur de ces présen-  
» tes Lettres, autorité, congé & licence de  
» faire jouer quelque mystere que ce soit, soit  
» de ladite Passion & Résurrection ou autres  
» quelconques, tant de Saints comme de Sainc-  
» tes qu'ils voudront élire & mettre sus, tou-  
» tes & quantes fois qu'il leur plaira, soit devant  
» nous, devant notre commun (\*) & ailleurs,  
» tant en recors (\*\*) qu'autrement, & de ceux  
» convoqués, communiqués & assemblés en quel-

---

(\*) Peuple.

\*\*) Musique.

» conque lieu & place licite; à ce faire qu'ils trou-  
 » vent, tant en notredite ville de Paris, comme  
 » en la Prévofté, Vicomté & Banlieue d'icelle,  
 » présens & Confreres, & un chacun d'eux fa-  
 » sent, souffrent & laissent jouir & user pleine-  
 » ment & paisiblement de notre présente grace,  
 » congé, licence, don & octroy dessusdicts, sans  
 » les molester, faire ne souffrir empêcher ores  
 » ni pour le temps advenir : comment que ce  
 » soit chose ferme & stable à toujours, nous  
 » avons fait mettre notre scel à ces Lettres,  
 » sauf en autres choses, notre droit, & l'autrui  
 » en toutes. Ce fut fait & donné à Paris, en  
 » notre Hostel-lez-Saint-Paul, au mois de Dé-  
 » cembre, l'an de grace M. CCCC. II. Et sur  
 » le repli est escrit : Par le Roi, Messire Jac-  
 » ques de Bourbon l'Admiral, le Begue de  
 » Vieulaine & plusieurs ».

Peu de temps après avoir obtenu ces Lettres, les Confreres chercherent un lieu commode pour leurs représentations. Le service de leur Confrérie étoit déjà fondé à l'Hôpital (\*) de la

---

(\*) Cet Hôpital avoit été fondé en 1100 par deux Gentilshommes Allemands, pour y recevoir les Pèlerins & les pauvres voyageurs qui arrivoient trop tard pour entrer dans la ville, parce qu'alors on en fermoit chaque jour les portes à une heure précise.

Trinité ; ils résolurent d'y établir aussi leur Théâtre (1).

Les Prémontrés , qui étoient en possession

---

(1) Les Confreres de la Passion ayant loué une salle à l'Hôpital de la Trinité , éleverent un Théâtre propre à ce genre de représentations qu'ils donnoient au peuple les jours de Fêtes. Le devant de leur Théâtre étoit semblable à ceux qui existent aujourd'hui. Mais ils avoient dressé dans le fond des échafauds , dont le plus élevé étoit destiné à représenter le Paradis ; un autre représentoit la maison de Pilate ; & sur chaque côté du Théâtre , il y avoit des gradins sur lesquels les Acteurs s'asséyoient après avoir joué leurs rôles , ou pour attendre que leur tour revînt , car ils ne disparoissoient qu'après avoir fini entièrement tout ce qu'ils avoient à dire. Ainsi il falloit que le Spectateur les supposât absens lorsqu'ils étoient assis. Sur les bords du Théâtre on avoit placé l'Enfer ; c'étoit une gueule de dragon , par laquelle les diables entroient ou sortoient. Il y avoit une espece de chambre couverte par des rideaux , où se passaient les détails qu'on ne pouvoit représenter. Le Théâtre est aujourd'hui une grande salle , dont une partie est occupée par la scène que nous appellons particulièrement Théâtre , & qui comprend l'espace où les Acteurs représentent , & dans lequel sont les décorations & les machines. Le reste de la salle est distribué en un espace nommé Parterre , où l'on est debout , & dans un Amphithéâtre carré ou circulaire opposé au Théâtre , avec plusieurs rangs de Loges au pourtour.

de

de cet Hôpital , leur *louèrent* une salle de 21 toises de longueur , & large de 6 toises , élevée au rez-de-chaussée & soutenue par des arcades. Ce fut dans cette salle que les Confreres construisirent un Théâtre pour représenter leurs Pièces.

Elles eurent d'abord un si grand succès, qu'on fut obligé dans plusieurs Eglises d'avancer le temps des Vêpres , afin que le peuple pût assister à ces amusemens où il couroit en foule.

L'agitation du Royaume pendant les guerres civiles (1) qui troublèrent les regnes de Char-

(1) Dans la licence des guerres civiles , ces farces devinrent insensiblement des libelles diffamatoires. On avoit des affaires trop sérieuses pour y faire attention ; mais après la mort de Charles VI arrivée en 1422 , & la paix qui suivit les exploits de Charles VII son successeur , on détruisit une infinité d'abus que le malheur des temps avoit fait tolérer. On n'oublia point ceux qui s'étoient glissés sur les Théâtres. Le Parlement , en accordant aux *Clercs de la Bazoche & aux Enfans sans souci*, la permission de jouer leurs *farces & sottises*, leur enjoignit de respecter dorénavant les mœurs , & de bannir de leurs Pièces toute satire personnelle. Ces défenses n'ayant pas été observées , on les renouvela , en ajoutant qu'à l'avenir ils ne pourroient plus représenter sans un ordre exprès du Parlement. Ce seroit abuser de la patience de nos

les VI, de Charles VII & de Louis XI, ne fit point cesser ce Spectacle ; il se soutint pendant ces

---

Lecteurs , que de rapporter tous les Arrêts que le Parlement rendit , tantôt pour suspendre , tantôt pour rétablir les représentations de la Bazoche ; nous nous bornerons aux plus importans.

Pour éluder les soins qu'on prenoit de ne rien laisser jouer qui fût contraire aux mœurs & à la réputation des Particuliers , dans les Pièces que représentoit la Bazoche , les Acteurs prirent des masques qui représentoient les traits du visage des personnes qu'on désignoit ; cet abus donna lieu à l'Arrêt suivant.

« Du 20 Mai 1536 ; ce jour, la Cour a mandé les » Chanceliers & Receveurs ; & le Chancelier avec un » desdits Receveurs venus , leur a fait défenses de ne » jouer , à la montre de la Bazoche , aucuns jeux , ne » faire monstration de Spectacles , ne escrire aux taxans » ou notans quelques personnes que ce soit , sous peine » de s'en prendre à eux , & de prison & bannissement » perpétuellement ; & s'il y a quelques-uns qui s'efforcent » de faire le contraire , les escrivent & baillent par escrit » leurs noms à ladite Cour , pour en faire les punitions » telles qu'il appartiendra ».

Enfin cette fois la Bazoche fut docile ; son obéissance déterminâ le Parlement en 1538 à lui donner la liberté de jouer à la manière accoutumée , avec ordre cependant de remettre à la Cour le manuscrit des Pièces , quinze jours avant la représentation. On verra sans doute avec plaisir un des Arrêts qui accorderoient

temps orageux. De nouvelles Sociétés, connues sous le nom de Clercs de la Bazoche & d'Enfans

---

ces permissions à la Bazoche ; nous en trouvons un qui est du Mercredi 23 Janvier 1538.

« Après avoir vu (y est-il dit) par la Cour le Jeu pré-  
 » senté à icelle par les Receveurs de la Bazoche pour jouer  
 » Jeudi prochain, ladite Cour a permis auxdits Receveurs  
 » icelui Jeu faire jouer à la maniere accoutumée, ainsi qu'il  
 » est à présent, hormis les choses rayées ; leur a fait dé-  
 » fenses, sous peine de prison & de punition corporelle,  
 » de faire jouer autre chose que ce qui est, hormis les-  
 » dictes choses rayées ; & pour l'advenir à ce que lesdicts  
 » Receveurs ou leurs successeurs ne se mettent en frais  
 » frustratoirement, ladicte Cour leur a inhibé & défendu  
 » faire faire aucun cry (\*) ni jeu, que premièrement ils  
 » n'aient la permission de ce faire de ladite Cour, & à  
 » cette fin baillé quinze jours auparavant leurs Requêtes  
 » en ladite Cour ».

Une maladie épidémique qui désola Paris en 1545 fit supprimer ce Spectacle. Trois ans après cette époque, la Troupe de l'Hôtel de Bourgogne commença à se former ; il y eut encore quelques procès entr'eux & le Prince de la fontaine, Société qui faisoit partie de celle de la Bazoche ; mais enfin en 1612, dans la Requête pré-

(\*) Avant qu'on fût dans l'usage d'afficher le titre des Pièces au coin des rues, on faisoit battre le tambour ; & lorsqu'un certain nombre de gens s'étoit assemblé, un Acteur faisoit l'éloge de la Pièce : quelquefois c'étoit une petite Pièce de vers en forme de ballade, qu'on appelloit le Cri.

faire cesser ce ridicule assemblage, du moment où les Confreres présenterent une Requête pour obtenir une nouvelle permission de recommencer leur Spectacle dans la Salle qu'ils venoient de faire construire. Ils demandoient dans cette Requête la confirmation de tous les droits & de toutes les prérogatives dont ils avoient joui jusqu'alors. Le Parlement, par Arrêt du 17 Novembre 1548, « les maintint dans le privilege de » jouer seuls des Pieces sur ce nouveau Théâtre, » & fit défenses à tous autres d'en représenter » dans Paris & la Banlieue, autrement que sous » le nom, avec l'aveu & au profit des Confreres; mais il leur ordonna de ne jouer sur ce » même Théâtre que des Pieces profanes, avec » défenses expresses de représenter les Pieces de » la Passion ou autres mysteres sacrés ». L'Arrêt qui contient ces défenses est conçu en ces termes :

» Du Samedi 17 Novembre 1548 : Vu par la » Cour la Requête à elle présentée de la part » des Doyen, Maîtres & Confreres de la Confrérie de la Passion & Résurrection de Notre » Sauveur J. C., fondée en l'Eglise de la Trinité, grande rue Saint-Denis, par laquelle, » attendu que par temps immémorial & par privilèges octroyés & confirmés par les Rois de



» France, il leur étoit loisible de faire jouer &  
» représenter plusieurs beaux mysteres à l'édifi-  
» cation & joie du commun populaire, sans of-  
» fense générale ni particuliere, dont ils avoient  
» ci-devant joui toujours : ils requéroient d'au-  
» tant que depuis trois ans la Salle de la Passion  
» avoit été, par l'Ordonnance de ladite Cour,  
» prise, occupée & employée à l'hébergement  
» des pauvres, & que depuis lesdits Supplians  
» avoient recouvert Salle pour y continuer,  
» suivant lesdits privileges, la représentation  
» desdits mysteres, du profit desquels étoit en-  
» treteu le service divin dans la Chapelle de  
» ladite Confrérie ; qu'il leur fût permis faire  
» jouer dans ladite Salle nouvelle, ainsi qu'ils  
» avoient accoutumé faire dans celle de la Pas-  
» sion, & défenses fussent faites à tous doréna-  
» vant, tant en ladite Ville que Fauxbourgs  
» & Banlieue de cette Ville, sinon que ce soit  
» sous le titre de ladite Confrérie & au profit  
» d'icelle.

» Sur ce, ouï le Procureur-Général du Roi  
» consentant, la Cour a inhibé & défendu, in-  
» hibe & défend auxdits Supplians de jouer le  
» mystere de la Passion de N. S., ne autres mys-  
» teres sacrés, sous peine d'amende arbitraire ;  
» leur permettant néanmoins de pouvoir jouer

» autres mystères profanes , honnêtes & licites ;  
 » sans offenser ni injurier autres personnes , &  
 » défend ladite Cour à tous autres de jouer ou  
 » représenter anciens jeux ou mystères , tant en  
 » la Ville, Fauxbourgs que Banlieue de Paris ,  
 » sinon sous le nom & au profit de ladite Con-  
 » frérie ».

Cet Arrêt, que le petit nombre des gens sensés attendoit depuis long-temps , fut l'époque de la décadence des Confreres ; cependant ils jouèrent encore pendant près de trente ans les Pièces profanes auxquelles on les avoit restreints. C'est un fait qu'il est aisé de prouver par les Lettres-Patentes de François II du mois de Mars 1559 , par celles de Charles IX du mois de Novembre 1569 (1) : ainsi plusieurs Histo-

---

(1) Charles IX protégea si ouvertement les Confreres , qu'outre la confirmation de leurs privileges qu'il leur accorda , il leur remit ses droits de lods & ventes du terrain de l'Hôtel de Bourgogne , pour le paiement desquels le Substitut du Procureur-Général de la Chambre du Trésor les avoit fait assigner. Voici les Lettres d'amortissement que le Prince leur accorda.

« Charles , par la grace de Dieu , Roi de France , à  
 » tous présens & à venir , Salut : Savoir faisons nous  
 » avoir reçu l'humble supplication de nos chers & bien  
 » amés les Doyen , Maîtres & Gouverneurs de la Con-

riens se sont trompés en ne mettant aucun intervalle entre l'Arrêt du 17 Novembre 1548 &

---

» frérie de la Passion de Notre-Seigneur , contenant que  
» feu, de bonne & louable mémoire , le Roi Charles VI  
» notre prédécesseur , que Dieu absolve , pour certaines  
» bonnes causes à ce le mouvantes , créa & institua dès l'an  
» 1402 ladite Confrérie , à laquelle il donna & concéda  
» plusieurs beaux privileges , franchises & libertés à plein  
» contenus & déclarés dans les Lettres de charte de no-  
» tre prédécesseur , qui leur auroient successivement par  
» nos prédécesseurs Rois été duement confirmés & conti-  
» nués , même par le feu Roi Henri , notre très-honoré  
» père , que Dieu absolve , du vivant duquel , & dès le 30  
» Août 1548 , lesdits Supplians auroient , pour le bien &  
» augmentation d'icelle Confrérie , acquis d'un nommé  
» Jehan Rouvet , Marchand , demeurant en notre dite  
» ville de Paris , une belle maison & place assise en icelle  
» ville en l'hôtel de Bourgogne , contenant dix-sept toises  
» de long sur seize de large , tenue & mouvante de nous ,  
» à la charge de payer par chacun an à notre recepte or-  
» dinaire la somme de 16 liv. parisis de rente , ainsi qu'il  
» est déclaré par le contrat , pour raison de laquelle vente  
» & acquisition , & des lods & ventes qui nous sont dus  
» à cause d'icelle , notre Substitut de notre Procureur-Gé-  
» néral de la Chambre de notre Trésor les auroit mis en  
» procès en ladite Chambre.... Pour ce est-il que nous  
» désirons le bien & augmentation d'icelle Confrérie , &  
» autres bonnes considérations à ce nous mouvantes , avons

la cession du Théâtre des Confreres à une Troupe de Comédiens , puisque ce ne fut que vers

---

» permis , accordé & octroyé , permettons , accordons  
 » & octroyons , voulons & nous plaît , de grace spéciale ,  
 » pleine puissance & autorité royale , par ces présentes ,  
 » que lesdicts Supplians & leurs successeurs , D'byen ,  
 » Maîtres & Gouverneurs de ladite Confrérie puissent en  
 » leur loi se tenir & posséder perpétuellement & à tou-  
 » jours ladite mesure , ensemble les bâtimens & édifices  
 » susdicts jouir & posséder par iceux Supplians & leurs-  
 » dicts successeurs , à quelque valeur & estimation que le  
 » tout se puisse monter , comme choses amorties & in-  
 » demnités , lesquelles nous admortissons & indemnons  
 » dès-à-présent , à toujours , & icelle dédions à ladite  
 » Confrérie ; & laquelle finance & indemnité pour le re-  
 » gard d'icelui admortissement , ensemble tous & chacun  
 » les droits de relief , lods & ventes , & autres droits sei-  
 » gneuriaux qui nous peuvent ou pourroient être dus ,  
 » tant pour raison dudit admortissement que de ladite ac-  
 » quisition , à quelque somme , valeur & estimation que  
 » le tout se puisse monter & revenir , nous avons aux-  
 » dicts Supplians , en faveur que dessus , donné , quitté ,  
 » remis , donnons & quittons par ces présentes , à la  
 » charge de nous payer la susdite somme de 16 liv.  
 » parisis de cens & rente seulement. Si donnons en man-  
 » dement &c. Donné à Moulins au mois de Janvier  
 » l'an de grace mil cinq cent soixante-six. Signé Charles.  
 » Et sur le repli , Par le Roi , de Laubespine ».

l'an 1588 que cet arrangement fut fait (1).

Ce qui contribua le plus à faire tomber ces

---

(1) Nos Lecteurs nous sauront gré sans doute de leur faire connoître la forme des Théâtres étrangers, & l'époque de leur établissement. Nous allons rapporter successivement les opinions de chaque peuple, & ses usages sur les Spectacles. Ce rapprochement fera certainement plaisir aux Lecteurs, qui aiment à comparer les progrès des Arts. Nous commencerons par le Théâtre Anglois.

CHEZ LES ANGLOIS, le Parterre est en Amphithéâtre. Les hommes & les femmes y sont assis ensemble. Il n'y a qu'un rang de Loges, & au-dessus des Galeries avec des gradins où le peuple va se placer. On fait remonter la naissance du Théâtre Anglois à la fin du XVI<sup>e</sup>. siecle. Shakespeare devint à cette époque un grand Acteur & un fameux Auteur dramatique. Shakespeare & Johnson sont en effet regardés comme les premiers Poètes dramatiques en Angleterre.

Tout ce que l'imagination peut inventer de plus horrible & de plus féroce, fait la matiere des Tragédies Angloises. La scene est ordinairement ensanglantée. Il arrive souvent que la Piece finit par le massacre des Acteurs principaux. Si les Pieces Angloises sont chargées de beaucoup d'incidens & d'évenemens tragiques, c'est qu'il faut remuer bien puissamment ce peuple, qui étant d'un caractère rêveur & distrait, prendroit sans cela peu d'intérêt à la Piece.

Les Comédies Angloises sont pour la plupart obscenes

Spéctacles grossiers , ce fut la lecture des Anciens : on voulut imiter leurs Pièces , & tout

---

dans l'action & le dialogue ; mais elles offrent souvent une peinture très-vive des ridicules & des vices. Les intrigues y sont presque toujours compliquées.

THÉÂTRE ESPAGNOL. En Espagne , les Théâtres sont presque carrés. Ils ont trois étages avec des Loges au premier & au second rang. Au-dessous est un Amphithéâtre garni de bancs ; c'est là que se placent les femmes. Dans la Loge en face du Théâtre , il y a toujours un Intendant de Police. Le Juge royal assiste aussi à ce Spectacle avec trois Archers derrière lui. Il se place , ou sur le Théâtre , ou dans une des deux Loges qui lui sont destinées aux côtés de la porte qui est vis-à-vis du Théâtre. Les personnes qui ne veulent point être vues , se mettent aux secondes Loges sur la même ligne ; dans l'enfoncement il y a un endroit destiné aux Moines. On est assis dans le Parterre sur des gradins. Il y a en outre un autre endroit nommé *Pacio* où il y a des bancs.

Les Espagnols compoèrent plutôt que les autres Nations polies de l'Europe des poèmes dramatiques , où l'on remarque quelque méthode. On fait remonter l'époque de ce Théâtre au milieu du XV<sup>e</sup> siècle. Leurs Pièces étoient d'abord de petites farces satyriques ; depuis , l'étonnante fécondité de leurs Poètes donna à ce peuple le plaisir de la variété. Lopès de Vega a lui seul , à ce qu'on prétend , composé plus de 1500 Pièces.

Dans les Drames Espagnols , on trouve quelquefois de ces beautés de détail qui sont les fruits d'une imagina-

informes que furent ces premières ébauches, elles portèrent un coup mortel aux Spectacles

---

tion échauffée. Au reste, les François n'ont point dédaigné d'aller puiser à cette source. Rotrou, Corneille, Molière, ont beaucoup emprunté des Pièces Espagnoles.

*Les Autos sacramentales* sont des Drames pieux qu'on représente en certain temps de l'année, principalement le jour du Saint-Sacrement.

On appelle *Gracioso*, dans la Comédie Espagnole, l'Acteur qui joue le principal rôle comique. Ce personnage approche beaucoup de celui d'Arlequin.

**THÉÂTRE ITALIEN.** Les Théâtres en Italie ont communément quatre rangs de Loges, outre un autre rang qui fait l'enceinte du Parterre. On voit même à Venise un Théâtre à sept rangs de Loges. Celui de Parme n'a point de Loges, mais seulement des gradins en Amphithéâtre. A Venise on peut aller masqué au Spectacle. Il y a ordinairement huit Théâtres ouverts, quatre pour les Comédies & quatre pour les Opéra : les spectacles dans presque toutes les villes d'Italie sont tumultueux. Les Italiens crient de toute leur force *Viva*, lorsqu'ils sont contents de l'Acteur ; si c'est le contraire, ils crient *Va-dentro*, en l'accablant d'injures. A Gênes, à Lucques, à Florence, il y a plus de police. Comme dans plusieurs villes la Comédie se joue en plein jour, on y voit régner plus de décence. A Rome, les femmes ne montent point sur le Théâtre, depuis la défense qui leur en fut faite par Innocent XI ; leurs rôles sont remplis par de jeunes garçons habillés en femmes.

reçus. Un accident plus terrible encore pour les Confreres fut l'ordre qu'ils reçurent , sur

---

En Italie , comme ailleurs , la Comédie eut une origine très-grossiere. Elle consistoit d'abord dans des farces indécentes qu'on représentoit au coin des rues. A ces farces succéderent les mysteres qui s'établirent à Rome vers la fin du XIII<sup>e</sup> siecle. Ces Comédies pieuses étoient accompagnées de Pièces profanes & licencieuses , mal conduites & plus mal dialoguées. Bibiena , Machiavel & l'Arioste ont mieux conduit leurs Pièces , mais ont imité la licence des Anciens dans le dialogue & dans l'action de leurs Comédies. Enfin des personnes d'esprit & de goût opposerent à cet abus des traductions de nos meilleures Pièces , & en composerent eux-mêmes dans le goût des Anciens.

Il y a un genre singulier que nous avons reçu en France ; c'est une espece d'intrigue mise en action , dont le dialogue est rempli sur le champ par l'Acteur. Cette espece de Comédie tire son principal mérite de l'enjouement qui en fait l'ame.

C'est en Italie qu'est le véritable regne de l'Opéra. Il y a eu des temps où on a joué tous les jours sur six Théâtres à la fois. Le premier , suivant Riccoboni , parut à Venise en 1637. Autrefois ce Spectacle étoit accompagné d'un superbe appareil de machines & de décorations. Mais aujourd'hui les premières sont négligées , on donne toute l'attention à cette dernière partie.

THEATRE GERMANIQUE. Dans les grandes villes de l'Allemagne , certains Corps de Métiers sont en possession ,



les plaintes du Curé de Saint-Eustache, de ne commencer leurs jeux qu'après Vêpres.

---

depuis un temps immémorial , de jouer des farces dans leurs processions. On appelloit *Phonasques* ces Sociétés d'Ouvriers & de Poètes en même temps. Au milieu du XVI<sup>e</sup> siecle , un d'eux nommé Hannsachs , Cordonnier de profession , composa un grand nombre de Drames Allemands. Il avoit un génie si prodigieusement fécond , que ses Pieces forment des volumes in-folio. On prétend qu'il a fait près de 6000 Pieces en tout genre , depuis 1514 jusqu'en 1567. L'usage des Pieces Latines s'introduisit dans les écoles publiques. Enfin en 1626 une Troupe de Comédiens Hollandois , & , à leur imitation , une Troupe de Comédiens Allemands s'établirent à Hambourg, où par leur jeu & par leurs Pieces ils changerent tellement le goût , que la Confrérie des Maîtres Poètes n'osa plus reparoître.

Le genre Dramatique Allemand est encore aujourd'hui dans le mauvais goût de l'ancien Théâtre Hollandois. Rien de plus affreux & de plus atroce que le sujet ordinaire de leurs Pieces. Cependant les Spectateurs se plaisent à voir de temps en temps les traductions qu'on leur donne des Pieces Françoises , Italiennes , Angloises & Espagnoles. Leurs Comédiens ont aussi des canevas Italiens , traduits en leur langue , qu'ils jouent , sans être préparés comme les Italiens.

Les Comédiens Allemands sont pour l'ordinaire Acteurs & Auteurs. Si un particulier composoit une Piece , il n'en retireroit aucun honoraire , & il seroit obligé d'en

Cet événement les détermina à faire au Parlement des représentations que nous allons

---

faire présent à un Aeteur ou à une Actrice. Le Comédien Auteur au contraire préleve un certain droit pour lui & ses héritiers , qui lui appartient toutes les fois que la Piece se joue.

On n'imprime point les Pieces nouvelles , parce que l'impression , suivant le Droit Germanique , ôteroit la possession de la Piece aux particuliers pour la donner au Public.

En Allemagne l'état de Comédien est honorable , & cette profession n'empêche point de posséder des charges publiques & importantes dans l'Etat.

THÉÂTRE HOLLANDOIS: Ce Théâtre doit son origine à une association de Beaux Esprits , comme celle des Troubadours de Provence. Le *Miroir de l'Amour* est la plus ancienne Piece du Théâtre Hollandois. Elle fut imprimée en 1561 à Harlem. Dans les anciennes Pieces Dramatiques , on représentoit naturellement les actions des hommes. Dans une de ces Pieces , Mardochée fait le tour du Théâtre sur sa mule ; Aman est pendu sur la scene. On introduit dans une autre Piece un Prince qui , étant condamné à mourir , est accompagné de deux Prêtres pour le confesser , l'un habillé en Evêque , l'autre en Cardinal. Les Poètes Hollandois , pour se conformer au goût des Spectateurs qui aiment l'extraordinaire & le merveilleux , ont quelquefois rempli la scene de choses extravagantes. Dans la Tragédie de Circé , un Compagnon d'Ulysse est amené devant cette Magicienne pour transcrire

transcrire, elles méritent d'être connues.

» L'ordre surpris par le Curé de Saint Eusta-

---

être condamné. Le Lion est le Président, le Singe le Greffier, l'Ours le Bourreau; on pend le malheureux sur la scène, & ses membres tombent l'un après l'autre dans un puits qui est au-dessous de la potence. Enfin, à la prière d'Ulysse, Circé ressuscite le pendu, & le fait sortir sain & entier du puits.

En 1620, Pierre Corneille Hoof donna une forme plus régulière au Théâtre Hollandois. Aujourd'hui nos meilleures Pièces y sont représentées.

Les Acteurs sont presque tous tirés de la classe des Bourgeois & des Bourgeoises; & ce qui paroitra peut-être singulier, c'est qu'une Actrice est obligée d'avoir les mœurs les plus pures, autrement personne ne joueroit avec elle.

Le Théâtre d'Amsterdam passe pour un des plus beaux de l'Europe.

**THÉÂTRE DANOIS.** M. le Baron Holberg est le premier qui ait fait représenter des Comédies Danoises. Il y en a plusieurs qui sont estimées. On a commencé à traduire en notre langue les Pièces de ce Théâtre; il en a paru un Tome en 1746. Les Danois ne font point de Tragédies; leurs Comédies sont pour la plupart en Prose. Ils ont d'assez bons Acteurs. La profession de Comédien n'est point, parmi ce peuple, flétrie par la Religion ni par les Loix. Il y a à Copenhague une Troupe de Co-

» che, disoient ils , rend nos privileges illusoi-  
» res ; parce qu'il est impossible , les jours étant

---

médiens François , pensionnés du Roi de Danemarck.

La Salle de Spectacle est construite avec intelligence. Les Loges sont bien distribuées , & les machines faites avec beaucoup de dépense & de simplicité.

THÉÂTRE CHINOIS. Les Chinois n'ont rien emprunté des Grecs & des Romains ; mais ils ont inventé une espèce de Tragédies & de Comédies.

« Les Chinois , dit Acosta , ont des Théâtres vastes ,  
» fort agréables , des habits magnifiques pour les Acteurs ,  
» & des Comédies dont la représentation dure dix ou  
» douze jours de suite en y comprenant les nuits , jusqu'à  
» ce que les Acteurs & les Spectateurs , las de se succéder  
» éternellement en allant boire & manger , dormir &  
» continuer la Piece , ou assister au Spectacle sans que  
» rien y soit interrompu , se retirent enfin comme de  
» concert. Au reste , les sujets de leurs Pieces sont tour-  
» à-fait moraux , & relevés par les exemples des Philo-  
» sophes & des Héros de l'antiquité Chinoise ».

THÉÂTRE PÉRUVIEN. Chez les célèbres Incas du Pérou , on représentoit aux jours de fête des Tragédies & des Comédies dans les formes ; on les entremêloit d'intermedes , qui n'avoient rien de bas ni de rampant. Les sujets des Tragédies étoient les exploits de leurs Rois & de leurs Héros ; ceux des Comédies se tiroient de l'agriculture & des actions les plus communes de la vie.

THÉÂTRE RUSSÉ. Le dernier jour de l'année , on

» courts, de vaquer à nos susdits jeux, pour les  
» préparatifs desquels nous avons fait beaucoup  
» de frais.

---

donne en Sibérie un Spectacle dont le but est de rap-  
peller l'idée de la mort ; mais celui des Acteurs est de  
gagner quelqu'argent. « Nous vîmes tout-à-coup , dit  
» un voyageur , entrer dans notre chambre une Troupe de  
» Masques. L'un d'eux habillé de blanc tenoit une faux  
» qu'il aiguisoit avec un morceau de bois ; il vint droit  
» à moi ; me menaça avec la faux , & me dit : *Christ veut*  
» *que tu meures*. Parmi les autres Masques étoit le Diable  
» & la Mort ; quelques-uns des Musiciens , & d'au-  
» tres des hommes , des femmes qui dansoient au son des  
» instrumens. La Mort & le Diable les regardoient , en  
» disant : ces gens-là seront bientôt en notre pouvoir.  
» Comme ce Spectacle ne nous amusoit pas , nous don-  
» nâmes bien vite à la Mort de quoi boire à notre santé ,  
» & toute la Compagnie prit congé de nous ».

La fête de Pâques & les autres grandes fêtes , où les  
Théâtres sont fermés en Europe , sont les jours de Spec-  
tacles en Sibérie. Pour donner une idée des Pièces qu'on  
y joue , nous allons rapporter une courte analyse d'une  
de ces représentations théâtrales. On y reconnoîtra nos  
anciens mystères , ou nos anciennes moralités , & l'on  
conclura qu'en Sibérie l'art dramatique n'est précisément  
que ce qu'il étoit en France il y a quatre siècles.

Le premier Acte s'ouvre par des chants. Un petit  
Garçon se présente ensuite , & vient souhaiter une bonne

Ils ajoutaient ensuite « qu'ils payoient cent  
» écus de rente à la recette du Roi pour le loge-

---

fête aux Spectateurs. Un autre , habillé comme on nous peint le Diable , fait marcher devant lui un vieillard qui lui représente la foiblesse de son âge. L'Esprit infernal fait mille espiégleries , lui met autour du cou un serpent empaillé qui tient une pomme dans sa gueule , & le vieil Adam tombe à ses pieds sans connoissance & sans vie. La Mort entre une faux à la main , & se prépare à enlever le cadavre. Le petit Diable s'y oppose ; mais Jesus-Christ , une croix d'une main , & de l'autre une couronne , oblige l'Esprit infernal à s'enfuir. La vertu de la Croix donne au vieil Adam une nouvelle vie. Jesus-Christ le fait lever , & lui met sur la tête une couronne , & le vieillard transporté de joie lui témoigne sa reconnoissance. Le Sauveur lui dit de le suivre dans le ciel , ils disparaissent l'un & l'autre. Dans l'Acte suivant , on joue les dix Commandemens de Dieu , & dans le troisième le Baptême. Ici un homme armé représentant un Seigneur Tartare , vante sa bravoure avec fanfaronnade ; deux Chrétiens , sans armes & à-demi nuds , s'approchant de lui , le dépouillent de ses habits , font apporter une cuve , le jettent dedans , l'arrosent de trois ou quatre seaux d'eau , le font renoncer à ses armes , à ses vêtemens , à tout ce qu'il possède. Voilà l'image & le symbole du Baptême. On fait ensuite quelques bouffonneries , & le Spectacle finit comme il a commencé , c'est-à-dire que le Diable , le vieil Adam , la Mort reparoissent sur la

» ment, & trois cents livres tournois aux Enfants  
» de la Trinité, pour le service divin & l'entre-  
» tien des pauvres.

---

scène, & un petit Garçon vient prononcer un discours suivi de chants. Toutes ces Pièces sont versifiées, & les jeunes gens qui les débitent le font avec une assurance étonnante ; ce sont les Prêtres qui président à ces jeux, & qui exercent les Acteurs.

L'Impératrice Elizabeth fit construire à Moscow la première Salle d'Opéra. Elle est très-vaste, & peut contenir cinq mille Spectateurs. Peu de temps après on donna pour la première fois un Opéra en langue Russe. L'Auteur des paroles, celui de la Musique, les Acteurs, les Actrices étoient tous de la nation. Ce phénomène fut suivi d'un autre plus remarquable encore par sa singularité ; c'étoit une Musique de chasse, qui, par son goût, & son exécution, se distingue de toutes les autres Musiques de ce genre en Europe.

Catherine II étant montée sur le Trône, appella à sa Cour le fameux Balthazar Galuppi, surnommé Buranelle, Maître de Musique de la Chapelle de S. Marc à Venise, un des plus célèbres Compositeurs de l'Italie moderne. Sa *Didone abbandonata* eut le plus grand succès. Après la première représentation, l'Impératrice remit elle-même à l'Auteur une magnifique boîte remplie de pièces d'or. A Galuppi a succédé Tomasso-Traetta, Artiste Napolitain, non moins célèbre, de sorte que l'Opéra de Pé-

» Pourquoi ils concluoient qu'il leur fût permis  
 » mis d'ouvrir leurs jeux à la maniere ordinaire ;  
 » à la charge toutefois de ne commencer qu'à  
 » trois heures sonnées.

Les oppositions du Curé suspendirent pendant trois ans le Jugement de cette affaire ; enfin le Parlement rendit, le Vendredi 20 Septembre 1577, un Arrêt favorable aux Confreres ,

---

tersbourg est aujourd'hui un des plus brillans de l'Europe.

**THÉÂTRE PERSAN.** Les Persans ont en général un goût décidé pour les Spectacles ; il n'est pas de Gouverneur un peu considérable , qui n'ait ses Lutteurs , ses Musiciens , ses Danseuses. Les premiers sont encore ce qu'ils étoient chez les Grecs , excepté qu'ils ne s'exercent qu'à la lutte. Les Musiciens & les Danseuses occupent le Théâtre : tout s'y chante comme dans nos Opéra ; & ce qui rend l'analogie plus marquée , la danse y est réunie au chant. La galanterie est l'apanage des Danseuses , mais un François chercheroit vainement une Armide sur la Scene Orientale. Les Drame Asiatiques ne consistent que dans des peintures lascives de l'Amour , & de ses plaisirs les plus immodérés. Les Actrices pour l'ordinaire se surpassent dans ces descriptions. Leur danse n'est ni moins expressive , ni moins indécente ; elles y joignent une légèreté extraordinaire , une volubilité , une variété dans les mouvemens qui étonne.



à condition qu'ils répondroient du scandale qui pourroit arriver à leurs jeux.

Pendant que les Confreres dispuoient avec tant de chaleur leurs privileges contre le Curé de Saint-Eustache, une Troupe de Comédiens , qui depuis long-temps jouoit dans les Provinces les Pieces de Jodelle & des autres Poëtes de ce temps, flattée des applaudissemens qu'elle avoit reçus en différentes villes, vint s'établir à Paris, à l'Hôtel de Cluny, rue des Mathurins. Cette nouveauté eut un succès étonnant, mais il fut momentané; car cette Troupe avoit à peine joué une semaine, que les cris des Confreres déterminerent le Parlement à rendre un Arrêt qui força les Comédiens à se retirer. Voici l'Arrêt qu'ils obtinrent.

« Du Samedi 6 Octobre 1584. Ce jour, où  
» le Procureur-Général du Roi en ses conclu-  
» sions & remontrances, a été arrêté & ordonné  
» que présentement tous les Huissiers d'icelle se  
» transporteront aux loges des Comédiens & du  
» Concierge de l'Hôtel de Cluny, près les Ma-  
» thurins, auxquels seront faites défenses, par  
» Ordonnance de la Chambre des Vacations,  
» de jouer leurs Comédies, ou faire assemblées  
» en quelque lieu de cette Ville ou Fauxbourgs

» que ce soit , & au Concierge de Cluny de les  
» recevoir , à peine de mille écus d'amende ; &  
» à l'instant , a été enjoint à l'Huissier *Bujol*  
» d'aller leur faire ladite signification ».

Quelques années après , deux autres Troupes , l'une de François , l'autre d'Italiens , voulurent s'établir à Paris ; mais de nouveaux Arrêts du Parlement leur défendirent de représenter , sous peine de punition corporelle. Comme ces défenses ne rendoient point les Pièces des Confreres moins ennuyeuses , & que tous les honnêtes gens rebutés de leurs farces grossières avoient abandonné leur Spectacle , ils sentirent enfin que le titre de Religieux qui caractérisoit leur Société ne leur permettoit pas de jouer des Pièces profanes. Ils se déterminèrent donc à céder leur privilege à une Troupe de Comédiens qui s'établit à l'Hôtel de Bourgogne ; ils se réservèrent seulement les deux Loges qui étoient plus proches du Théâtre. Elles se nommoient les Loges des Maîtres (1). Pour ne point interrom-

---

(1) Vers 1600 , il s'éleva un nouveau Théâtre dans une maison nommée l'Hôtel d'Argent , au quartier du Marais du Temple. Les Comédiens qui s'y établirent étoient

pre l'histoire des Comédiens de l'Hôtel de Bourgogne, qui obtinrent les premiers le titre de

---

un démembrement de la Troupe de l'Hôtel de Bourgogne, qui jugea à propos de se séparer en deux Troupes pour la commodité publique.

Elles restèrent séparées jusqu'au 22 Novembre 1619, & peut-être plus long-temps ; mais il est certain, selon Lamare, que ces deux Troupes s'étoient réunies à l'Hôtel de Bourgogne faute de Spectateurs, & que le succès de *Mélite*, première Piece de Corneille, les engagea à se séparer de nouveau.

S'il étoit vrai, comme quelques-uns l'ont prétendu, que les Comédiens de l'Hôtel de Bourgogne & ceux du Marais eussent été de concert, & que ce n'eût été qu'une même Troupe qui eût joué sur deux Théâtres différens, le Roi n'auroit pas employé son autorité pour la joindre à la Troupe de l'Hôtel de Bourgogne.

Nous ne suivrons point les différentes révolutions de la Troupe du Marais. La plus grande fut sa réunion avec celle du Palais royal en 1673. Cette dernière Troupe, connue sous le nom de la Troupe de Moliere, s'étoit établie en 1650 dans le jeu de Paume de la Croix-blanche, fauxbourg S. Germain ; elle eut peu de succès, & passa bientôt dans la province où elle resta huit ans. Après ce temps, elle revint dans la Capitale, où le Roi voulut qu'elle s'établît, & lui donna le petit Bourbon. Ce Théâtre ayant été démoli en 1660 pour bâtir le portail du Louvre, la Troupe de Moliere parut avec le titre de

Comédiens du Roi avec 12000 liv. de pension ; & pour les suivre sans interruption de l'Hôtel de Bourbon à la rue Guénégaud & à celle des Fossés-Saint-Germain, où ils passèrent successivement, nous avons cru devoir rejeter dans une note ce qui regarde le Théâtre du Marais & celui de Moliere, depuis leur établissement, jusqu'au moment où toutes ces Troupes furent réunies en une seule sous le nom de Troupe du Roi.

---

Troupe de *Monsieur*, sur le Théâtre du Palais royal. Le Roi la prit cinq ans après à son service, avec une pension de 7000 l. ; on l'appella alors la Troupe du Roi. Après la mort de Moliere, arrivée le 17 Février 1673, Louis XIV ordonna que, par la suite, les Comédiens du Marais ne joueroient plus sur leur Théâtre ; qu'ils s'établissent avec ceux du Palais royal dans le jeu de Paume de la rue de Seine, ayant issue dans celle des Fossés de Nesle, vis-à-vis la rue Guénégaud ; & à cet effet Sa Majesté ordonna, par une Déclaration du 23 Juin 1673, d'y faire transporter les Loges, Théâtre & Décorations de la Salle du Palais royal, afin que cette Troupe avec celle du Marais n'en fit plus qu'une, sous le nom de Troupe du Roi ; ce qui fut gravé en lettres d'or sur une pierre de marbre noir, au-dessus de la porte de leur Hôtel. Cette Troupe subsista jusqu'au 21 Octobre 1680, que la Troupe de Bourgogne y fut réunie.

La cession que les Confreres avoient faite de leurs privileges fit naître une foule de Comédiens. Bientôt on vit paroître une multitude de Pieces. On ne pouvoit suffire à l'empressement du Public. Lorsque quelques années eurent donné un peu de consistance à cet établissement, les Comédiens chercherent à s'affranchir des droits qu'ils payoient aux Confreres. Ils ne voulurent plus dépendre d'une Société composée d'Artisans plus méprisables par leurs débauches que par leur profession. Nous allons rapporter le précis des représentations qu'ils adresserent au Roi, pour obtenir la révocation des privileges que les Confreres s'étoient réservés.

## REMONTRANCES AU ROI

ET A NN. SS. DE SON CONSEIL,

*Pour l'abrogation de la Confrérie de la Passion,  
en faveur de la Troupe \* royale des Comédiens.*

Après un préambule qui contient un éloge de la Comédie, ils continuent ainsi :

---

(\*) Louis XIII les avoit nommés ses Comédiens; & depuis ce temps ils prenoient le titre de Troupe royale.

« Vos Comédiens , Sire , qui par leurs  
» bonnes qualités ont acquis des amis assez  
» puissans pour leur faciliter l'entrée de votre  
» Cabinet , & assez zélés en leur intérêt pour les  
» favoriser de votre présence , s'adressent de  
» plein vol à Votre Majesté sans aucune recom-  
» mandation ni assistance que leur bon droit ,  
» dans lequel ils ont établi l'espérance de la vic-  
» toire. Pourquoi les Comédiens supplient hum-  
» blement Votre Majesté qu'il lui plaise abroger  
» la Confrérie de la Passion comme inutile , pré-  
» judiciaire à l'Etat , à la Religion & aux parti-  
» culiers ; avec défense aux soi-disans Confreres  
» de la continuer , à peine d'être convaincus de  
» Leze-Majesté ; & en conséquence ordonner que  
» les biens & revenus de ladite Confrérie seront  
» unis & incorporés au Domaine de l'Hôtel-  
» Dieu ou des Petites - Maisons de Paris , à la  
» réserve néanmoins de l'Hôtel de Bourgogne ,  
» lequel demeurera perpétuellement affecté à  
» la Troupe de vos Comédiens , en payant par  
» eux annuellement toutes les réparations , ren-  
» tes & charges foncières dont ils demeureront  
» chargés , la somme de cinq cents livres , ou  
» telle autre que Votre Majesté arbitrera , es  
» mains du Receveur à ce commis , de quartier

» en quartier , & à la charge de bailler par eux  
» & leurs successeurs bonne & sûre caution pour  
» assurance deldits paiemens & charges. Il est  
» vrai ( observoient les Comédiens ) que d'abord  
» cette Requête paroîtra aucunement étrange ;  
» mais Votre Majesté qui pese les intérêts com-  
» muns d'autre sorte que ne font les particuliers ,  
» qui ne s'attachent jamais à l'utilité publique ,  
» sinon en tant que la leur s'y trouve mêlée ,  
» jugera que cette demande est raisonnable &  
» juste , puisque l'exécution d'icelle est utile &  
» nécessaire : juste , d'autant qu'elle est fondée  
» sur tant de saintes Ordonnances & de si bons  
» exemples ; utile , d'autant que les pauvres en  
» tireront un profit qui leur est beaucoup mieux  
» deub qu'à une foule de libertins ; nécessaire ,  
» parce que c'est le vrai moyen de retirer de la  
» débauche tant de malheureux Artisans , qui ,  
» ayant souvent mis femmes & enfans en che-  
» mise pour parvenir à ces maîtrises où leur vie  
» semble assurée , négligent tout-à-fait le soin  
» de leurs pauvres familles.

» Les Comédiens rappelloient ensuite diffé-  
» rentes Ordonnances de François I , Henri II ,  
» Charles IX , Henri III , & plusieurs Arrêts  
» du Parlement qui avoient abrogé différentes

» Confréries comme préjudiciables aux mœurs  
 » & au bien des familles.

» Cette Confrérie n'a jamais reçu ni produit  
 » que des Artisans , comme on le voit par  
 » son institution & dans le contrat d'ac-  
 » quisition de l'Hôtel de Bourgogne , quelque  
 » vanité qu'ils s'y donnent , en se qualifiant de  
 » gros Bourgeois , honorés des charges de leur  
 » Paroisse & du quartier : aussi tels honneurs  
 » répugnent-ils à leur profession , qui les oblige  
 » la plupart de mendier leur vie du ministère  
 » de leur main , en quoi ils ne peuvent avoir  
 » beaucoup d'honneur & de civilité , comme  
 » dit Aristote ; par conséquent sont incapables  
 » des honneurs & des charges publiques , &  
 » indignes du titre de Bourgeois , par la raison  
 » des Anciens qui faisoient marcher les esclaves  
 » de pair avec les Artisans.

Ces représentations , quoique singulieres , furent assez favorablement écoutées ; les Comédiens furent en effet maintenus dans le droit de jouer sur le Théâtre de l'Hôtel de Bourgogne , & il fut défendu aux Confreres de les troubler.

Enfin en 1629 , de nouvelles contestations s'étant élevées entre les Comédiens & les Confreres , on ordonna à ces derniers de remettre



sans délai tous leurs titres, & d'abandonner tous leurs droits sur l'Hôtel de Bourgogne. Depuis ce moment, les Comédiens ne furent plus troublés dans leurs représentations. Ils prirent peu à peu une certaine consistance. La noblesse & la décence qu'on vit regner quelque temps après dans les Pièces de Corneille, qui vint enfin tirer la Scene Françoisse de la barbarie, & la conduite plus réglée des Acteurs, engagèrent Louis XIII qui les protégeoit, à donner en leur faveur une Déclaration fort honorable que nous allons rapporter.

## D É C L A R A T I O N

DE LOUIS XIII,

*Du 16 Avril 1641.*

« Louis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Les continuelles bénédictions qu'il plaît à Dieu de répandre sur notre regne, nous obligeant de plus en plus à faire tout ce qui dépend de nous pour retransmettre tous les déréglemens par lesquels il peut

être offensé; la crainte que nous avons que les Comédies qui se représentent utilement pour le divertissement des peuples , ne soient quelquefois accompagnées de représentations peu honnêtes , qui laissent de mauvaises impressions sur les esprits , fait que nous sommes résolus de donner les ordres requis pour éviter tels inconveniens.

» A ces causes , nous avons fait & faisons très-expresse inhibitions & défenses , par ces Présentes signées de notre main , à tous Comédiens de représenter aucunes actions malhonnêtes , ni d'user d'aucunes paroles lascives ou à double entente , qui puissent blesser l'honnêteté publique , sur peine d'être déclarés infames , & autres peines qu'il y écheoira : enjoignons à nos Juges , chacun dans son district , de tenir la main à ce que notre volonté soit religieusement exécutée; & en cas que lesdits Comédiens contreviennent à notre présente Déclaration , nous voulons & entendons que nosdits Juges leur interdisent le Théâtre & procedent contre eux , selon la qualité de l'action , par telles voies qu'ils jugeront à propos , sans néanmoins pouvoir ordonner plus grande peine que l'amende ou le bannissement ; & en cas que lesdits Comédiens

Comédiens reglent tellement les actions du Théâtre, qu'elles soient du tout exemptes d'impureté, nous voulons que leur exercice, qui peut innocemment divertir nos peuples de diverses occupations mauvaises, ne puisse leur être *imputé à blâme, ni préjudicier à leur réputation dans le commerce public*: ce que nous faisons, afin que le desir qu'ils auront d'éviter le reproche qu'on leur a fait jusqu'ici leur donne autant de sujet de se contenir dans le terme de leur devoir, que la crainte des peines qui leur seroient inévitables, s'ils contrevenoient à la présente Déclaration.

» Si donnons en mandement à nos amés & Fidéaux Conseillers, les gens tenans notre Cour du Parlement à Paris, que ces Présentes ils aient à faire vérifier & enregistrer, & du contenu en icelles faire jouir & user lesdits Comédiens, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte & maniere que ce soit, car tel est notre plaisir. Donné à Saint-Germain-en-Laye, le 16 jour d'Avril, l'an de grace 1641, de notre regne le trente-unieme. *Signé*, Louis, & sur le repli, par le Roi, de Lomenie; scelées du grand sceau sur simple queue de cire jaune; registrées, ouï le Procureur-Général du

Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur. A Paris, en Parlement, le 24 Avril 1641. *Collationné, signé, du Tillet.*

Les accroissemens de Paris avoient déterminé les Comédiens à jouer sur deux Théâtres, dont l'un étoit à l'Hôtel de Bourgogne, & l'autre à l'Hôtel d'Argent, au Marais.

On ne jouoit sur ces Théâtres que des Pièces informes & des farces grossières, lorsque Corneille donna sa *Mélite* & le *Menteur*. Quoique ces Pièces ne soient pas sans défaut, elles préparèrent la révolution qui s'est faite sur le Théâtre François. Molière parut ensuite & dévoila les secrets d'un Art qu'on avoit ignoré jusqu'alors.

En 1680, Louis XIV réunit les deux Troupes en une seule; il adressa pour cet effet, le 22 Octobre de cette année, une  
 • Lettre de cachet au Lieutenant-Général de Police. Comme cette Lettre de cachet est le premier titre de la révolution qui s'est faite parmi les Comédiens, & qu'elle a servi de base à l'établissement du Théâtre François, nous croyons devoir en rapporter les termes.

» Sa Majesté (y est-il dit) ayant estimé à propos de réunir les deux Troupes de Comédiens établis à l'Hôtel de Bourgogne & dans

» la rue Guénégaud à Paris, pour n'en faire  
» qu'une seule, afin de rendre les représenta-  
» tions des Comédies plus parfaites, par le  
» moyen des Auteurs & Actrices auxquels elle  
» a donné place dans ladite Troupe, Sa Majesté  
» a ordonné & ordonne qu'à l'avenir lesdites  
» deux Troupes de Comédiens François seront  
» réunies pour ne faire qu'une seule & même  
» Troupe, qui sera composée des Auteurs &  
» Actrices, dont la liste sera arrêtée par Sa  
» Majesté. Pour leur donner moyen de se per-  
» fectionner de plus en plus, Sa Majesté veut  
» que ladite seule Troupe puisse représenter  
» les Comédies dans Paris, faisant défenses à  
» tous autres Comédiens François de s'établir  
» dans la Ville & Fauxbourgs de Paris, sans  
» ordre exprès de Sa Majesté. Enjoint Sa Ma-  
» jesté au sieur de la Reynie, Lieutenant-Gé-  
» néral de Police, de tenir la main à l'exécution  
» de la présente Ordonnance. Fait à Versailles,  
» le 22 Octobre 1680. *Signé*, Louis, & plus  
» bas, Colbert, & scellé ».

En vertu de cet ordre du Roi, les Comédiens furent autorisés à former une Société, & à passer entr'eux des actes d'union; en conséquence, ils firent un contrat de société devant

Notaires, le 5 Janvier 1681, dans lequel ils arrêterent les clauses suivantes.

Savoir : « 1°. que les Acteurs & Actrices  
 » qu'il avoit plu au Roi de renvoyer des deux  
 » Troupes avant leur réunion, & d'admettre à  
 » la pension, commenceroient à en jouir, à  
 » compter du 28 Août 1680, époque de la pre-  
 » miere représentation des deux Troupes réu-  
 » nies.

» 2°. Que lorsqu'un Acteur ou une Actrice  
 » viendroit à mourir ou à quitter la Troupe,  
 » celui qui le remplaceroit payeroit 1000 liv.  
 » de pension à toute la Troupe.

» 3°. Que les Acteurs ou Actrices qui seroient  
 » dans la suite admis pensionnaires auroient  
 » 1000 liv. de pension viagere par chacun an,  
 » soit qu'ils fussent reçus à part entiere, à de-  
 » mi-part, ou à un quart de part ».

Louis XIV voulant favoriser les progrès du Théâtre François, accorda à ses Comédiens une pension de 12000 liv. par an : le brevet de Sa Majesté qui contient cette grace fut expédié le 24 Août 1682.

Le 23 Avril 1685, M. le Duc de S. Aignan, Pair de France, & un des quatre premiers

Gentilshommes de la Chambre du Roi, donna aux Comédiens François un Règlement de discipline intérieure, conformément aux ordres qu'il en avoit reçus de Madame la Dauphine. Ce Règlement fut déposé chez un Notaire, & il fut passé un acte, le 4 Mars 1686, par lequel les Comédiens s'obligerent de s'y conformer.

En 1687, les Comédiens passèrent un nouveau contrat de société devant Notaires, pour acheter un emplacement, afin de faire construire leur Théâtre; le Roi confirma ce contrat par un Arrêt du Conseil du premier Mars 1688.

Le 23 Juin 1692, les Comédiens firent un nouveau traité de société entre eux, dans lequel ils réglèrent les sommes qu'ils avoient dépensées pour leur nouvel établissement ( 1 ), la

---

( 1 ) Lorsque les Comédiens François s'établirent rue des Fossés Saint-Germain-des-Prés, ils résolurent, dans une assemblée particulière, que chaque mois on prélèveroit sur la recette une somme qui seroit distribuée aux Couvents les plus pauvres de la ville de Paris. Les RR. PP. Capucins ressentirent les premiers les effets de cette charité. A leur exemple, les RR. PP. Cordeliers vou-

maniere dont les remboursemens devoient être faits aux Acteurs ou Actrices qui se retire-

---

lurent y être admis , & présenterent à cet effet le Placet suivant.

### M E S S I E U R S ,

Les PP. Cordeliers vous supplient très-humblement d'avoir la bonté de les mettre au nombre des pauvres Religieux à qui vous faites la charité. Il n'y a point de Communauté à Paris qui en ait plus de besoin ; eu égard à leur grand nombre , & à l'extrême pauvreté de leur Maison , qui le plus souvent manque de pain. L'honneur qu'ils ont d'être vos voisins , leur fait espérer que vous leur accorderez l'effet de leurs prieres , qu'ils redoubleront envers le Seigneur pour la prospérité de votre chere Compagnie.

Le Placet fut porté à l'Assemblée le 11 Juin 1696. Il y fut résolu de donner 36 liv. par an au Couvent des PP. Cordeliers , à raison de 3 liv. par mois.

En 1700 , les PP. Augustins Réformés du Fauxbourg Saint-Germain demanderent la même grace. Voici leur Requête.

*A MM. de l'illustre Compagnie de la Comédie  
du Roi.*

Les Religieux Augustins Réformés du Fauxbourg Saint—



roient ou à leurs héritiers, la contribution que chaque nouvel Acteur ou Actrice paieroit en entrant, & la préférence que la Société auroit sur les Créanciers de ses Membres, pour le paiement de cette contribution.

En 1699, par acte passé devant Notaires, le 27 Avril, les Comédiens ratifierent tous les anciens traités qu'ils avoient faits entr'eux, & s'obligèrent de les exécuter.

Toutes les dépenses que le nouvel établissement de la Comédie Françoisé avoit occasionnées étant acquittées, les Comédiens réglerent la portion que chacun d'eux devoit avoir dans la propriété du fonds de l'Hôtel de la Comédie. Il fut arrêté que chaque Comédien qui auroit part entiere, auroit 13 130 liv. 15 f.

Depuis ce traité, les Comédiens ont fait entr'eux différens actes dans lesquels ils ont rati-

---

Germain vous supplient très-humblement de leur faire part des aumônes & charités que vous distribuez aux pauvres Maisons Religieuses de cette ville de Paris, dont ils sont du nombre; ils prieront Dieu pour vous.

Sur le Placet des PP. Augustins Réformés du Fauxbourg Saint-Germain, la Compagnie a résolu de leur donner, comme aux autres Couvents, 3 liv. par mois.

fié les contrats qu'ils avoient précédemment faits.

Louis XV voulant qu'il ne fût fait aucun changement dans l'établissement de les Comédiens François, adressa deux ordres à M. le Duc de Mortemar, premier Gentilhomme de la Chambre, les 15 Avril & 15 Juillet 1725, en exécution desquels les Comédiens François firent entr'eux un nouveau contrat, le 17 Mai 1728, dans lequel ils arrêterent les clauses suivantes; savoir : 1°. « que , conformément au » traité du 5 Janvier 1681, tout Acteur ou » Actrice qui succéderoit à un autre, paieroit » 1000 liv. de pension pour une part, & à proportion pour une demi-part & autres portions inférieures.

» 2°. Qu'aucun Acteur ou Actrice ne pourroit être déchargé de cette pension que par » droit d'ancienneté, lequel seroit réglé suivant » l'ordre & la date de réception des Acteurs » & Actrices.

» 3°. Qu'aucun Acteur ne pourroit être » chargé de payer une pension plus forte que » celle de 1000 liv.

» 4°. Que , conformément aux traités de » 1681 & 1686, les Acteurs & Actrices qui se

de Société ne pouvant avoir leur exécution entière : Oui le rapport. Le Roi étant en son Conseil, & dérogeant autant que de besoin, révoquant, annullant les susdits Traités, Arrêts & Réglemens, a ordonné & ordonne ce qui suit.

A R T I C L E I<sup>er</sup>.

» Le fonds de l'établissement de l'Hôtel sera & demeurera fixé à la somme de deux cent mille huit cent sept livres seize sols six deniers seulement, savoir, cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent trente-deux livres seize sols six deniers, à quoi ont été fixées par le traité de 1692 les dépenses faites, tant pour l'acquisition des fonds sur lesquels les Comédiens prédécesseurs ont fait bâtir ledit Hôtel & la construction du Théâtre, que pour l'achat des décorations & autres objets formant ledit établissement, & deux mille cinq cent soixante-quatorze livres payées par lesdits Comédiens pour le rachat de la taxe des boues & lanternes, à cause dudit Hôtel, dérogeant à cet égard au traité de 1705.

## A R T. I I.

» Le fonds ci-dessus sera, comme ci-devant,

divisé en vingt-trois parts égales , dont chacune sera de 8730 liv. 15 l. 5 den. seulement ; au lieu de 13130 liv. 15 sols ; à quoi avoit été fixé le fonds de chaque part par le traité de 1705 ; savoir , 8618 liv. 17 sols 2 den. pour chaque part dans le fonds de l'Hôtel ; 111 liv. 17 l. 10 den. pour le rachat des boues & lanternes , & 4400 liv. , sous le titre de récompense aux Acteurs ou Actrices retirés , ou à leurs héritiers , lesquelles 4400 liv. ne pourront être à l'avenir prétendues par les Acteurs ou Actrices , ni leurs successeurs ou héritiers , sous quelque prétexte que ce puisse être , non plus que les 1200 liv. pour prétendue indemnité à cause de l'entretien des décorations du Théâtre , suivant le traité de 1735.

## A R T. I I I.

» Et voulant Sa Majesté procurer à ladite Troupe le moyen de se soutenir , ordonne que , pour rembourser les Acteurs ou Actrices qui ont fait ledit fonds ou portion d'icelui , au fur & mesure de la retraite ou du décès desdits Acteurs ou Actrices , il sera fait fonds dans les états de dépenses extraordinaires des

Menus, des sommes qu'ils se trouveront avoir payées au jour de la clôture du Théâtre de la présente année : à l'effet de quoi , il en sera dressé état par les sieurs Intendans des Menus, dont un double signé d'eux sera annexé à l'acte de société mentionné en l'Art. XXXVIII ci-après; entendant néanmoins Sa Majesté, que les intérêts desdits fonds ou portions de fonds soient payés par la Troupe jusqu'au jour du remboursement actuel auxdits Acteurs ou Actrices, ou à leurs héritiers ou représentans, à raison de cinq pour cent, francs & quittes de toutes charges & impositions, à compter du jour de la clôture du Théâtre de la présente année. Comme aussi, qu'après l'entière extinction des sommes qui se trouveront avoir été payées pour ledit fonds ou portion de fonds, conformément audit état, le remboursement desdites 8730 liv. 15 sols 5 den. aux Acteurs ou Actrices retirés, & aux héritiers ou représentans de ceux qui seroient décédés, demeurera à la charge de ladite Troupe.

## A R T. I V.

- Chaque part sera susceptible de division.

en demi-part ou autre portion de part , comme ci-devant.

## A R T. V.

» Le fonds dudit établissement ne pourra être aliéné ni engagé sous quelque prétexte que ce puisse être , pour les besoins d'un ou de plusieurs particuliers , mais seulement pour l'utilité & le besoin commun de la Troupe en général , & en vertu de Délibérations prises en la forme qui sera prescrite ci-après.

## A R T. V I.

» Aucun des Acteurs ou Actrices ne pourra prétendre le remboursement du fonds de sa part , si ce n'est dans le cas de retraite ; & ledit remboursement , dans le cas de décès d'aucuns d'eux , sera fait à leurs héritiers ou ayants droit , dans la forme désignée par l'Art. III ci-dessus.

## A R T. V I I.

» Aucun desdits Acteurs ou Actrices ne pourra pareillement engager ni aliéner le fonds de sa part ou portion de part dans ledit éta-

blessément, ni aucun de leurs Créanciers particuliers pour suivre le paiement de leurs créances, par saisie réelle, mais seulement par saisie mobilière desdites parts ou portions de parts, dont les fonds seront, s'il y échet, contribués entre lesdits Créanciers, lesquels ne pourront par ladite voie de saisie mobilière desdits fonds de part, que dans le cas de retraite ou de décès des Acteurs ou Actrices leurs débiteurs.

## A R T. V I I I.

» Les Acteurs ou Actrices qui seront à l'avenir admis dans la Troupe, seront tenus de payer sans intérêt, néanmoins la somme ci-dessus de 8730 liv. 15 s. pour une part & ainsi à proportion pour une demi-part, ou autre portion de part entre les mains du Caissier de la Troupe, qui sera tenu de s'en charger en recette, & d'en faire emploi, ainsi qu'il sera ordonné par l'Art. XXV ci-après.

## A R T. I X.

» Pour faciliter aux nouveaux Acteurs ou Actrices le paiement desdits 8730 liv. 15 s.,

il leur sera retenu , à moins que de leurs derniers ils ne veuillent faire ledit paiement de 8730 liv. 15 f. par chaque année , & jusqu'à concurrence, la somme de 1000 liv. par part , & ainsi par proportion , & par privilege & préférence à tous leurs autres Créanciers particuliers , de laquelle retenue les intérêts leur seront payés par la Troupe à la clôture du Théâtre de chaque année , conformément à l'Art. III ci-dessus.

## A R T. X.

Tous les Acteurs ou Actrices qui seront renvoyés après quinze années de service accomplies , jouiront de 1000 liv. de pension viagère , laquelle leur sera payée annuellement par la Troupe , sans aucune retenue ni diminution des impositions présentes & à venir quelconques , de six mois en six mois , à compter des jours & dates des ordres du premier Gentilhomme de la Chambre lors en exercice , sur lesquels seront expédiés les contrats de constitution desdites rentes auxdits Acteurs ou Actrices ainsi retirés.

A R T.



## A R T. X I.

» Il sera libre auxdits Acteurs & Actrices de se retirer après vingt années de service, & audit cas, ils jouiront de la pension de 1000 l., laquelle sera constituée à leur profit, conformément au précédent article ; sauf néanmoins que ceux desdits Acteurs ou Actrices qui seront jugés nécessaires après les vingt ans de service ne pourront se retirer, mais auront 1500 liv. de pension, en continuant leurs services pendant dix autres années.

## A R T. X I I.

» Et néanmoins s'il survenoit à quelques Acteurs ou Actrices, avant ledit terme de quinze années, des accidens ou infirmités habituelles qui les missent hors d'état de continuer leurs services, lesdites pensions de 1000 l. seront constituées à leur profit, en conséquence d'une Délibération signée de tous ceux qui composeront alors ladite Troupe, pour leur être payée, ainsi qu'il est porté à l'Article X ci-dessus, à compter des jours & date des ordres du pre-

mier Gentilhomme de la Chambre , alors en exercice.

## A R T. X I I I.

A l'égard des pensions actuellement subsistantes , ordonne Sa Majesté qu'il en sera incessamment fait un état sur lequel , à elle rapporté , elle se réserve d'ordonner ce qu'il appartiendra.

## A R T. X I V.

» Toutes les pensions telles qu'elles ont été réglées par les Art. X , XI , XII , ou qui seront conservées par Sa Majesté entre celles qui subsistent actuellement , seront dorénavant à la charge de la Troupe , en sorte que tous ceux qui succéderont aux Acteurs ou Actrices qui viendront à décéder ou à se retirer n'en soient aucunement tenus ; comme aussi ceux ou celles qui doivent actuellement aucunes dedites pensions , au terme dudit acte de 1692 , & autres subséquens , en seront & demeureront déchargés , à compter du jour de la clôture du Théâtre de la présente année.

## . A R T. X V.

L'Hôtel où se font les représentations de la Comédie , & ses dépendances , & généralement tout ce qui compose ledit établissement, seront affectés spécialement & par privilege auxdites pensions alimentaires , qui ne pourront ( comme alimentaires ) être saisies par aucuns Créanciers des Pensionnaires.

## A R T. X V I.

» Il y aura trois Semainiers qui serviront suivant l'ordre de leur réception , dont le plus ancien de chaque semaine sortira de fonction , & sera remplacé par le plus ancien des deux restans , & ainsi successivement de semaine en semaine : les fonctions desdits Semainiers consisteront dans l'administration, police intérieure & discipline de la Troupe , ainsi qu'il va être ordonné , & qu'il le sera pour le surplus par un Règlement qui sera fait par les premiers Gentilshommes de la Chambre de Sa Majesté.

## ART. XVII.

» Arrivant le cas de décès ou de retraite d'aucuns desdits Acteurs ou Actrices , ceux qui se feront retirés , & le plus ancien Semainier à l'égard de ceux qui viendront à décéder , seront tenus de se retirer pardevers le premier Gentilhomme de la Chambre alors en exercice , pour , sur le rapport qui sera par lui fait à Sa Majesté , ordonner des parts & portions vacantes par brevets particuliers expédiés par les sieurs Intendans des Menus.

## ART. XVIII.

» La recette générale sera faite par un seul Caissier , auquel les Receveurs particuliers des différens Bureaux seront tenus de compter chaque jour après le Spectacle , ainsi que le Contrôleur de remettre l'état des crédits de chaque jour : en conséquence , le Caissier tiendra registre de ladite recette effective , ensemble desdits crédits jour par jour , duquel registre sera tenu un double pour le contrôle de ladite Caisse , par le plus ancien Semainier en

## FRANÇOISE.

69

exercice ; & chacun desdits registres sera signé en premiere & derniere feuilles , & paraphé sur chacun des feuillets par un des sieurs Intendants des Menus : ordonne Sa Majesté audit Caissier de veiller avec la plus scrupuleuse attention à l'exaëtitude desdits registres , sous peine de radiation de ses appointemens , & de plus grande peine s'il y échet.

## ART. XIX.

» Les deniers de ladite recette effective, ainsi que ledit registre de la Caisse , seront renfermés dans le coffre-fort qui est dans l'Hôtel , lequel fermera à deux clefs , dont une demeurera ès mains du plus ancien des Semainiers en exercice , l'autre en celles dudit Caissier.

## ART. XX.

» Ledit Caissier sera seul chargé de la dépense , & ne pourra faire aucuns paiemens que sur des mandemens signés des trois Semainiers & de six personnes au moins , tant Acteurs qu'Actrices ; & tiendra ledit Caissier pareillement registre de la dépense , aussi jour

par jour , duquel registre il sera aussi tenu un double pour servir de contrôle ; lesdits deux registres en la forme & ainsi qu'il a été réglé pour la recette par les Art. XVIII , XIX ci-dessus , & celui du Caissier fera , comme dit est , renfermé dans ledit coffre-fort , suivant l'Article précédent.

#### A R T. X X I.

» A l'égard des registres de contrôle desdites recettes & dépenses , ledit Semainier le plus ancien en exercice fera tenu de les renfermer chaque jour dans une des armoires étant dans la Chambre d'Assemblée.

#### A R T. X X I I.

» Pour éviter la multiplicité des quittances , le Caissier dressera des états de gages & appointemens des Gagistes & autres employés au service de la Troupe , à la fin de chaque mois ; lesquels états seront émargés par chacun desdits Gagistes & autres , après néanmoins qu'ils auront été arrêtés par les trois Semainiers.

## ART. XXIII.

» S'il arrivoit que les mémoires des Ouvriers & Fournisseurs ne pussent être acquittés en entier sur le produit de la recette du mois, il en sera dressé un état double, dont un restera es mains d'un des Intendans des Menus, l'autre en celles du plus ancien Semainier qui se trouvera en exercice; & fera le montant desdits mémoires, autant que faire se pourra, acquitté des deniers du mois suivant.

## ART. XXIV.

» A la fin de chaque mois, les registres de recette & de dépense, ainsi que ceux du contrôle, seront représentés à l'un des sieurs Intendans des Menus, pour par lui les viser & arrêter.

## ART. XXV.

» Sur le produit de la totalité de la recette seront prélevés :

1°. Les trois cinquiemes du quart, ou le

E 4

neuvieme au total , pour l'Hôpital général ; sans déduction quelconque ;

» 2°. Le dixieme en faveur de l'Hôtel-Dieu ; déduction faite de 300 liv. , dont la retenue a été ordonnée par Sa Majesté pour les frais journaliers de représentation ;

» 3°. La rente annuelle de 250 liv. due à la Menſe Abbatiale de Saint Germain des Prés , par tranſaction du 24 Août 1695 ;

» 4°. Les penſions viageres dont la Troupe ſera chargée ;

» 5°. Les intérêts des fonds ou portions de fonds , ainſi qu'il eſt porté par les Art. III & IX ci-deſſus ;

» 6°. Les ſommes payées pour fonds ou portions de fonds , ainſi qu'il eſt porté dans le cas prévu à l'Art. III ci-deſſus ;

• » 7°. Les appointemens du Caiſſier , des Receveurs particuliers & des Gagiſtes , & autres employés au ſervice de la Troupe ; & finalement ſeront payés & acquittés tous les frais ordinaires & extraordinaires , à la charge commune de la Troupe.

» Et quant au ſurplus du produit des représentations journalieres , il ſera diviſé & partagé en vingt-trois portions égales , & diſtribué aux



Auteurs & Actrices , à proportion des parts ou portions de parts appartenantes à chacun d'eux dans le fonds dudit établissement.

» Entendant Sa Majesté , que les deniers provenans des paiemens qui seront faits par les nouveaux Auteurs ou Actrices , pour leurs fonds ou portions de fonds , ne puissent être employés qu'au paiement des Créanciers de la Troupe.

## A R T. X X V I.

» A l'égard de la pension de 12000 liv. par chaque année, accordée à ladite Troupe par brevet du 24 Août 1682, elle sera pareillement partagée en vingt-trois portions égales , conformément à l'Art. précédent ; & chacune desdites portions sera & demeurera , comme par le passé , non-saisissable par aucuns Créanciers particuliers desdits Auteurs ou Actrices.

## A R T. X X V I I.

» La part de chacun desdits Auteurs ou Actrices dans le produit des représentations journalieres , sera divisée en trois portions égales , savoir deux tiers libres & non saisissables par

les Créanciers , pour être appliqués l'un aux alimens , l'autre à l'habillement & entretien de chacun d'eux ; & quant à l'autre dernier tiers , il sera affecté aux Créanciers des Acteurs ou Actrices sur lesquels il surviendra des saisies : en sorte qu'après le remboursement & entier paiement du fonds de la part ou portion de part de chaque Acteur ou Actrice , lesdites saisies vaudront & auront leur effet , sans qu'il soit besoin de les renouveler sur le tiers de la portion entiere à lui appartenante dans le produit desdites représentations ordinaires.

## A R T. X X V I I I.

» Les deniers qui composeront le tiers destiné aux Créanciers seront retenus par le Caissier , pour être par lui remis à la clôture du Théâtre de chaque année , ès mains du Notaire de la Troupe , par lequel ils seront payés & contribués , si le cas y échet ; & seront lesdites contributions arrêtées par les Débiteurs , en présence de deux anciens Comédiens stipulans pour la Troupe , ainsi qu'il s'est pratiqué jusqu'à présent.

## A R T. X X I X.

» Les exploits des saisies qui seront faites ; seront portés par le Caissier sur deux registres , dont un restera en ses mains , l'autre en celles du Notaire de la Troupe ; les main-levées seront pareillement transcrites sur les mêmes registres , & les exploits de saisies & expéditions des main-levées mises dans l'armoire fermant à clef , qui est dans la Chambre où se tiennent les Assemblées.

## A R T. X X X.

» S'il étoit nécessaire d'occuper , ou de défendre sur lescites saisies , elles seront remises par le Receveur , ès mains du Procureur au Châtelet de la Troupe , ou de son Procureur au Parlement.

## A R T. X X X I.

» Chaque année, à la clôture du Théâtre , il sera dressé par le Caissier trois états ; le premier contiendra les parts ou portions de parts de

chaque Acteur ou Actrice dans le fonds de l'établissement ; ce qui en aura été acquitté , ce ce qui restera à acquitter : le second contiendra les dettes passives de la Troupe ; & le troisième les pensions viagères dont elle se trouvera lors chargée ; lesquels états seront arrêtés , approuvés & reconnus par tous les Acteurs & Actrices , & ensuite rendus au Caissier , après avoir été transcrits sur un registre sur lequel seront portées toutes les Délibérations , & qui sera renfermé par le plus ancien Semainier dans l'armoire de la Chambre d'Assemblée , & de la conservation duquel ledit Semainier demeurera personnellement garant.

## A R T. X X X I I.

» Il ne pourra dorénavant être fait aucun emprunt que pour les dépenses forcées , ainsi qu'il est porté par l'Art. V ci-dessus , & non par billets particuliers , mais seulement par contrats de constitution , autant que faire se pourra , ou par obligations ; lesquels contrats ou obligations seront signés par tous les Acteurs & Actrices , & ne pourront être passés que pardevant le Notaire de la Troupe qui

en gardera minute , le tout en vertu de Délibérations qui seront remises aux sieurs Intendans des Menus , pour être présentées aux premiers Gentilshommes de la Chambre en exercice , & être donnés les ordres nécessaires , après néanmoins avoir pris l'avis des Avocats composans le Conseil de la Troupe , déclarant nuls tous contrats , obligations ou billets qui ne seront pas faits dans la forme ci-dessus prescrite.

## A R T. X X X I I I.

» Néanmoins les obligations ou billets subsistans actuellement , après que les sommes , les dates & même les noms , autant que faire se pourra , auront été constatés à la clôture du Théâtre de la présente année , & ainsi successivement par une Délibération signée des six plus anciens Acteurs , suivant l'ordre de réception , seront convertis en contrats de constitution , ou renouvelés au plus long délai qu'il sera possible , par lesdits six plus anciens Acteurs , à l'effet de procurer à la Troupe la facilité de faire des emprunts à constitution de rente , pour rembourser le montant desdites obligations ou billets.

## A R T. X X X I V.

» Il sera fait incessamment par le Notaire de la Troupe un inventaire double par bref état des titres & papiers des Archives, lesquels seront remis dans des boîtes étiquetées chacune des cotes qu'elles contiendront ; & seront lesdites boîtes , ainsi que l'un des doubles dudit inventaire , renfermés dans une des armoires de la Chambre d'Assemblée , laquelle sera fermée à deux clefs , dont l'une demeurera ès mains du plus ancien des Semainiers , l'autre entre celles du Notaire de la Troupe , qui gardera pardevers lui l'autre double dudit inventaire.

## A R T. X X X V.

» Il ne pourra être retiré aucuns titres ni papiers de ladite armoire , qu'en vertu d'une Délibération signée des trois Semainiers & des trois autres plus anciens Acteurs , & sur les récépissés de ceux qui auront retirés lesd. titres & papiers ; lesquels récépissés demeureront en leur lieu & place jusqu'à ce qu'ils aient été rapportés , & le rapport en sera constaté en charge

desdites Délibérations par la mention qui en sera faite , & signée par les Semainiers & anciens Auteurs , au nombre de trois.

## A R T. X X X V I.

» Veut & ordonne Sa Majesté que sesdits Comédiens ordinaires soient tenus de représenter chaque jour , sans que sous aucun prétexte ils puissent s'en dispenser.

## A R T. X X X V I I.

» Ordonne pareillement que le Conseil de la Troupe sera composé de deux anciens Avocats au Parlement & d'un Avocat en ses Conseils.

## A R T. X X X V I I I.

Il sera incessamment pourvu au surplus de l'administration, police & discipline intérieure de la Troupe , par un Règlement fait par les premiers Gentilshommes de la Chambre de Sa Majesté , & qu'elle entend être exécuté , ainsi que s'il étoit contenu au présent Arrêt.

## A R T. X X X I X.

» Ordonne en outre Sa Majesté, qu'aussitôt après qu'il aura été fait lecture dudit Arrêt dans une Assemblée générale deldits Acteurs & Actrices, ils seront tenus de passer en conformité un acte de Société entr'eux pardevant le Notaire de la Troupe, lequel acte, représenté à Sa Majesté, fera par Elle approuvé & confirmé s'il y échet.

## A R T. X L.

» Veut & entend Sa Majesté, que le contenu au présent Arrêt soit exécuté selon la forme & teneur, & que tout ce qui y seroit contraire soit déclaré comme nul & non avenue, ainsi qu'Elle l'a déclaré & déclare dès-à-présent. Mande Sa Majesté aux premiers Gentilshommes de la Chambre & aux Intendans des Menus, de tenir la main, chacun en droit foi, à l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles, le 18 Juin 1757. Phelypeaux.

En exécution de cet Arrêt, les Comédiens  
François



François ont passé entr'eux un nouveau traité , le 9 Juin 1758 ; & sur cet acte il est intervenu un Arrêt du Conseil , le 12 Janvier 1759 , par lequel Sa Majesté a fait plusieurs modifications aux clauses de ce traité , & au surplus Elle l'a approuvé , autorisé & confirmé. Sa Majesté , par une disposition particuliere de cet Arrêt , en dérogeant à tous Edits , Arrêts & Réglemens contraires , a ordonné qu'on ne pourroit faire aucune consignation des deniers qui seroient saisis , provenans soit du tiers du produit des représentations , soit du remboursement des fonds , dans le cas de retraite ou de décès , & généralement de toutes les sommes qui doivent être déposées entre les mains du Notaire de la Troupe ; & pour assurer l'exécution , tant de cet Arrêt que de celui du 18 Juin 1757 , Sa Majesté a ordonné qu'il seroit expédié toutes les Lettres nécessaires.

En conséquence de cette disposition , les Comédiens François ont obtenu des Lettres-patentes le 22 Août 1761 , qui ont été enregistrées par le Parlement de Paris le 7 Septembre de la même année , pour être exécutées selon leur forme & teneur ; à la charge seulement , porte l'Arrêt , « qu'en cas de saisies , lesdites sai-

» sies tiendront entre les mains du Notaire de  
 » la Troupe dépositaire, lequel ne pourra s'en  
 » dessaisir qu'entre les mains de qui , & ainsi  
 » qu'il fera par Justice ordonné ».

Comme les clauses que l'acte de Société renferme fixent l'état actuel de la Comédie Françoisé, nous allons les rapporter , ainsi que les Lettres-patentes & l'Arrêt du Parlement qui les a enregistrées.

*ARTICLES de l'Acte de Société passé entre  
 les Comédiens François ordinaires du Roi , en  
 exécution de l'Arrêt du Conseil du 18 Juin  
 1757.*

Le 9 Juin 1758.

A R T. I<sup>er</sup>.

« Le fonds de la Société & établissement sera & demeurera fixé à la somme de 200807 liv. 16 s. 6 den. seulement , & composé, savoir, 198233 liv. 16 s. 6 den., à quoi, en conséquence du traité & acte de Société du 22 Septembre 1680, a été fixé par celui du 23 Juin 1692, l'état de dépense faite, tant pour l'acquisition de l'emplacement & maisons, & construction de l'Hôtel & Salle de Spectacle, que

pour l'achat des décorations & autres objets formant ledit établissement ; & 2514 l. payées par les Comédiens prédécesseurs desdits Comparans , pour le rachat de la taxe des boues & lanternes , suivant le traité du 23 Mars 1705.

## A R T. I I.

» Le fonds de ladite Société & établissement fera , comme ci-devant , divisé en vingt-trois parts égales , & chaque part intégrale sera & demeurera fixée à 8730 liv. 15 s. 5 den. seulement , au lieu de 13130 liv. 15 s. 5 den. , à quoi elle avoit été fixée par ledit traité du 23 Mars 1705 ; savoir , 8618 liv. 17 s. 2 den. pour le vingt-troisième au total de la dépense pour ledit établissement , & 111 liv. 18 s. 3 d. aussi pour le vingt-troisième de la somme financée pour le rachat de la taxe des boues & lanternes : au moyen de quoi les Acteurs & Actrices qui viendront à se retirer , & les héritiers & ayans droit de ceux qui viendront à décéder , ne pourront prétendre , sous quelque prétexte que ce puisse être , les 4400 liv. attribuées à chaque part , sous le titre de récompense , par ledit traité de 1705 , non plus que

les 1200 liv. attribuées aussi à chaque part, à titre d'indemnité, à cause de l'entretien du Théâtre & des Décorations, suivant ledit traité du 5 Septembre 1735, auxquelsdits traités les Comparans ont dérogé à cet égard.

## A R T. I I I.

» Sa Majesté, par un effet de sa bonté & de la protection singulière dont Elle veut bien honorer ledit établissement, ayant ordonné par l'Article III dudit Arrêt du Conseil, afin de procurer à la Troupe les moyens de se soutenir, que pour rembourser les Acteurs & Actrices qui avoient fait les fonds de leurs parts ou portions de parts sur le pied de 13130 liv. 15 s. 5 d., conformément aux anciens traités, au fur & à mesure du décès ou de la retraite desdits Acteurs ou Actrices, il seroit fait fonds dans l'état de dépense extraordinaire des Menus des sommes qu'ils se trouveroient avoir acquittées au jour de la clôture du Théâtre 1<sup>er</sup>. Avril 1757, & qu'à cet effet, les sieurs Intendants des Menus dresseroient état desdites sommes; il a été convenu, sous le bon plaisir de Sa Majesté, pour l'arrangement des affaires desdits

Auteurs & Actrices retirés , ou de leurs successeurs en cas de décès , que la Troupe fera l'avance & le remboursement desdits fonds ou portions de fonds dans le cours de deux mois , à compter de la date des ordres de retraite , ou du jour du décès desdits Auteurs ou Actrices , sans aucun intérêt pendant ledit temps , conformément aux anciens Réglemens & Traités , sauf à la Troupe à se procurer la rentrée & le remboursement desdites sommes qu'elle aura ainsi avancées & remboursées par emploi d'icelles , dans lesdits états de dépenses extraordinaires des Menus , en conformité dudit Arrêt du Conseil ; & pour satisfaire audit Arrêt , lesdits Comparans ont représenté audit M<sup>e</sup>. de Savigny l'état desdites sommes acquittées audit jour 1<sup>er</sup>. Avril 1757 , montantes à celles de 276023 liv. 6 s. 5 den., lequel daté du 27 Juin 1757 , signé de Fontpertuis , Delatouche & de la Ferté , a été annexé à la minute des Présentes , après avoir été signé & paraphé desdits Comparans, en présence des Notaires soussignés.

» En conséquence de l'Article ci-dessus , la Troupe est & demeure déchargée des sommes portées audit état , & pareillement chacun des Auteurs & Actrices déchargés des sommes dont

aucuns d'eux étoient redevables envers la Troupe audit jour 1<sup>er</sup>. Avril 1757, aux termes des anciens Réglemens, pour l'entier paiement de leur part & portion de part, sur le pied de 13130 liv. 15 s. 5 den., sans préjudice des sommes dont aucuns des Acteurs ou Actrices étoient redevables audit jour pour le restant des fonds de leur part, demi part ou portion de part, suivant la nouvelle fixation.

» Mais ladite Troupe sera chargée à l'avenir du paiement & remboursement des 8730 liv. 15 s. 5 den. pour une part, & à proportion pour une demi-part ou autre portion de part, qui lui seront payées par la suite par les successeurs desdits Comédiens. Néanmoins la Troupe ne sera tenue de rembourser à ceux desdits Acteurs ou Actrices qui n'avoient acquitté leurs fonds audit jour 1<sup>er</sup>. Avril 1757, que les sommes qu'ils se trouveront avoir payées depuis ledit jour, pour entier paiement de leurs fonds, suivant ladite nouvelle fixation.

#### A R T. I V.

» Chaque part sera, comme ci-devant, susceptible de division en demi-part ou autre portion de part.

## A R T. V.

» Le fonds dudit établissement ne pourra être aliéné ni engagé , sous quelque prétexte que ce puisse être , pour le besoin d'un ou de plusieurs particuliers , mais seulement pour l'utilité & besoin commun de la Troupe en général , en vertu de Délibérations prises dans la forme ci-après.

## A R T. V I.

» Aucun Aâteur ou Aâtrice ne pourra prétendre le remboursement du fonds de sa part , si ce n'est dans le cas de retraite ; & ledit remboursement , dans le cas de décès d'aucuns d'eux , sera fait à leurs héritiers ou ayans droit , le tout dans la forme prescrite par l'Article III ci-dessus.

## A R T. V I I.

» Aucun Aâteur ou Aâtrice ne pourra pareillement engager ni aliéner le fonds de sa part ou portion de part dans ledit établissement.

» Ne pourront pareillement leurs Créanciers particuliers poursuivre leur paiement par saisie

réelle, conformément audit Arrêt du Parlement du 2 Juin 1693, mais seulement par saisie mobilière desdites parts & portions d'icelles, dont les fonds seront, s'il y échet, contribués entre les Créanciers, lesquels ne pourront procéder par ladite voie de saisie mobilière desdits fonds de part, que dans le cas de retraite ou de décès desdits Acteurs ou Actrices leurs débiteurs.

## A R T. V I I I.

» Les Acteurs & Actrices qui seront à l'avenir admis dans la Troupe, seront tenus de payer, sans intérêts néanmoins, la somme ci-dessus de 8730 liv. 15 f. 5 den. pour une part, & ainsi à proportion pour une demi-part ou autre portion de part entre les mains du Caissier de la Troupe, qui sera tenu de s'en charger en recette, desquels fonds il sera fait emploi, ainsi qu'il sera arrêté par l'Article XXV ci-après.

## A R T. I X.

» Pour faciliter auxdits nouveaux Acteurs & Actrices le paiement des 8730 liv. 15 f. 5 d., il leur sera retenu sur le produit des émolu-



F R A N Ç O I S E. 89

mens, à moins qu'ils ne veuillent faire le paiement de leurs deniers par chaque année, & jusqu'à concurrence de la somme de 1000 liv. par part, & ainsi à proportion pour une demi-part, ou autre portion de part, & ce par privilège & par préférence à tous leurs Créanciers particuliers, de laquelle somme les intérêts leur seront payés par la Troupe à la clôture du Théâtre de chaque année.

A R T. X.

Tous les Acteurs & Actrices qui seront renvoyés après quinze années de service, jouiront de 1000 liv. de pension viagère, laquelle leur sera payée annuellement par la Troupe, sans aucune retenue ni diminution des impositions présentes ou à venir, de six mois en six mois, à compter du jour & date des ordres du premier Gentilhomme de la Chambre en exercice, sur lesquels seront expédiés les contrats de constitution desdites rentes ainsi accordées aux Acteurs ou Actrices retirés.

A R T. X I.

» Il sera libre auxdits Acteurs & Actrices de

se retirer après vingt années de service , & au dit cas , ils jouiront de la pension de 1000 liv. , laquelle sera constituée à leur profit , conformément au précédent Article ; néanmoins ceux desdits Acteurs ou Actrices qui seront jugés nécessaires après lesdites vingt années de service ne pourront se retirer , mais ils auront 1500 l. de pension viagere , en continuant par eux leurs services pendant dix autres années.

## A R T. X I I.

» Et néanmoins s'il survient à quelques Acteurs ou Actrices , avant ledit terme de quinze ans , des accidens ou infirmités habituelles , qui les mettent hors d'état de continuer leurs services , lesdites pensions de 1000 liv. seront constituées à leur profit , en conséquence d'une Délibération signée de tous ceux qui composeront alors ladite Troupe , pour leur être payée , ainsi qu'il est porté en l'Article X ci-dessus , à compter du jour & date des ordres de M. le premier Gentilhomme de la Chambre en exercice.

## ART. XIII.

» A l'égard des pensions actuellement subsistantes, Sa Majesté ayant ordonné, par l'Art. XIII dudit Arrêt de son Conseil, qu'il en seroit fait état, sur lequel, à Elle rapporté, Sa Majesté s'est réservée d'ordonner ce qu'il appartiendrait; ledit état a été dressé & annexé à la minute des Présentes, après avoir été certifié véritable par lesdits Comparans, en présence des Notaires soussignés, pour être transcrit ensuite de l'expédition d'icelles, & être fait mention sur icelui de ce qui aura été ordonné par Sa Majesté, pour, par lesdits Comparans, s'y conformer.

## ART. XIV.

» Toutes les pensions, telles qu'elles ont été réglées par les Articles X, XI, XII ci-dessus, & celles qui seront conservées par Sa Majesté entre celles qui subsistent, seront dorénavant à la charge de la Troupe, en sorte que tous ceux ou celles qui succéderont aux Acteurs ou Actrices qui viendront à décéder ou à se retirer, n'en soient aucunement tenus.

» Comme aussi ceux ou celles qui doivent actuellement aucunes desdites pensions , au terme de l'acte du 23 Juin 1692 & autres subséquens , en seront & demeureront déchargés , à compter du jour de la clôture du Théâtre de l'année 1757.

## A R T. X V.

» L'Hôtel où se font les représentations de la Comédie & ses dépendances , généralement tout ce qui compose ledit établissement , seront & demeureront affectés spécialement & par privilège au remboursement des fonds de part & au paiement desdites pensions , lesquelles , comme pensions alimentaires , ne pourront être saisies par aucuns Créanciers des Pensionnaires.

## A R T. X V I.

» Il y aura trois Semainiers qui serviront suivant l'ordre de leur réception , & dont le plus ancien de chaque semaine sortira de fonction , & sera remplacé par le plus ancien des deux restans , & ainsi successivement de semaine en semaine.

» Les fonctions desdits Semainiers consisteront dans l'administration , police intérieure & discipline de la Troupe en la manière ci-après expliquée , & suivant le Règlement qui a été fait en conformité des ordres de Sa Majesté , porté par l'Article XVI dudit Arrêt du Conseil , duquel Règlement il sera ci-après fait mention.

### ART. XVII.

» Arrivant le cas de décès ou de retraite d'aucuns desdits Acteurs ou Actrices , ceux qui se retireront & le plus ancien Semainier , à l'égard de ceux qui viendront à décéder , seront tenus de se retirer pardevant M. le premier Gentilhomme de la Chambre , alors en exercice , pour , sur le rapport qui sera fait par lui à Sa Majesté , ordonner des parts & portions vacantes par brevets particuliers qui seront expédiés par les sieurs Intendans des Menus.

### ART. XVIII.

La recette générale sera faite par un seul Caissier , auquel les Receveurs particuliers des différens Bureaux seront tenus de compter cha-

que jour après le Spectacle , ainsi que le Contrôleur , de remettre aussi audit Caissier l'état des crédits de chaque jour ; en conséquence , le Caissier tiendra registre de ladite recette effective , ensemble desdits crédits jour par jour , duquel registre un double pour le contrôle de la caisse sera tenu par le plus ancien des Semainiers en exercice , & chacun desdits registres sera signé en première & dernière feuilles , paraphé sur chacune desdites feuilles par un des sieurs Intendans des Menus.

## A R T. X I X.

» Les deniers de la recette effective , ainsi que ledit registre de caisse , seront enfermés dans le coffre-fort qui est dans l'Hôtel , lequel fermera à deux clefs , dont une demeurera ès mains du plus ancien Semainier en exercice , l'autre en celles dudit Caissier.

## A R T. X X.

» Ledit Caissier sera seul chargé de la dépense , & ne pourra faire aucun paiement que sur les mandemens signés des trois Semainiers , & de six personnes au moins , tant Acteurs

qu'Actrices. Ledit Caissier tiendra pareillement registre de la dépense aussi jour par jour, duquel registre il sera tenu un double pour servir de contrôle, lesdits deux registres en la forme & ainsi qu'il a été réglé pour la recette, par les Articles XVIII & XIX ci-dessus, & celui du Caissier sera, comme dit est, renfermé dans le coffre-fort, suivant l'article précédent.

## A R T. X X I.

» A l'égard des registres du contrôle de recette & dépense, le Semainier le plus ancien en exercice sera tenu de le renfermer chaque jour dans l'armoire de la Chambre d'Assemblée.

## A R T. X X I I.

» Pour éviter la multiplicité des quittances, le Caissier dressera des états de gages & appointemens des Gagistes & autres employés au service de la Troupe à la fin de chaque mois, lesquels états seront margés par chacun desdits Gagistes & autres, après néanmoins qu'ils auront été arrêtés par les trois Semainiers.

## A R T. X X I I I.

» S'il arrivoit que les mémoires des Ouvriers ou Fournisseurs ne pussent être acquittés en entier sur le produit de la recette du mois, il en sera fait un état double dont l'un sera remis ès mains d'un des sieurs Intendans des Menus; l'autre en celles du plus ancien Semainier qui se trouvera en exercice; & sera le montant desdits mémoires, autant que faire se pourra, acquitté des premiers deniers de la recette du mois subséquent.

## A R T. X X I V.

» A la fin de chaque mois, les registres de recette & dépense, ainsi que ceux du contrôle, seront représentés à l'un des sieurs Intendans des Menus, pour par lui les vifer & arrêter.

## A R T. X X V.

» Sur le produit de la recette seront prélevés:

» 1°. Les trois cinquièmes du quart, sans déduction quelconque pour l'Hôpital-Général;

» 2°. Le dixième en faveur de l'Hôtel-Dieu;

dédution faite de 300 liv., dont la retenue a  
été



été ordonnée par Sa Majesté , pour les frais par chaque jour de représentation ;

» 3°. La rente annuelle de 250 liv. due à la Menſe Abbatiale de S. Germain-des-Prés ;

» 4°. Les pensions viagères dont la Troupe ſera chargée ;

» 5°. Les intérêts des fonds ou portions de fonds , ainſi qu'il eſt porté par les Articles III & IX.

» 6°. Les ſommes payées pour fonds ou portions de fonds , dans les cas prévus de l'Article III ci-deſſus.

» 7°. Les appointemens du Caiſſier , des Receveurs particuliers , & des Gagiſtes & autres Employés au ſervice de la Troupe.

» 8°. Et finalement ſeront payés & acquittés tous les frais ordinaires & extraordinaires , à la charge commune de la Troupe ; & quant au ſurplus du produit des représentations journalières , il ſera diviſé & partagé en vingt-trois portions égales , & diſtribué aux Acteurs ou Actrices , à proportion des parts ou portions de parts appartenantes à chacun d'eux dans le fonds dudit établifſement.

» A l'égard des deniers qui proviendront des paiemens qui ſeront faits par les nouveaux Ac-

teurs ou Actrices pour leurs fonds ou portions de fonds, ils ne pourront être employés qu'au paiement des Créanciers de la Troupe , & à cet effet , seront remis par le Caissier ès mains du Notaire de la Troupe à chaque clôture du Théâtre , & seront lesdits paiemens faits en la forme qui sera ci-après prescrite par l'Art. XL.

» Les deniers qui rentreront à la Troupe , pour le remboursement des fonds qu'elle aura avancés aux Acteurs ou Actrices retirés ou décédés en conséquence de l'Article III , seront pareillement employés à l'extinction des dettes de la Troupe ; & à cet effet , ils seront aussi remis ès mains du Notaire de la Troupe , au fur & à mesure de ladite rentrée.

» Il sera néanmoins observé de rembourser par préférence les billets & obligations.

#### A R T. X X V I.

» La pension de 12000 liv. par chaque année , accordée à ladite Troupe par brevet du 24 Août 1682 , sera pareillement partagée en vingt-trois parts égales , conformément à l'Article précédent ; & chacune desdites portions sera & demeurera , comme par le passé , non-

faissable par aucuns Créanciers particuliers  
desdits Acteurs & Actrices.

A R T. XXVII.

» La part de chacun desdits Acteurs & Actrices dans le produit des représentations sera divisée en trois portions égales , savoir , deux tiers libres & non-faissables par les Créanciers , pour être appliqués, l'un aux alimens , l'autre à l'habillement & entretien de chacun d'eux ; & quant à l'autre dernier tiers , il sera affecté aux Créanciers des Acteurs ou Actrices sur lesquels il surviendra des saisies : en sorte qu'après le remboursement & entier paiement du fonds de la part ou portion de part de chaque Acteur ou Actrice , sans qu'il soit besoin de les renouveler sur le tiers de la portion entière à lui appartenante dans le produit des représentations ordinaires.

» Ne pouvant lesdits Acteurs & Actrices aliéner ni disposer par transport de leur demipart dans les émolumens , au-delà dudit tiers affecté auxdits Créanciers.

## A R T. XXVIII.

» Les deniers qui composeront le tiers destiné aux Créanciers seront retenus par le Caissier , pour être remis à la clôture de chaque année , ès mains du Notaire de la Troupe , par lequel ils seront payés & contribués , s'il y échet , entre les Créanciers saisissans ; & seront les contributions arrêtées par les Débiteurs , en présence de deux Comédiens stipulans pour la Troupe , ainsi qu'il s'est pratiqué jusqu'à présent.

## A R T. XXIX.

» Les exploits des saisies qui seront faites seront portés par le Caissier sur deux registres , dont un restera entre ses mains , l'autre en celles du Notaire de la Troupe.

» Les main-levées seront pareillement transcrites sur les mêmes registres par mentions , & les exploits de saisie & expéditions des main-levées mises dans l'armoire fermant à clef , qui est dans la Chambre d'Assemblée.

## A R T. XXX.

» S'il étoit nécessaire d'occuper ou de défendre

dre sur lesdites saisies, elles seront remises par le Caissier ès mains du Procureur de la Troupe au Parlement ou au Châtelet.

## A R T. X X X I.

» Chaque année, à la clôture du Théâtre ; il sera dressé par le Caissier trois états.

» Le premier contiendra les parts ou portions de parts de chaque Acteur ou Actrice dans le fonds de l'établissement ; ce qui en aura été acquitté & restera à acquitter.

» Le second contiendra les dettes passives de la Troupe, avec désignation des noms des Créanciers, des contrats ou obligations, & leurs dates, ainsi que les termes d'échéance desdites obligations.

» Le troisieme, les pensions viageres dont la Troupe se trouvera alors chargée.

» Lesquels états seront arrêtés, approuvés & reconnus par tous les Acteurs & Actrices, & ensuite rendus au Caissier, après avoir été transcrits sur le registre sur lequel seront portées toutes les Délibérations, & qui sera renfermé par le plus ancien Semainier dans l'armoire étant dans la Chambre d'Assemblée, de

la conservation duquel ledit Semainier demeurera garant.

## A R T. X X X I I.

» Il ne pourra dorénavant être fait aucun emprunt que pour dépense forcée, ainsi qu'il est porté par l'Article V, & non par billets particuliers, mais seulement par contrats de constitution, autant que faire se pourra, ou par obligations, lesquels contrats ou obligations seront signés par tous les Acteurs & Actrices, & ne pourront être passés que pardevant le Notaire de la Troupe qui en gardera minute; le tout en vertu de Délibérations qui seront remises aux sieurs Intendans des Menus, pour être présentées aux premiers Gentilshommes de la Chambre, & être donnés les ordres nécessaires, après néanmoins avoir pris l'avis des Avocats composans le Conseil de la Troupe, à peine de nullité desdits contrats ou obligations qui ne seroient pas faits dans la forme ci-dessus prescrite, conformément à l'Article XXXII dudit Arrêt du Conseil.

## A R T. X X X I I I.

» Néanmoins les obligations & billets subsistants actuellement , après que les sommes , les dates , & même les noms des Créanciers , autant que faire se pourra , en auront été constatés à la clôture du Théâtre de la présente année , & ainsi successivement par une Délibération signée des six plus anciens Acteurs , suivant l'ordre de réception , seront convertis en contrats de constitution , ou renouvelés au plus long délai qu'il sera possible , par lesdits six plus anciens Acteurs , à l'effet de procurer à la Troupe la facilité de faire des emprunts à constitution de rente , pour rembourser le montant desdites obligations & billets.

» Dans le cas où les Rentiers viendroient pour l'arrangement de tous à transmettre à d'autres la propriété de leurs rentes , lesdits six plus anciens Acteurs pourront passer les nouveaux contrats au profit de ceux qui se présenteront , pour être subrogés aux premiers ou subséquens , & vaudront lesdits contrats comme s'ils avoient été signés de toute la Troupe.

## A R T. X X X I V.

» Il sera fait incessamment par le Notaire de la Troupe un inventaire double par bref état des titres & papiers des archives , lesquels seront remis dans des boîtes étiquetées chacune des cotes qu'elles contiendront , & seront lesdites boîtes , ainsi que l'un des doubles dudit inventaire , renfermés dans une armoire de la Chambre d'Assemblée fermante à deux clefs , dont l'une demeurera entre les mains du plus ancien Semainier , l'autre en celles du Notaire de la Troupe , qui gardera pardevers lui l'autre double dudit inventaire.

## A R T. X X X V.

» Il ne pourra être retiré aucuns titres ni papiers de ladite armoire qu'en vertu d'une Délibération signée des trois Semainiers & de trois autres anciens Acteurs , & sur les récépissés de ceux qui auront retiré lesdits titres & papiers , lesquels récépissés demeureront au lieu & place desdits titres & papiers , jusqu'à ce qu'ils aient été rapportés ; & le rapport en sera constaté en marge desdites Délibérations , par



la mention qui en sera faite & signée des Se-  
mainiers & anciens Auteurs susdits.

A R T. X X X V I.

» Lesdits Comédiens , pour se conformer aux  
ordres de Sa Majesté , seront tenus de repré-  
senter chaque jour , sans que , sous aucun pré-  
texte, ils puissent s'en dispenser.

A R T. X X X V I I.

» Le Conseil de la Troupe sera toujours  
composé de deux anciens Avocats au Parle-  
ment , & d'un Avocat aux Conseils , nommant  
à cet effet M<sup>re</sup>. Béasse de la Brosse & Simon  
de Mozar , anciens Avocats au Parlement , &  
M<sup>c</sup>. Brunet , Avocat aux Conseils ; & dans le  
cas de décès de l'un desdits sieurs , il y sera  
pourvu par Délibération à la pluralité des  
voix.

A R T. X X X V I I I.

» Pour constater l'état actuel de la Troupe ,  
en conformité des Articles III & XXI dudit  
Arrêt du Conseil , il a été dressé un état gé-  
néral de ses affaires au 1<sup>er</sup> Avril dernier , qui  
constate :

1°. Les sommes acquittées audit jour 1<sup>er</sup>. Avril 1757 par chacun des A<sup>c</sup>teurs & A<sup>c</sup>trices sur le fonds de leurs parts , sur le pied de 18130 liv. 15 f. chaque part , dans les 302007 l. 5 f. , qui composoient ci-devant les fonds desdites Société & établissement , montantes à la somme de 276023 liv. 6 f. 5 den. , suivant l'état annoncé en l'Art. III du présent contrat ;

» 2°. Les différentes parts ou portions de parts appartenantes à chacun des A<sup>c</sup>teurs ou A<sup>c</sup>trices dans ledit fonds fixé & réduit par l'Article I dudit Arrêt du Conseil , à la somme de 200807 liv. 16 f. 6 den. , chaque part de 8730 l. 15 f. 5 den. ;

» 3°. Les sommes qui restoit dues & à acquitter audit jour 1<sup>er</sup>. Avril 1757 à la Troupe par les A<sup>c</sup>teurs ou A<sup>c</sup>trices , pour le fonds de leurs parts , sur le pied de la nouvelle fixation , lesquelles sommes montent à celle de 31849 liv. 2 f. 1 den. ;

» 4°. Les dettes de la Troupe , par contrats , obligations & billets , montantes à la somme de 486930 liv. ;

» 5°. Les pensions viagères dues aux A<sup>c</sup>teurs & A<sup>c</sup>trices retirés ;

» 6°. Celles dont la Troupe est chargée envers

différens Employés retirés, à titre de récompense de service.

» Cet état général contenant en outre les charges annuelles ;

» Le détail des appointemens & gages annuels des Employés , & des frais & dépenses tant fixes que casuels, dont la Troupe est chargée actuellement.

» Il résulte de cet état que les dettes de la Troupe par contrats, billets & obligations, au premier Avril 1757, montoient à la somme de . . . 486930 l.

Sur lesquelles déduction faite de celle de 276023 liv. 6 s. 5 den., au paiement de laquelle il a été pourvu à la décharge de la Troupe, par l'Art. III dudit Arrêt du Conseil, suivant l'Article III du présent contrat, ci 276023 l. 6 s. 5 d.

» Il reste la somme de . . . 210906 l. 13 s. 7 d.

*De l'autre part ,* 210906 l. 13 f. 7 d.

» Mais sur cette-  
dite somme , il con-  
vient encore de dédui-  
re celle de 31849 l.

2 f. 1 den. due à la  
Troupe pour le res-  
tant des fonds à ac-  
quitter. . . . .

31849 l. 2 f. 1 d.

» Au moyen de la-  
quelle déduction les  
dettes audit jour 1<sup>er</sup>.

Avril 1757, demeu-  
reront fixées à la

\_\_\_\_\_

somme de . . . , 179057 l. 11 f. 6 d.

» Et finalement lesdits Comédiens ont re-  
présenté le Règlement rendu par Messieurs  
les premiers Gentilshommes de la Chambre le  
23 Décembre dernier , en conformité de l'Art.  
XXXVIII dudit Arrêt du Conseil , pour l'ad-  
ministration & police intérieure de la Troupe ,  
ensemble l'état de fixation desdits emplois ,  
appointemens & gages d'iceux , dressé par les-  
dits Comédiens , en conformité de l'Art. LXVII  
dudit Règlement , lesquels états & Règlement  
ont été , en exécution dudit Arrêt du Conseil ,

annexés à la minute des présentes , après avoir été certifiés véritables , signés & paraphés par lesdits Comédiens en présence des Notaires soussignés.

## A R T. X X X I X.

» Le produit des parts ou portions de parts qui sont actuellement vacantes , ou qui viendroient à vaquer par la suite par la retraite ou le décès des Acteurs & Actrices , demeurera en sequestre , suivant l'ancien usage , ès mains du Receveur , jusqu'à ce qu'il ait plu à Sa Majesté d'ordonner de la distribution desdites parts ou portions de parts , pour être ledit produit employé au paiement des dettes de la Troupe , à la clôture du Théâtre de chaque année , sans qu'il en puisse être diverti ni appliqué à autre usage aucune partie , sous quelque prétexte que ce puisse être , nonobstant toutes Délibérations contraires , qui à cet égard demeureront interdites auxdits Comédiens & à leurs successeurs.

feil, MM. les Gentilshommes de la Chambre feront priés de faire leur rapport à Sa Majesté du présent traité, & la supplier de l'agréer & confirmer.

» Car ainsi a été arrêté & convenu, promettant & obligeant, renonçant; fait & passé à Paris audit Hôtel, en l'Assemblée desdits Acteurs ou Actrices, le 9 Juin 1758 après midi, & ont signé la minute des présentes demeurée audit M<sup>e</sup>. de Savigny, l'un des Notaires soussignés. *Signés*, Sauvaige & de Savigny.

» Registré, où le Procureur-Général du Roi, pour jouir par lesdits Impétrans & leurs successeurs de l'effet & contenu en icelui, & être exécuté selon sa forme & teneur; à la charge qu'en cas de saisies, lesdites saisies tiendront entre les mains du Notaire de la Troupe dépositaire, lequel ne pourra s'en dessaisir qu'entre les mains de qui, & ainsi qu'il sera par Justice ordonné; suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le 7 Septembre 1761, *Signé*, Dufranc.

*EXTRAIT*

## EXTRAIT DES REGISTRES

## DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Du 12 Janvier 1759.*

» Sur la Requête présentée au Roi en son Conseil par les Acteurs & Actrices composans la Troupe des Comédiens François ordinaires de Sa Majesté, contenant qu'en exécution de l'Article XXXIX de l'Arrêt de son Conseil d'Etat du 18 Juin 1757, les Supplians auroient passé le 9 Juin 1758 devant de Savigny & son Confrere, Notaires au Châtelet de Paris, un acte de Société auquel auroit été annexé le Règlement arrêté par les premiers Gentilshommes de la Chambre de Sa Majesté le 23 Décembre 1757, conformément à l'Article XXXVIII dudit Arrêt du Conseil d'Etat, concernant l'administration, police & discipline intérieure de la Troupe; un état des fonds de parts payés par les Acteurs & Actrices jusqu'au 1<sup>er</sup>. Avril 1757, signé des sieurs Intendans des Menus; un état des pensions actuellement subsistantes, ensemble celui de fixation des

emplois , appointemens & gages d'iceux , le tout conformément aux Articles III & XIII dudit Arrêt du Conseil d'Etat , & LXVII du Règlement arrêté par les premiers Gentils-hommes de la Chambre de Sa Majesté ; mais que les Supplians sont obligés de lui représenter très-humblement , que dans la vue de prévenir jusqu'aux moindres difficultés sur l'exécution dudit Arrêt , qu'ils ne doivent qu'à la protection dont Sa Majesté daigne les honorer , ils ont été conseillés d'ajouter à quelques-unes des dispositions dudit Arrêt par leurdit acte de Société , & d'en expliquer quelques autres ; que les motifs qu'ils ont eus , leur font espérer de la bonté de Sa Majesté qu'elle leur fera la grace d'approuver & confirmer par son autorité ledit acte en tout son contenu : qu'il étoit ordonné seulement par l'Article XXV dudit Arrêt , que les deniers qui proviendroient des paiemens qui seroient faits par les nouveaux Acteurs & Actrices pour leurs fonds ou portions de fonds , ne pouvoient être employés qu'au paiement des Créanciers de la Troupe ; que les Supplians , par l'Article XXV de leurdit acte de Société , ont ajouté qu'à cet effet lesdits deniers seront remis par le Caissier , ès



main du Notaire de la Troupe à chaque clôture du Théâtre , ce qui leur a paru nécessaire pour satisfaire au paiement & remboursement des obligations & billets dont les Supplians ne pourroient obtenir de leurs Créanciers le renouvellement ou la conversion en contrats , conformément à l'Article XXXIII dudit Arrêt du Conseil ; & que par la même raison , & pour procurer la plus prompte libération de la Troupe , les Supplians ont encore ajouté que les deniers qui leur rentreroient pour remboursement des fonds qu'elle auroit , en conséquence de l'Article III dudit Arrêt , avancés aux Acteurs ou Actrices retirés ou décédés , seroient pareillement employés à l'extinction des dettes de la Troupe , & qu'à cet effet ils seroient aussi remis audit Notaire , au fur & à mesure desdits remboursemens : que par l'Article XXVII dudit Arrêt , il a été ordonné que les deux tiers des représentations journalieres seroient appliqués , l'un aux alimens , & l'autre à l'habillement & entretien de chacun des Acteurs ou Actrices sur lesquels il surviendrait des saisies ; mais que pour l'exécution plus certaine desdites dispositions , les Supplians ont ajouté que lesdits Acteurs & Actrices ne pourroient aliéner

au-delà dudit tiers : que par l'Article XXXI dudit Arrêt , il a été seulement ordonné que l'un des trois états y mentionnés contiendra les dettes passives de la Troupe , & que , conformément à l'Article XXXIII dudit Arrêt , les Supplians ont ajouté que ledit état contiendrait la désignation du nom des Créanciers , des contrats ou obligations , ou leur date , ainsi que les termes d'échéance desdites obligations : que par l'Article XXXIII dudit Arrêt , Sa Majesté a permis que les obligations ou billets subsistans , après que les sommes , les dates & les noms des Créanciers auroient été constatés par une Délibération signée des six plus anciens Acteurs , fussent convertis en contrats de constitution , ou renouvelés au plus long délai qu'il seroit possible par lesdits six plus anciens Acteurs ; que les Supplians ont cru nécessaire d'ajouter que , dans le cas où les Rentiers voudroient , pour l'arrangement de leurs affaires , transmettre à d'autres la propriété de leurs rentes , lesdits six plus anciens Acteurs pourront passer les nouveaux contrats au profit de ceux qui se présenteront pour être subrogés aux premiers ou subséquens Acquéreurs , & que lesdits contrats vaudroient

comme s'ils avoient été signés de toute la Troupe ; les Supplians n'ayant point pensé que l'intention de Sa Majesté fût que , dans ce cas, les contrats fussent passés avec toutes les formes prescrites par l'Article XXXII dudit Arrêt : que par l'Article XL dudit acte, ils ont aussi arrêté , sous le bon plaisir de Sa Majesté , qu'il seroit abonné le nombre de cinquante places, ou droits d'entrée au Spectacle , à raison de 3000 l. pour chacune. desdites places dont chaque Abonné jouiroit sa vie durant , sans pouvoir céder ni subroger audit droit qui que ce soit , sinon à forfait , & toujours sur la tête & la vie durant du premier Abonné ; desquels abonnemens il seroit passé acte par tous les Comédiens , & tenu un registre particulier : que par l'Art. XLI les Supplians ont approuvé , confirmé & ratifié , autant que de besoin , la transaction passée entre l'Abbé de S. Germain-des-Prés & leurs prédécesseurs du 24 Août 1695 , & en conséquence auroient promis & se seroient obligés , tant pour eux que pour leurs successeurs , de payer & continuer les 250 liv. de rente & redevance portées audit acte : que par l'Article XLII , il auroit été stipulé que les nouveaux Acteurs ou Actrices qui seroient ad-

mis dans la Troupe feroient tenus de ratifier ledit acte, & ne feroient admis en partage des émolumens qu'après avoir justifié desdits actes de ratification au premier Semainier, qui pour lors feroit en exercice ; qu'en outre les Supplians osent demander très-humblement à Sa Majesté de leur accorder la grace, en augmentant à celle qu'elle leur a faite par l'Article III dudit Arrêt du Conseil, d'ordonner qu'il sera fait fonds dans les états de dépenses extraordinaires des Menus, des intérêts jusqu'au remboursement actuel que Sa Majesté voudra bien faire, conformément audit Article III dudit Arrêt, des fonds ou portions de fonds qui se sont trouvés acquittés au 1<sup>er</sup>. Avril 1757, & dont la Troupe a fait & fera les avances & remboursemens, conformément à l'Article III dudit acte de Société ; enfin qu'il est de la plus grande conséquence pour les Supplians, que dans aucun cas il ne puisse être ordonné de porter aux Consignations les deniers qui pourront être saisis, soit qu'ils proviennent du tiers du produit des représentations, soit des remboursemens de fonds dans le cas de retraite ou décès, & généralement toutes les sommes que Sa Majesté a ordonnées par ledit Arrêt de son

Conseil du 18 Juin 1757, & qu'elle ordonnera par celui qui interviendra , être portées es mains du Notaire de la Troupe ; & que toutes lefdites sommes seront payées , ou si le cas y échet , contribuées & distribuées par ledit Notaire , & ce, tant pour épargner des frais aux Supplians qui se trouvent réduits à un seul tiers disponible des représentations journalieres , que pour achever le paiement de leurs Créanciers. Requéroient à ces causes les Supplians , qu'il plût à Sa Majesté approuver , autoriser & confirmer ledit acte passé par les Supplians pardevant de Savigny & son Confrere , Notaires au Châtelet de Paris, les 9 Juin 1758, en tout son contenu ; & spécialement ajoutant à la grace que Sa Majesté a daigné leur faire par l'Art. III dudit Arrêt de son Conseil d'Etat du 18 Juin 1757 , ordonner qu'il sera fait fonds dans les états de dépenses extraordinaires des Menus , des intérêts jusqu'au remboursement actuel que Sa Majesté voudra bien faire faire , conformément audit Article III dudit Arrêt , des fonds ou portions de fonds qui se sont trouvés acquittés au 1<sup>er</sup>. Avril 1757 , & dont les Supplians ont fait & feront les avances & remboursemens , en exécution dudit Article III ;

comme aussi il ne pourra être ordonné aucune consignation des deniers qui seront saisis, provenans soit du tiers du produit des représentations, soit des remboursemens de fonds dans les cas de retraite & de décès, & généralement de toutes les sommes que Sa Majesté a ordonné par ledit Arrêt de son Conseil du 18 Juin 1757, & qu'elle ordonnera par celui qui interviendra sur la présente Requête, être portées ès mains du Notaire de la Troupe, & que toutes lefdites sommes seront payées par ledit Notaire, ou si le cas y échet, par lui contribuées & distribuées; à l'effet de quoi, déroger pour cet égard, & sans tirer à conséquence, à tous Edits & Déclarations contraires; ordonner que sur ledit Arrêt du Conseil d'Etat du 18 Juin 1757, ensemble sur ledit acte du 9 Juin 1758; & l'Arrêt qui interviendra, toutes Lettres seront expédiées. Vu ladite Requête, signée Brunet, Avocat des Supplians. Le Roi étant en son Conseil, ayant aucunement égard à ladite Requête, & ajoutant à l'Article IX dudit acte du 9 Juin 1758, a ordonné & ordonne que les retenues sur le produit des émolumens des Acteurs & Actrices pour le paiement du fonds de leurs parts ou portions de parts ne pourront être

faites, savoir, que d'un tiers pendant les six premiers mois de chaque année, à compter du 1<sup>er</sup>. Avril, & des deux autres tiers pendant les six autres mois, le tout par portions égales de chaque mois de chacun desdits termes; le montant desquelles retenues ainsi faites par le Caissier, il sera tenu de remettre entre les mains du Notaire de la Troupe, pour être employé conformément à l'Article XXV dudit acte, à peine par ledit Caissier de répondre en son propre & privé nom des sommes dont il auroit omis de faire la retenue: comme aussi, sans avoir égard à l'Article XXXIX dudit acte du 9 Juin 1758, en ce qu'il y est porté que le produit des parts ou portions de parts qui sont ou seront vacantes, par la retraite ou le décès desdits Acteurs ou Actrices, sera employé au paiement des dettes de la Troupe, veut & entend Sa Majesté que ledit produit desdites parts & portions demeure en sequestre entre les mains du Notaire de la Troupe, se réservant Sa Majesté d'en disposer, ainsi qu'il lui plaira ordonner; & au surplus a Sa Majesté approuvé, autorisé & confirmé, approuve, autorise & confirme ledit acte, se réservant Sa Majesté de faire droit dans la suite, si elle le juge à

propos ; & sur le compte qui lui en sera rendu ; sur la demande portée en la présente Requête, d'être fait fonds dans les états de dépenses extraordinaires des Menus , des intérêts jusqu'au remboursement actuel , des fonds ou portions de fonds qui se sont trouvés acquittés au 1<sup>er</sup>. Avril 1757 , & dont les Supplians ont fait & feront les avances & remboursemens , en exécution dudit Article III dudit Arrêt du Conseil: comme aussi veut & entend Sa Majesté qu'il ne puisse être ordonné aucune consignation des deniers qui seront saisis, provenants soit du tiers du produit des représentations , soit du remboursement de fonds dans le cas de retraite ou décès , & généralement dans toutes les sommes ordonnées , tant par le présent Arrêt , que par celui du 18 Juin 1757 , être portées ès mains du Notaire de la Troupe , & que toutes lesdites sommes soient payées par ledit Notaire , ou si le cas y échet , par lui contribuées ou distribuées ; à l'effet de quoi Sa Majesté a dérogé & déroge pour cet égard , & sans tirer à conséquence , à tous Edits & Déclarations contraires : ordonne Sa Majesté , que sur ledit Arrêt de son Conseil du 18 Juin 1757 , ensemble sur ledit acte du 9 Juin 1758 , & sur le présent



Arrêt, toutes Lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 12 Janvier 1759.  
*Signé Phelypeaux.*

## LETTRES-PATENTES

*Du 22 Août 1761.*

» Louis, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à nos amés & féaux Conseillers, les gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, salut. Les Auteurs & Actrices composant la Troupe de nos Comédiens François ordinaires, nous ont très-humblement fait représenter que, nous étant fait readre compte de l'état des affaires de leur Troupe, & voulant donner des marques de notre protection pour ce Spectacle formé en France par le talent des plus grands Auteurs qu'elle ait produits, à l'exemple duquel il en a été établi de semblables dans les principales Cours de l'Europe, & qui a joui à juste titre de la protection particuliere du feu Roi, notre très-honoré Seigneur & Bisaièul, nous nous sommes fait représenter les Arrêts & Réglemens donnés au sujet,

tant de l'établissement de ladite Troupe que de son administration, police & discipline, depuis l'année 1680 qu'il plut au feu Roi de réunir les deux Troupes de ses Comédiens François; ensemble les Traités successivement passés entr'eux, & particulièrement ceux des 5 Janvier 1681, 29 Octobre 1685, 22 Septembre 1687, 23 Juin 1692, 23 Mars 1705 & 5 Septembre 1735; & ayant reconnu que lesdits Arrêts, Réglemens & actes de Société ne pouvoient avoir leur entière exécution, nous avons rendu, le 18 Juin 1757, un Arrêt par lequel, en dérogeant en tant que de besoin, & renvoyant & annullant lesdits Traités & Réglemens, nous avons fait un nouveau Règlement pour l'administration, police & discipline de ladite Troupe; nous avons ordonné par l'Art. XXXIX dud. Règlement, qu'aussitôt après qu'il auroit été fait lecture dudit Arrêt dans une Assemblée générale desdits Acteurs & Actrices, ils seroient tenus de passer en conformité un acte de Société entr'eux, pardevant le Notaire de la Troupe, lequel acte à nous représenté, seroit par nous approuvé & confirmé s'il y échet. En exécution dudit Arrêt, le 9 Juin 1758, lesdits Acteurs & Actrices ont passé,

pardevant de Savigny & son Confrère, Notaires à Paris, un acte de Société dans lequel ils ont inséré quelques additions audit Arrêt du 18 Juin 1757, duquel acte ils nous ont ensuite demandé la confirmation par une Requête sur laquelle nous avons statué par un Arrêt de notre Conseil du 12 Janvier 1759, & avons ordonné que, tant sur ledit Arrêt que sur celui du 18 Juin 1757, ensemble sur ledit acte du 9 Juin 1758, toutes Lettres seroient expédiées; lesquelles Lettres les Exposans nous ont très-humblement fait supplier de leur accorder. A ces causes, de l'avis de notre Conseil qui a vu led. Arrêt du 18 Juin 1757, led. acte de Société du 9 Juin 1758, & ledit Arrêt du 12 Janvier 1759, dont les expéditions sont ci-attachées sous le contre-scel de notre Chancellerie, nous avons de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité royale, en ajoutant à l'Article IX dudit acte du 9 Juin 1758, ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, ordonnons que les retenues sur le produit des émolumens des Acteurs ou Actrices, pour le paiement du fonds de leurs parts ou portions de parts, ne pourront être faites, savoir, que d'un tiers pendant les six premiers mois de chaque année,

à compter du premier Avril , & de deux autres tiers pendant les fix autres mois , le tout par portions égales par chaque mois de chacun desdits termes ; le montant desquelles retenues ainsi faites par le Caissier , il sera tenu de remettre entre les mains du Notaire de la Troupe , pour être employé conformément à l'Art. XXV, dud. acte, à peine , par led. Caissier , de répondre en son propre & privé nom des sommes dont il auroit omis de faire la retenue : comme aussi sans avoir égard à l'Article XXXIX dudit acte du 9 Juin 1758 , en ce qu'il y est porté que le produit des parts qui sera ou seront vacantes par la retraite ou le décès des Acteurs & Actrices , sera employé au paiement des dettes de la Troupe , voulons & entendons que ledit produit desdites parts ou portions de parts demeure en sequestre entre les mains du Notaire de la Troupe , nous réservant d'en disposer ainsi qu'il nous plaira ordonner ; & au surplus , avons approuvé , autorisé & confirmé , approuvons , autorisons & confirmons ledit acte , nous réservant de faire droit dans la suite , si nous le jugeons à propos , & sur le compte qui nous en sera rendu sur la demande desdits Acteurs ou Actrices , tendante à ce qu'il fût

fait fonds dans les états de dépenses extraordinaires des Menus, des intérêts jusqu'au remboursement actuel des fonds ou portions de fonds qui se sont trouvés acquittés au premier Avril 1757, & dont lesdits Acteurs & Actrices ont fait & feront les avances & remboursemens en exécution de l'Article III de l'Arrêt du 18 Juin 1757 : comme aussi, voulons & entendons qu'il ne puisse être ordonné aucune consignation des deniers qui seroient saisis, provenans soit du tiers du produit des représentations, soit du remboursement de fonds dans le cas de décès ou de retraite, & généralement de toutes les sommes ordonnées, tant par ledit Arrêt du 12 Janvier 1759 & par ces Présentes, que par ledit Arrêt du 18 Juin 1757, être portées ès mains du Notaire de la Troupe, & que toutes lesdites sommes seront payées par ledit Notaire, ou si le cas y échet, par lui contribuées ou distribuées ; à l'effet de quoi nous avons dérogé & dérogeons, pour ce regard & sans tirer à conséquence, à tous Édits & Déclarations contraires. Si vous mandons que ces Présentes, ensemble lesdits Arrêts & ledit acte vous ayez à faire registrer, & de leur contenu jouir & user les Exposans & leurs suc-

cesseurs , pleinement , paisiblement & perpétuellement , cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens contraires ; car tel est notre plaisir. *Donné à Versailles , le vingt-deuxieme jour d'Août , l'an de grace mil sept cent foixante-un , de notre regne le quarante-sixieme. Signé , Louis ; & plus bas , par le Roi, Phelypeaux.*

» Registrées , ouï le Procureur-Général du Roi, pour jouir par lefdits Impétrans & leurs successeurs , de l'effet & contenu en icelles , & être exécutées selon leur forme & teneur , à la charge qu'en cas de saisies , lefdites saisies tiendront ès mains du Notaire de la Troupe , dépositaire , lequel ne pourra s'en dessaisir qu'entre les mains de qui , & ainsi qu'il sera par Justice ordonné , suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris , en Parlement , le 7 Septembre 1761. *Signé, Dufranc ».*

EXTRAIT

## EXTRAIT DES REGISTRES

## DU PARLEMENT.

» Vu par la Cour les Lettres-patentes du Roi données à Versailles le 22 Août 1761 , signées Louis, & plus bas par le Roi, Phélypeaux , & scellées du grand sceau de cire jaune , obtenues par les Auteurs & Actrices composans la Troupe des Comédiens François ordinaires du Roi ; par lesquelles , pour les causes y contenues , le Seigneur Roi , en ajoutant à l'Article IX de l'acte de Société du 9 Juin 1758 , attaché sous le contre-scel desdites Lettres-patentes , a ordonné que les retenues sur le produit des émolumens des Auteurs & Actrices , pour le paiement du fonds de leurs parts ou portions de parts , ne pouvant être faites , savoir , que d'un tiers pendant les six premiers mois de chaque année à compter du 1<sup>er</sup>. Avril , & les deux autres tiers pendant les six autres mois , le tout par portion égale pour chaque mois de chacun desdits termes ; le montant desquelles retenues ainsi faites par le Caissier , il sera tenu de remettre entre les

main du Notaire de la Troupe , pour être employé conformément à l'Article XXV dudit acte , à peine par ledit Caissier de répondre en son propre & privé nom des sommes dont il auroit omis de faire la retenue : comme aussi , sans avoir égard à l'Article XXXIX dudit acte du 9 Juin 1758 , en ce qu'il y est porté que le produit des parts qui seront vacantes par la retraite ou le décès des Auteurs & Actrices , sera employé au paiement des dettes de la Troupe ; veut & entend ledit Seigneur Roi , que ledit produit desdites parts ou portions de parts demeure en sequestre entre les mains du Notaire de la Troupe , se réservant d'en disposer ainsi qu'il lui plaira ordonner , & au surplus , a approuvé , autorisé & confirmé ledit acte , se réservant de faire droit dans la suite , & s'il le juge à propos , sur le compte qui lui en sera rendu , sur la demande desdits Auteurs & Actrices , tendante à ce qu'il fût fait fonds dans les états de dépenses extraordinaires des Menus , des intérêts , jusqu'au remboursement actuel , des fonds ou portions de fonds qui se sont trouvés acquittés au 1<sup>er</sup>. Avril 1757 , & dont lesdits Auteurs & Actrices ont fait & feront le remboursement ; comme aussi veut &



entend qu'il ne puisse être ordonné aucune consignation des deniers qui seront saisis , provenans soit du tiers du produit des représentations , soit du remboursement des fonds dans le cas de retraite & de décès , & généralement de toutes les sommes ordonnées être portées ès mains du Notaire de la Troupe , & que toutes les dettes soient payées par ledit Notaire , ou , si le cas y échet , contribuées & par lui distribuées , à l'effet de quoi il a dérogé pour ce regard , & sans tirer à conséquence , à tous Edits & Déclarations contraires , ainsi qu'il est plus au long contenu ès Lettres-patentes à la Cour advenantes. Vu aussi ledit acte de Société du 9 Juin 1758 , ensemble la Requête présentée à la Cour par lesdits Impétrans , à fin d'enregistrement desdites Lettres-patentes , conclusions du Procureur-Général du Roi , où le rapport de M<sup>e</sup>. Claude Tudert , Conseiller , tout considéré. La Cour ordonne que lesdites Lettres-patentes , ensemble ledit acte de Société , seront registrés au Greffe d'icelle , pour jouir par lesdits Impétrans & leurs successeurs de l'effet & contenu en icelles , & être exécutés en leur forme & teneur ; à la charge qu'en cas de saisies , lesdites saisies tiendront ès

main du Notaire de la Troupe , dépositaire ; lequel ne pourra s'en dessaisir qu'entre les mains de qui & ainsi qu'il sera par Justice ordonné. Fait en Parlement le 7 Septembre 1761. *Collationné Langelé , signé Dufranc ».*

Depuis l'enregistrement de ces Lettres-patentes , les Comédiens François forment une Société légalement établie dans la Capitale. Avant ces Lettres , ils n'existoient qu'en vertu d'ordres du Roi & de traités particulières ; maintenant leur existence est appuyée sur les titres que les Loix exigent , pour donner à un Corps ou à une Communauté un état légal.

Après avoir fait l'Histoire de la Comédie Française , nous allons maintenant considérer les Comédiens dans les différens rapports qu'ils ont avec le Public. Afin d'éviter toute confusion , nous commencerons par rapporter les monumens de la Jurisprudence qui les concernent ; nous rappellerons ensuite les différentes dispositions des Réglemens qui regardent les Auteurs ; enfin nous terminerons cet Article par la discipline & l'administration intérieure des Comédiens.

S. I<sup>re</sup>.

## JURISPRUDENCE

## CONCERNANT LES COMÉDIENS.

On distingue en France deux sortes de Comédiens , ceux qui sont sédentaires , comme les Comédiens François & Italiens qui sont établis à Paris , ou ambulans , comme les Comédiens de campagne , qui séjournent tantôt dans une ville , tantôt dans une autre.

La profession de Comédien est honorée en Angleterre. Mademoiselle Osfields partage dans l'Eglise de Westminster la sépulture des Rois. Son tombeau est à côté de celui de Newton.

En France , cette profession est moins honorée ; cependant si on fait attention aux talens qu'elle exige , ceux qui l'embrassent devraient jouir sans doute de la considération que les arts nobles & agréables méritent. Le préjugé national qui s'est élevé contre eux a pris source dans la conduite des premiers Comédiens. S'il y a des exemples qui le justifient

encore, il faut avouer qu'ils sont rares, & qu'il y a beaucoup de Comédiens dont les mœurs & l'honnêteté font desirer la destruction de ce préjugé. Aussi l'estime & la considération personnelle dont ces derniers jouissent, les dédommagent de l'injustice de l'opinion; & cette récompense de leurs talens est peut-être plus flatteuse, par les difficultés qu'ils ont eu à vaincre pour l'obtenir. Au reste, cette Dissertation Littéraire n'entre point dans le plan que nous nous sommes proposé. Nous devons nous borner à montrer de quelle manière ils sont traités par notre Législation & par notre Jurisprudence.

Plusieurs anciens Conciles, tels que celui d'Elvire tenu en 305; celui d'Arles tenu en 314; ceux de Mayence, de Tours, de Reims & de Châlons-sur-Saône, tenus dans le commencement du neuvième siècle, prononcent des peines contre les Comédiens qui existoient alors, c'est-à-dire, contre des Histrions & des Farçeurs publics. L'Eglise, en prononçant ces peines, a voulu détruire une source de débauche & d'obscénité qui se répandoit dans la Société de ces Spectacles grossiers & contraires à la décence & à l'honnêteté.

Mais il faut avouer que nos Spectacles , tels qu'ils existent aujourd'hui , n'ont rien de commun avec ceux du neuvieme siecle ; les leçons de vertu , d'humanité & de morale , que les organes des plus grands Auteurs que la France ait produits donnent sur la Scene, assurent une distinction méritée à notre Spectacle sur celui des Anciens , & même sur ceux des autres Nations de l'Europe. Nos Pieces de Théâtre ne sont plus aujourd'hui des farces grossieres & obscenes , & nos Acteurs des Bateleurs faits pour amuser la populace. Nous avons relegué cette classe d'hommes méprisables sur les tréteaux des Boulevards de la Capitale , & dans les places publiques. Par les précautions que le Gouvernement a prises pour perfectionner la Comédie en France , & par les effets de la protection dont nos Rois ont honoré , depuis un siecle , le Théâtre François , nos Pieces n'offrent plus les dangers qu'elles présentoient dans l'enfance & la barbarie d'un Art que le siecle dernier a vu porter à sa perfection.

D'après ces observations puisées dans notre Histoire , ne peut-on pas dire que la plupart des peines qui ont été prononcées avant le dix-septieme siecle contre les Comédiens , re-

gardent bien moins les Comédiens véritables que les Farceurs & Baladins qui existoient avant eux ?

Cette vérité nous paroît démontrée par les dispositions même de nos Ordonnances ; en effet , celle d'Orléans , Article IV , « défend à » tous Joueurs de farce , Bateleurs & autres » semblables , de jouer aux jours de Dimanches » & Fêtes aux heures du Service divin , de se » vêtir d'habits ecclésiastiques , de jouer choses dissolues & de mauvais exemple , à peine » de prison & de punition ».

Il résulte de cette Loi que les Théâtres étoient bien éloignés d'être alors des écoles de morale & d'humanité , puisque le Législateur étoit obligé de prononcer des peines sévères contre la licence qui y régnoit. On ne peut donc faire aucune comparaison entre les Spectacles des Baladins & Farceurs qui ont précédé les véritables Comédiens en France , & notre Théâtre national , tel qu'il existe depuis un siècle.

Aussi Louis XIII , par sa Déclaration du 4 Avril 1641 (*en renouvelant les défenses prononcées par ses prédécesseurs contre les Comédiens , de représenter aucunes actions malhonnêtes , & d'user de paroles lascives , & qui puissent blesser*

*l'honnêteté publique, sous peine d'être déclarés infâmes, & même de bannissement*), a-t-il dit qu'il entendoit que les Comédiens qui se conformeroient à cette Loi, ne seroient point exposés au blâme qui couvroit auparavant leur profession, & que leur exercice ne pourroit préjudicier à leur réputation dans le commerce public.

Cette Loi prouve d'une manière évidente que nos Rois ont voulu que les Comédiens fussent distingués des Farceurs qui les avoient précédés, & qu'ils ne fussent pas exposés au blâme dont ces derniers ont été couverts.

Nous avons dit d'ailleurs que le Gouvernement avoit pris des précautions pour empêcher que la décence & l'honnêteté fussent violées dans les Pièces de Théâtre. Le Commissaire de la Marre rapporte en effet une Ordonnance de Police rendue en 1609, « qui défend aux Comédiens de jouer aucunes Comédies ou Farces » avant de les avoir communiquées au Procureur du Roi ».

On ne suit plus, il est vrai, cette Ordonnance; mais on y a substitué la formalité de la permission que le Magistrat donne sur l'approbation du Censeur de la Police; ainsi c'est une règle invariable que les Comédiens ne peu-

vent jouer aucunes Pièces qu'après qu'elles ont été approuvées par le Censeur & le Magistrat. Par cette précaution sage, le Théâtre François est devenu le plus décent & le plus honnête de l'Europe.

Les Comédiens François ont un privilege exclusif. Il n'appartient qu'à eux seuls de jouer des Comédies dans la Capitale, & d'y représenter des Tragédies; aussi toutes les fois que d'autres Comédiens, & même des Farceurs, ont voulu s'établir à Paris, les Tribunaux se sont empressés de maintenir les Comédiens François dans leur droit exclusif; c'est ce qui a été jugé par plusieurs Sentences de Police & Arrêts du Parlement.

On se rappelle que les Comédiens, réunis en 1680 par Louis XIV, furent autorisés par un Arrêt du premier Mars 1688, à acheter le Jeu de Paume de l'Étoile, Fauxbourg Saint-Germain, pour y faire bâtir une nouvelle Salle de Spectacle. Cette Salle n'étoit pas achevée qu'on essaya de porter atteinte au privilege exclusif des Comédiens François. La demoiselle Villiers fit construire un Théâtre à Paris, & y fit représenter des Comédies par des enfans, sous le titre de *Petits Comédiens François*. Les



Comédiens dénoncerent au Roi cette entreprise , & par un ordre exprès de Sa Majesté , le Théâtre de la demoiselle de Villiers fut fermé sur le champ.

En 1707 , on forma contre leur privilege une nouvelle entreprise : les Danseurs de corde de la Foire Saint-Germain prétendirent avoir le droit de jouer des Comédies sur leur Théâtre , & ils en jouerent en effet ; ils fondoient leurs prétentions sur les franchises de la Foire.

Le Cardinal d'Estrées , alors Abbé de Saint-Germain , les appuya de son crédit ; mais les Comédiens François s'adresserent au Parlement , & réclamèrent l'exercice de leur privilege exclusif. Par Arrêt rendu , le 22 Février 1707 , sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Portail , « il fut fait défenses aux » Danseurs de corde & à tous autres de représenter , soit dans l'enclos des Foires , soit dans » tout autre endroit de Paris , aucunes Comédies , Farces , Dialogues ou autres divertissemens ayant rapport à la Comédie ».

Des défenses aussi formelles auroient dû sans doute mettre les Comédiens à l'abri de nouvelles entreprises ; cependant les Danseurs de corde commencerent à jouer des Comédies

l'année suivante : mais cette entreprise n'eut pas un succès plus heureux que la première ; car par un second Arrêt du Parlement , rendu le 21 Mars 1708 , il leur fut défendu de récidiver , sous peine d'une amende de 1000 liv.

Après deux Arrêts aussi précis en faveur des Comédiens François , les Danseurs de corde auroient dû abandonner leur projet ; mais , soit qu'ils fussent déterminés par quelque motif particulier , soit qu'ils eussent dessein de fatiguer leurs adversaires par des contestations sans cesse renaissantes , on les vit encore donner des Comédies sur leur Théâtre. Aussi-tôt les Comédiens François portèrent leurs plaintes au Parlement , & leurs privilèges ayant été de nouveau discutés & approfondis , il intervint un troisième Arrêt , le 2 Janvier 1709 , sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Joly de Fleury (\*), « qui ordonna l'exécution des deux

---

(\*) Si on veut connoître les motifs de cet Arrêt , & toutes les circonstances qui y ont donné lieu , on peut consulter les Causes célèbres de Gayot de Pitaval , Tome X.

« Arrêts précédens , fit défense aux Danseurs de  
 » corde de faire servir leur Théâtre à d'autres  
 » usages qu'à ceux de leur profession , déclara  
 » l'amende prononcée contr'eux par les précé-  
 » dens Arrêts encouruë , les condamna en  
 » outre en 300 liv. de dommages & intérêts ,  
 » & en cas de nouvelle contravention , permit  
 » de démolir leur Théâtre ».

Cette dernière disposition força enfin les Danseurs de corde à respecter les Arrêts du Parlement , & ils renoncèrent pour toujours au projet qu'ils avoient formé de donner des Comédies sur leur Théâtre. Depuis ces Arrêts , toutes les fois que les Danseurs de corde ont voulu entreprendre sur les Spectacles des François , & même sur les autres Théâtres , leurs entreprises ont été sévèrement réprimées par les Tribunaux.

Cependant les Comédiens François ayant prétendu que les Danseurs de corde ne pouvoient avoir un *Gilles* sur leur Théâtre , il s'éleva encore entr'eux un nouveau procès qui fut jugé par un Arrêt du 23 Janvier 1710 , rendu sur les conclusions de M. l'Avocat Général Joly de Fleury ; & par cet Arrêt , les Danseurs de corde furent autorisés à garder leur *Gilles* :

mais il leur fut défendu de faire aucuns Dialogues ni Monologues (1).

---

(1) Les défenses faites aux Sauteurs , Danseurs de corde , Bateleurs , Joueurs de Marionnettes , ont été renouvelées par une Ordonnance du 14 Avril 1768 conque en ces termes :

« Sur ce qui nous a été remontré par le Procureur du Roi , que de temps immémorial il est venu aux Foires Saint-Germain & Saint-Laurent des Troupes passageres de Sauteurs , Danseurs de corde , Bateleurs , Joueurs de Marionnettes & autres Pieces ; que dans la suite , quelques-uns d'entr'eux sont restés de temps en temps par notre permission en divers endroits de cette ville , & qu'ils ont été tolérés pour procurer au peuple un délassement de ses travaux , & le distraire des mauvaises suites que l'oisiveté & la débauche entraînent après elles ; que malgré l'attention que nous avons sans cesse apportée à ce que ces Sauteurs & Bateleurs eussent à se contenir dans les bornes à eux prescrites , il s'est apperçu que , depuis quelques années , ils les ont franchies , & ont empiété sur les Spectacles réglés de cette Ville ; que ces sortes de contraventions ont été en divers temps réprimées par des Sentences de Police & Arrêts de la Cour , qui ont déterminé , suivant les circonstances , ce qui devoit leur être permis ou défendu ; qu'il estime qu'il est à propos de réprimer de nouveau les abus que ces Sauteurs & Bateleurs ont commis , & de prévenir ceux qu'ils pour-

Deux Suisses de M. le Duc d'Orléans suivirent l'exemple des Danseurs de corde ; ils pré-

---

roient commettre par la suite , en représentant des Pièces appartenantes aux Théâtres François & Italien , sous leurs véritables titres , ou sous des titres supposés , soit en entreprenant de jouer sur leur Théâtre des Pièces d'un caractère au-dessus de celui qui leur est propre , ou enfin en augmentant arbitrairement le prix de leurs places , de manière que le peuple , pour qui ces amusemens sont tolérés , ne pût plus y prendre part ; que pour les contenir dans de justes bornes , il ne nous proposera point de rappeler la sévérité des Sentences précédentes , par lesquelles il leur étoit défendu de jouer sur leur Théâtre aucune pièce à intrigue , mais de tenir les Bateleurs & Sauteurs dans l'état où ils doivent être , suivant les temps & les circonstances , & de les astreindre à ne prendre que des prix modiques & proportionnés aux facultés du peuple ; pourquoi il requiert qu'il y soit par nous pourvu.

Nous faisant droit sur le requisitoire du Procureur du Roi , défendons à tous Sauteurs , Bateleurs & Danseurs de corde , &c. de faire représenter sur leurs Théâtres , soit aux Foires Saint-Germain , Saint-Laurent ou Saint-Ovide , sur les Boulevards , ou dans quelque autre endroit que ce soit , aucunes Pièces appartenantes aux Comédiens Italiens ou François , sous leur véritable titre , ou sous des titres supposés , même aucunes scènes détachées desdites Pièces ; leur défendons pareillement de jouer sur leur Théâtre d'autres Pièces que des bouffonneries ou parades ,

tendirent qu'étant propriétaires de deux Loges dans la Foire Saint-Germain, ils avoient le droit de faire jouer des Monologues dans les Loges qui leur appartenoient. Les Comédiens s'opposèrent à cette entreprise; les Suisses les assignèrent à la Prévôté de l'Hôtel, où il intervint une Sentence qui proscrivit leur prétention. Les Suisses interjetterent appel au Grand-Conseil; mais leur prétention fut également rejetée par Arrêt du 14 Mars 1709.

Si les Comédiens s'étoient bornés à réclamer leur privilege, ils auroient eu un succès complet; mais plusieurs d'entr'eux s'étoient fait justice eux-mêmes, en détruisant pendant la

---

qu'après en avoir pris notre permission expresse, même pour celles desdites Pieces qu'ils joueront sur des canevases; leur défendons en outre de prendre ou exiger plus de 3 liv. aux Premieres Places, 24 s. pour les Secondes, & 12 s. pour les Dernieres: sauf néanmoins, en cas de Spectacles d'un genre différent, & par nous approuvé, à être pourvu à telle augmentation de prix qui sera par nous ordonnée, le tout sous peine de 1000 liv. d'amende & de plus grande peine, même de démolition de leur Théâtre, s'il y échet; & sera la présente Ordonnance publiée, &c.

nuît

nuît les Loges des Suisses. Cette violence donna lieu à une procédure criminelle, dont l'événement ne fut pas favorable aux Comédiens : car par Arrêt du Grand-Conseil ils furent condamnés en 6000 liv. de dommages & intérêts envers les Suisses ; & Dahcourt, Poisson , Dufay, qui avoient été présens à la destruction nocturne du Théâtre des Suisses , furent condamnés à une amende de 300 liv. chacun.

Les Comédiens se pourvurent en cassation contre cet Arrêt ; il fut en effet cassé , & les Suisses furent condamnés à leur restituer les 6000 liv. de dommages & intérêts qu'ils avoient obtenus contr'eux.

L'établissement de l'Opéra-Comique donna lieu à de nouvelles entreprises contre le privilège exclusif des Comédiens François. Les Entrepreneurs de ce Spectacle, au lieu de se borner à faire chanter des Vaudevilles , firent déclamer des Dialogues en prose & en vers. En 1744 , ils firent sur-tout éclater leur projet dans l'Opéra-Comique d'*Acajou*. Cette Piece contenoit une longue scène de déclamation dans laquelle on parodioit le jeu des plus célèbres Acteurs de ce temps. Les Comédiens porterent leurs plaintes au Roi contre cette entreprise ;

& par un ordre exprès de Sa Majesté, il fut défendu aux Acteurs de l'Opéra-Comique de jouer aucune scène qui ne fût chantée.

Les Entrepreneurs de l'Opéra-Comique prirent alors le parti de mettre en Vaudevilles la Scène qui avoit donné lieu à la contestation ; & si les Comédiens François réussirent à faire confirmer leur privilège , ils n'en furent pas moins exposés à la critique & aux sarcasmes qui furent chantés par les Acteurs de l'Opéra-Comique , au lieu d'être déclamés.

On a fait depuis de nouvelles tentatives pour entreprendre sur le privilège des Comédiens François ; mais toutes ont été proscrites , & leur droit exclusif a toujours été confirmé , lorsqu'ils l'ont réclamé dans les Tribunaux.

On doit donc regarder comme un principe certain que les Comédiens François ont seuls le droit de représenter des Comédies & des Tragédies Françaises dans la Capitale. Ce privilège est fondé sur les ordres précis du Roi & sur les Lettres-patentes enregistrées par le Parlement ; ainsi il n'est pas douteux que si un Entrepreneur de Spectacle vouloit élever un Théâtre dans Paris , les Comédiens François seroient fondés à s'y opposer , & que les Tri-



bunaux ne feroient aucune difficulté de confirmer leur privilege.

C'est aussi une maxime certaine qu'aucune Troupe de Comédiens ne peut s'établir dans les Villes du Royaume, qu'après avoir obtenu la permission du Lieutenant-Général de Police de chaque Ville. Cette regle est fondée sur la disposition précise de l'Article XX de l'Edit de 1706, qui attribue exclusivement aux Lieutenans-Généraux de Police la Juridiction sur les Spectacles. Elle a été confirmée par un Arrêt du Conseil du 10 Août 1708, rendu en faveur du Lieutenant-Général de Police de la Ville de Grenoble ; & cet Arrêt veut que ceux qui contreviendront à l'Article XX de l'Edit de 1706, soient condamnés en une amende de cinq cents liv.

Les Comédiens François sont propriétaires en commun de l'Hôtel de la Comédie ; il ne peut par cette raison être saisi par les Créanciers d'un Comédien : c'est ce qui a été formellement jugé par un Arrêt de la Grand'Chambre du Parlement de Paris, du 2 Juin 1693 ; mais par le même Arrêt le Parlement ordonna que les Comédiens seroient tenus d'avoir des registres de leur recette, & il permit aux Créanciers de chaque

Comédien de saisir sa part dans les profits.

Le Roi, par Arrêt de son Conseil de 1757, a fixé la manière dont les registres de recette & de dépense des Comédiens devoient être tenus ; ainsi la disposition de l'Arrêt de 1693 n'est plus suivie. Quant à la permission accordée aux Créanciers par cet Arrêt, elle a été restreinte, par l'Arrêt du Conseil 1757, au tiers de la part de chaque Comédien ; les deux autres tiers sont, libres & affranchis de toutes saisies comme pensions alimentaires.

Par une Ordonnance du 16 Novembre 1720, le Roi a fait défenses à toutes personnes, même aux Officiers de la Maison (1), Gardes, Gendar-

---

( 1 ) Ce fut Moliere qui obtint en 1665 un ordre du Roi, qui fit défenses aux personnes de la Maison de Sa Majesté d'entrer à la Comédie sans payer. Voici à quelle occasion cet ordre fut donné.

Les Mousquetaires, Gardes-du-Corps, Gendarmes & les Chevaux-Légers entroient à la Comédie sans payer. Le Parterre en étoit toujours rempli. Moliere sollicita l'abolissement de cet usage, & le Roi lui accorda sa demande. Mais ces Messieurs ne trouverent pas bon que les Comédiens leur fissent imposer cette Loi, & regarderent comme un affront la hardiesse qu'ils avoient eue de la

mes , Mousquetaires , Chevaux-Légers & autres , d'entrer à l'Opéra ou à la Comédie sans payer , d'interrompre les Acteurs , & de s'arrêter dans les coulisses du Théâtre.

---

solliciter. Les plus mutins s'ameuterent & coururent en foule à la Comédie. Ils massacrèrent le Portier , & vouloient faire éprouver le même traitement aux principaux de la Troupe. Bejart , Comédien tout jeune , habillé en vieillard pour la Piece qu'on alloit jouer , se présenta à ces furieux : « Eh , Messieurs , leur dit-il , épargnez un » vieillard de 75 ans qui n'a plus que quelques jours à » vivre ». Ce petit incident calma leur fureur , & Moliere leur ayant parlé vivement sur leur défobéissance aux ordres du Roi , ils se retirèrent enfin. Quand tout ce vacarme fut apaisé , la Troupe tint conseil. Plusieurs de ses Membres , remplis de frayeur , furent d'avis de laisser entrer la Maison du Roi comme à l'ordinaire ; mais Moliere qui étoit ferme , leur dit que , puisque le Roi avoit daigné leur accorder cet ordre , il falloit en poursuivre l'exécution , si Sa Majesté le trouvoit à propos : & je pars dans ce moment , leur dit il , pour l'en informer. Le Roi , instruit de ce désordre , ordonna aux Commandans des Corps qui l'avoient occasionné de les faire mettre sous les armes le lendemain , pour connoître & punir les plus coupables , & pour leur signifier la défense d'entrer désormais à la Comédie sans payer. Cet usage fut aboli depuis ce moment.

La même Ordonnance défend à tous Domestiques portant livrée , sans aucune exception , d'entrer à la Comédie ou à l'Opéra , même en payant , & de commettre aucun désordre à l'entrée de la Salle de Spectacle & dans les environs , sous peine de prison (1).

---

(1) ORDONNANCE, DU ROI ,  
CONCERNANT LES SPECTACLES.

*Du 24 Décembre 1769.*

De par le Roi.

» Sa Majesté voulant que les défenses qui ont été faites , & qu'elle a renouvelées à l'exemple du feu Roi , d'entrer aux Opéra , aux Comédies Italienne & Française sans payer , & d'interrompre le Spectacle sous aucun prétexte , soient régulièrement observées ; de même que les dispositions de l'Ordonnance de Sa Majesté du 18 Janvier 1745 pour l'arrangement des Carrosses aux entrées & sorties des Spectacles , & étant informée que quelques personnes ne s'y conforment pas aussi exactement qu'elle le desire ; Sa Majesté a fait très-expressement défenses à toutes personnes de quelque qualité ou condition qu'elles soient , même aux Officiers de la Maison , Gardes , Gendarmes , Chevaux-Légers , Mousquetaires , Pages de Sa Majesté , à ceux des Princes & Prin-

Il est défendu aux Comédiens ambulans de s'établir dans les Places où il y a Garnison, sans

---

cesses du Sang, des Ambassadeurs, & à tous autres, d'entrer aux Opéra ni aux Comédies Italienne & Française sans payer ; veut même que les Pages en payant ne puissent se placer qu'au Parterre & aux troisiemes Loges : défend Sa Majesté à tous ceux qui assistent à ces Spectacles, & particulièrement à ceux qui se placent au Parterre, d'y commettre aucun désordre, soit en entrant, soit en sortant ; de crier ou de faire du bruit avant que le Spectacle commence, & dans les entr'actes de siffler, faire des huées, avoir le chapeau sur la tête, & interrompre les Acteurs pendant les représentations, de quelque maniere & sous quelque prétexte que ce puisse être, sous peine de désobéissance : fait pareillement défenses, sous les mêmes peines, à toutes personnes de s'arrêter dans les coulisses qui servent d'entrée au Théâtre & hors l'enceinte des balustrades qui y sont posées : défend Sa Majesté à tout Domestique portant livrée, sans aucune réserve, ni exception, ni distinction, d'entrer à l'Opéra ou aux Comédies, même en payant ; d'y commettre aucune violence ni indécence aux entrées ou environs des Salles de représentations, sous telles peines qu'elle jugera convenables : veut & entend Sa Majesté, qu'il n'y ait aucune place marquée pour les Carrosses ; & qu'ils aient tous, sans aucune exception ni distinction, à se placer à la file les uns des autres, au fur & à mesure qu'ils arri-

prévenir le Commandant de la Place , afin qu'il puisse prendre les précautions nécessaires pour empêcher les désordres auxquels de jeunes Militaires ne se livrent que trop souvent.

Nous avons dit ci-devant que si notre Législation traitoit nos Comédiens d'une manière très-rigoureuse , la plupart des peines qu'elles

---

veront à l'entrée des Spectacles , sans pouvoir même doubler ni embarrasser le devant desdits Spectacles , qui sera réservé libre pour la facilité du défilé ; de façon que la voie publique ne puisse être embarrassée , & qu'à l'entrée ou sortie desdits Spectacles , les Cochers soient tenus de prendre la file sans en former plusieurs ni se couper les uns les autres , pour quelque cause que ce soit : ordonne Sa Majesté d'emprisonner les Contrevenans , défendant expressément à toutes personnes , telles qu'elles puissent être , Officiers de Sa Majesté ou autres , de s'opposer directement ni indirectement à ce qui est ci-dessus ordonné ; d'empêcher par la force ou autrement , que ceux qui y contreviendront ne soient arrêtés & conduits en prison.

Enjoint Sa Majesté au sieur de Sartine , Conseiller d'Etat, Lieutenant-Général de Police , de tenir exactement la main à l'exécution de la présente Ordonnance , qui sera imprimée , lue , affichée par-tout où besoin sera. Fait à Versailles le 24 Décembre 1769. *Signé Louis,*  
& plus bas , Phelypeaux.

prononcent n'avoient eu pour objet que de misérables Histrions & de vils Farceurs, qui n'ont rien de commun avec les véritables Comédiens qui existent aujourd'hui ; cependant on regarde comme une regle certaine que les Comédiens dérogent : les Comédiens François ordinaires du Roi sont seuls exceptés de cette regle ; ils conservent les privileges de la noblesse, & ils jouissent de ses prérogatives en exerçant leur profession sur le Théâtre François. Cette exception leur a été accordée par la Déclaration de Louis XIII du 16 Avril 1641, & elle leur a été confirmée par un Arrêt du Conseil du 10 Septembre 1668, rendu en faveur de Floridor, Comédien du Roi, qui étoit Gentilhomme. Par cet Arrêt, il fut accordé un an à ce Comédien pour rapporter ses titres de noblesse, & il fut fait défenses au Traitant de l'inquiéter pendant ce temps.

Les Acteurs & les Actrices de l'Opéra ne dérogent point, parce que ce Spectacle est établi sous le titre d'Académie Royale de Musique.

Les Comédiens François & les Comédiens Italiens sont soumis pour leur administration

& leur discipline intérieure à une Commission du Conseil, qui est composée de MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi ; Sa Majesté les a autorisés par l'Arrêt du Conseil de 1757, à donner des Réglemens de discipline aux Comédiens ; & c'est en vertu d'une des dispositions de cet Arrêt , qui a été revêtu de Lettres-patentes enregistrées au Parlement , que MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre ont fait les Réglemens dont nous allons rendre compte, suivant l'ordre que nous nous sommes prescrit.

## §. I I.

## R É G L E M E N S   I N T É R I E U R S

## DES COMÉDIENS FRANÇOIS ,

*Concernant les Auteurs.*

Cette partie de notre Ouvrage est d'autant plus importante, qu'il s'est élevé plusieurs contestations depuis quelque temps, qui ont fixé l'attention du Public & piqué sa curiosité.

Par le Règlement de 1697 , la lecture de toute Piece nouvelle devoit être faite dans une Assemblée générale des Comédiens , en présence de l'Auteur ; la lecture finie , l'Auteur étoit obligé de se retirer de la Salle d'Assemblée



pendant la Délibération ; alors les Comédiens donnoient leurs suffrages pour l'acceptation ou le refus de la Piece : la pluralité faisoit la loi ; & pour éviter les préventions & les cabales , chaque Acteur & chaque Actrice donnoit sa voix , en mettant dans une espece d'urne un billet blanc ou un billet noir : le premier étoit la marque de l'acceptation , le second , le signe du refus de la Piece.

Lorsqu'une Piece étoit acceptée , aucun Acteur n'étoit admis à proposer des difficultés pour en empêcher la représentation ; l'Auteur avoit le droit de distribuer les rôles de sa Piece , c'est-à-dire , suivant l'emploi & le caractère de chaque Acteur ; & les Acteurs choisis par l'Auteur étoient obligés de jouer les rôles qu'il leur avoit distribués.

Si la lecture de la Piece étoit faite en l'absence de l'Auteur , l'Acteur qui l'avoit lue à l'Assemblée devoit nommer l'Auteur avant que la Piece fût acceptée.

Les Auteurs *externes* avoient la préférence sur les Auteurs Comédiens pour la représentation de leurs Pieces ; les Pieces nouvelles de ces derniers ne pouvoient être jouées que pendant l'été , & celles des premiers ne devoient être

représentées que pendant l'hiver, c'est-à-dire ; depuis la Toussaint jusqu'à Pâques.

Les Pièces nouvelles devoient être représentées alternativement de jour en jour avec d'anciennes, pour éviter l'uniformité du Spectacle, & le rendre plus intéressant par la variété.

La durée des représentations des Pièces nouvelles dépendoit du produit de la recette (comme elle en dépend encore aujourd'hui) ; lorsqu'elles étoient jouées depuis la Toussaint jusqu'à Pâques, on continuoit de les donner jusqu'à ce qu'on eût fait deux recettes de suite de 550 liv. & au-dessous : dans ce cas on *quittoit la Piece sans retour pour l'Auteur*. Quant aux Pièces jouées depuis Pâques jusqu'à la Toussaint, il falloit pour les abandonner deux recettes de suite de 350 liv. & au-dessous.

Lorsqu'une Piece nouvelle, commencée à la fin de l'été, continuoit à être jouée dans l'hiver, c'est-à-dire, après la Toussaint, elle étoit alors regardée comme une Piece d'*Hiver*, & par conséquent sujette au Règlement des Pièces de cette saison. On suivoit le même usage pour les Pièces commencées en hiver, dont les représentations se prolongeoient en été, c'est-à-dire, après Pâques.

L'Auteur d'une grande Piece avoit le droit de demander telle petite Comédie qu'il jugeoit à propos pour être jouée après sa Piece ; & les Comédiens étoient obligés de déférer à son choix , pourvu que la Piece ne fût qu'en un Acte.

On ne comptoit , comme cela se pratique encore aujourd'hui , le produit de la recette qui devoit décider la cessation des représentations des Pieces nouvelles , ou leur continuation , qu'après avoir fait déduction des frais journaliers & extraordinaires du Spectacle.

Le produit de la recette des Pieces nouvelles étoit divisé en dix-huit parts. L'Auteur en avoit deux pour les Pieces en cinq Actes tant sérieuses que comiques , & les seize autres parts appartenoient aux Comédiens. Quant aux Pieces en trois ou en un Acte , les Auteurs n'avoient qu'une part , c'est-à-dire un dix-huitieme.

Les Auteurs n'avoient & n'ont part que dans le produit net de la recette ; tous les frais du Spectacle , tant ordinaires qu'extraordinaires , doivent être prélevés.

L'Auteur d'une petite Piece avoit le droit de demander deux Pieces nouvelles , pour en choisir une qui seroit jouée avec sa Piece.

Les petites Comédies ne pouvoient être reçues pendant l'hiver.

Pour éviter toutes les contestations qui pouvoient s'élever entre les Auteurs & les Comédiens, les derniers étoient obligés de communiquer aux Auteurs qui présentoient des Pièces nouvelles le Règlement que nous venons de rappeler.

Ce Règlement a été suivi depuis 1697 jusqu'au 23 Décembre 1757, que MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi en ont fait un nouveau, en vertu du pouvoir qui leur en avoit été donné par Sa Majesté par l'Arrêt du Conseil du 18 Juin précédent.

Ce Règlement contient les dispositions suivantes.

L'Auteur d'une Piece nouvelle est obligé de donner sa Piece au second Semainier. Ce Comédien doit annoncer à la premiere Assemblée du Lundi suivant, qu'il lui a été remis une Piece nouvelle. Lorsque le Répertoire a été réglé, les Comédiens doivent convenir à la pluralité des voix, du jour ( autre cependant qu'un Lundi ) où ils en entendront la lecture. Le second Semainier doit prévenir l'Auteur ou la

personne qui a présenté la Piece , du jour choisi par l'Assemblée.

Chaque Acteur ou chaque Actrice présent à la lecture d'une Piece nouvelle, a pour droit de présence un jeton de la valeur de 3 liv. qui lui est donné par le Caissier.

L'Auteur seul ou la personne qui a présenté la Piece , a le droit d'être présent à l'Assemblée; il est défendu aux Comédiens d'y laisser entrer qui que ce soit , sous peine de 300 l. d'amende , à moins qu'il n'ait une permission expresse & par écrit de MM. les Gentilshommes de la Chambre , ou d'un des Intendans des Menus.

Après la lecture de la Piece , l'Auteur a le droit de répondre aux objections qui lui sont faites par les Comédiens ; mais il doit se retirer pendant la Délibération.

Le premier Semainier devoit fournir à chaque Acteur ou Actrice trois feves , l'une blanche pour l'acceptation simple , une marbrée pour l'acceptation avec des changemens , & une noire pour le refus absolu.

Cette forme de suffrages n'a plus lieu aujourd'hui , comme on le verra dans la suite.

Le second Semainier est chargé de mander

à l'Auteur le vœu de l'Assemblée. S'il s'agit de faire des changemens , il doit communiquer à l'Auteur les observations qui ont été faites dans l'Assemblée. Si l'Auteur se soumet à faire des corrections , il peut demander une seconde lecture qui doit lui être accordée dans la même forme que la première.

Les Acteurs & les Actrices sont obligés de garder un secret inviolable sur tout ce qui s'est passé dans les Assemblées relatives aux Pièces nouvelles , sous peine d'être privés de leur voix délibérative & de leur droit de présence.

Lorsqu'une Pièce nouvelle est reçue , l'Auteur doit obtenir l'approbation de la Police. Cette formalité remplie , il convient avec les Comédiens du temps où la Pièce sera représentée , & l'époque doit être inscrite sur le registre des Délibérations.

Aucune Pièce nouvelle ne peut être jouée qu'après avoir été présentée par l'Auteur , au premier Gentilhomme de la Chambre du Roi alors en exercice.

L'Auteur a la faculté de distribuer les rôles de la Pièce aux Acteurs qu'il juge à propos de choisir ; & aucun Acteur ne peut refuser de jouer , sous peine de 50 liv. d'amende & de plus  
grande

grande peine , suivant les circonstances ; & en cas de contestation à cet égard , l'Auteur & les Comédiens doivent se retirer pardevers M. le premier Gentilhomme de la Chambre en exercice.

La distribution des rôles des Pièces anonymes appartient à MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre.

Les Comédiens sont obligés de jouer les Pièces reçues dans le temps convenu entr'eux & les Auteurs , sous peine d'une amende de 300 liv. Si une Pièce n'étoit pas représentée par la faute personnelle d'un Acteur , ce Comédien supporteroit seul l'amende ; & il est enjoint , sous la même peine , aux Semainiers de dénoncer à MM. les premiers Gentilshommes les Acteurs qui contreviendront à cette règle.

La part des Auteurs est d'un neuvième dans le produit net de la recette , pour les Pièces en cinq Actes tant Tragiques que Comiques ; d'un douzième pour les Pièces en trois Actes , & d'un dix-huitième pour celles en un Acte. Pendant le temps que les représentations des Pièces nouvelles se font au profit des Auteurs , ils ont le droit de donner des billets d'entrée au Spectacle , savoir , pour une Pièce en cinq

**Actes** six à l'Amphithéâtre , quatre pour une **Pièce** en trois Actes , & deux pour une **Pièce** en un Acte. Si les Auteurs demandent un plus grand nombre de billets , ils sont obligés d'en tenir compte sur leur part ; il est défendu aux **Semainiers** de leur délivrer plus de vingt billets de Parterre.

Les Auteurs ont la faculté d'interrompre les représentations de leurs **Pièces** , pour se ménager une reprise dans un autre temps dont ils conviendront avec les Comédiens. Lorsque les Auteurs ne retirent point leurs **Pièces** dans la nouveauté , les Comédiens doivent en continuer les représentations ; & les Auteurs conservent leur droit de part , jusqu'à ce que la recette ait été deux fois de suite , ou trois fois en différens temps , au-dessous de 1200 liv. pendant l'hiver , & de 800 liv. pendant l'été ; alors la **Pièce** appartient aux Comédiens.

Quand une **Pièce** interrompue dans sa nouveauté a été reprise , l'Auteur n'a plus le droit de la retirer ; & les Comédiens doivent la jouer , jusqu'à ce que la recette ait été une fois seulement au-dessous de 1200 liv. l'hiver & de 800 l. l'été : alors l'Auteur n'a plus aucun droit à prétendre.



Les Auteurs , après la sixieme représentation de leurs Pieces , peuvent choisir les Pieces qu'ils jugent à propos pour être jouées comme petites Pieces , pourvu que ce soit dans le nombre des Pieces *scues* ; ils ont le droit de les demander aux Semainiers qui doivent les mettre sur le Répertoire de la semaine. S'il s'élève à cet égard quelques contestations , elles doivent être portées devant MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi.

L'Auteur de deux Pièces en cinq Actes , celui de trois Pieces en trois Actes , celui de quatre Pieces en un Acte ont leur entrée franche à la Comédie pendant toute leur vie.

L'Auteur d'une Piece en cinq Actes jouit du droit d'entrée pendant trois ans ; l'Auteur d'une Piece en trois Actes pendant deux ans , & celui d'une Piece en un Acte pendant un an seulement.

Les Auteurs jouissent de leurs entrées , du jour où leur Piece a été reçue par les Comédiens ; & ils ont le droit de se placer dans toute la Salle , excepté à l'Orchestre , aux secondes Loges & au Parterre.

Il est défendu aux Comédiens d'apporter aucun obstacle à l'exercice de ce privilege , à peine de 20 liv. d'amende. Cependant un Au-

teur peut être privé de son droit d'entrée ; s'il est convaincu d'avoir troublé le Spectacle par des cabales ou des critiques injurieuses , & lorsque la preuve en a été produite à MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi.

Telles sont les regles établies par le Règlement de 1757 ; comme elles ont été modifiées ou étendues dans un dernier Règlement fait par MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi le 1<sup>er</sup> Juillet 1766 , nous allons rapporter ces changemens & ces modifications.

Avant d'être reçu à faire lire une Piece à l'Assemblée , il faut qu'elle ait été remise à un Comédien ; qu'il certifie qu'il la connoît , & qu'elle peut être entendue. On met les Pieces nouvelles sur le Bureau de l'Assemblée , & on nomme un Examineur ; le Comité doit prendre le titre de la Piece & le nom de l'Examineur , afin d'éviter qu'aucun Ouvrage ne s'égaré. Si l'Examineur trouve que la Piece ne doit pas être admise à la lecture générale , il est obligé d'en donner les raisons par écrit d'une maniere très-honnête , & le premier Semainier doit les communiquer à l'Auteur , en lui remet-

tant la Piece. Si au contraire l'Examineur trouve la Piece en état d'être lue , elle doit être inscrite à son rang.

Pour prévenir les cabales des Acteurs & des Actrices , & pour empêcher l'effet des protections dans la distribution des rôles , l'Auteur doit remettre au Comité la distribution cachetée ; si la Piece est reçue , on en fait aussi-tôt lecture ; si elle n'est reçue qu'à *correction* , la distribution doit être renfermée par le Semainier dans une armoire , & il est tenu d'en répondre & de la représenter lors de la seconde lecture. Lorsque la Piece est refusée , la distribution doit être remise à l'Auteur sans l'ouvrir.

La Piece étant lue , chaque Acteur & chaque Actrice qui aura acquis voix délibérative , soit par ses services , soit par sa capacité , doit mettre par écrit ses motifs d'acceptation , de correction ou de refus , & remettre son avis au premier Semainier pour en faire la lecture à l'Auteur : il est défendu aux Acteurs & aux Actrices de se servir d'aucun terme choquant ; ils doivent exposer clairement leurs raisons , & en termes honnêtes.

Lorsque la Piece est reçue à correction , le Comité remet à l'Auteur , avant que le Semai-

nier jette au feu les papiers, un extrait des réflexions qu'on a faites sur son Ouvrage.

Le Règlement de 1766 contient les mêmes dispositions que celui de 1757, sur la distribution des rôles, & sur le droit de part qui appartient à l'Auteur..Quant au partage des deux semestres, MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre ont fixé le commencement de l'hiver au 15 Novembre, & celui de l'été au 15 Mai.

Toute Piece qui n'a pas en hiver douze représentations au-dessus de 1200 liv., & en été dix représentations au-dessus de 800 liv., ne donne pas à l'Auteur le droit de demander une reprise. Cependant, si dans le cours de ces représentations il n'y en avoit qu'une seule au-dessous de 1200 liv. ou de 800 liv., l'Auteur peut retirer sa Piece & demander une reprise. Mais toutes les fois qu'il y a deux représentations au dessous des sommes fixées, l'Auteur n'a plus de droit à une reprise.

Lorsqu'une Piece est interrompue par la maladie d'un Acteur, ou par un autre événement qui ne dépend point de l'Auteur, tous les droits lui sont conservés.

Le Règlement de 1766 contient encore les

mêmes dispositions que celui de 1757 sur le droit d'entrée des Auteurs.

L'exécution de ces règles est soumise à une Commission du Conseil , lorsqu'il s'élève quelques contestations entre les Comédiens & les Auteurs. Comme les Réglemens qui les renferment sont émanés de MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi , qui sont en cette partie Commissaires délégués par l'Arrêt de 1757 qui a été enregistré au Parlement , le Conseil peut seul connoître des contestations qui naissent entre les Auteurs & les Comédiens.

C'est ce qui a été jugé par plusieurs Arrêts du Conseil , qui ont évoqué les demandes formées par les Auteurs. dans les Tribunaux ordinaires.

Nous en avons un exemple récent dans l'affaire de M. Mercier. Cet Auteur s'étoit plaint au Parlement de la conduite que les Comédiens avoient tenue envers lui ; il avoit formé opposition à l'enregistrement des Lettres-patentes que le Roi a accordées aux Comédiens François , & il avoit porté en la Grand' Chambre la contestation : mais Sa Majesté , par un Arrêt rendu en 1775 , a évoqué l'aff-

faire à son Conseil , & a défendu à tous autres Juges d'en connoître. Comme cette contestation est pendante au Conseil , & qu'elle n'a pas encore reçu une décision définitive , nous ne pouvons en rendre compte.

M. Mercier n'est pas le seul Auteur qui ait attaqué les Réglemens des Comédiens François. M. Lonvay de la Saussaye les a également poursuivis en Justice ; mais cette contestation a eu le sort de celle de M. Mercier , elle a été évoquée au Conseil. M. Palissot a aussi fait paroître contr'eux un Mémoire , mais nous ignorons s'il a formé une demande dans les Tribunaux.

Au reste, nous ne parlons de ces contestations, que pour faire connoître la Jurisprudence du Conseil sur la compétence des Juges qui doivent connoître de l'exécution des Réglemens faits par MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi. D'après l'Arrêt rendu dans l'affaire de M. Mercier , il paroît que le Conseil se regarde comme seul compétent , pour prononcer sur les contestations qui s'élèvent entre les Auteurs & les Comédiens. Ainsi un Auteur qui croit avoir droit de se plaindre , doit s'adresser au Conseil.

## S. I I I.

## DISCIPLINE INTÉRIEURE

## DES COMÉDIENS FRANÇOIS.

Cette dernière partie de notre Ouvrage n'est pas la moins importante , puisqu'elle tend à faire connoître les regles auxquelles les Comédiens sont soumis envers le Public , & les précautions que leurs Ouvriers ou Fournisseurs doivent prendre pour la sûreté du paiement de leurs mémoires.

Nous ne rappellerons point les dispositions des anciens Réglemens. Celui que MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi ont fait en 1766 renferme les anciennes regles ; & ils y en ont ajouté de nouvelles, pour remédier aux abus qui s'étoient glissés dans l'administration de la Comédie Françoisé. Ainsi ce Règlement , sous ce point de vue , peut être regardé comme un code complet sur la discipline intérieure des Comédiens François.

Pour rendre ces regles plus précises & plus claires , nous les diviserons en plusieurs classes : nous rapporterons celles qui sont relatives , 1<sup>o</sup>.

aux Assemblées, 2°. aux Délibérations, 3°, au Répertoire, 4°. au Comité, 5°. aux Semainiers, & 6°. aux Débuts.

## A S S E M B L É E S

### *D E S C O M É D I E N S F R A N Ç O I S .*

Tous les Acteurs & toutes les Actrices de la Comédie doivent se trouver à l'Assemblée générale qui se tient tous les Lundis de chaque semaine, à 11 heures du matin, à l'Hôtel de la Comédie : aucune personne étrangère ne peut assister à ces Assemblées, sous quelque prétexte que ce soit.

Chaque Acteur & chaque Actrice a un droit de 6 liv. pour sa présence à ces Assemblées ; les Acteurs reçus à la pension jouissent du même droit que ceux reçus à la part. Ceux des Acteurs ou Actrices qui ne se trouvent pas à l'Assemblée, ou qui arrivent après onze heures, perdent leur droit de présence ; & les 6 liv. qui leur appartenient sont déposées par le Caissier dans la caisse des amendes.

Les Membres du Comité ont la préséance, ainsi que les deux Semainiers ; les autres Acteurs



ou Actrices se placent ensuite selon leur rang d'ancienneté.

On doit commencer par le Répertoire, & on ne peut mettre aucune affaire sur le Bureau avant qu'il soit fini. Le Comité propose ensuite les objets de délibération, & l'Assemblée ne peut se séparer que lorsque le Comité a déclaré qu'il n'y a plus d'affaires à traiter. Les Acteurs & Actrices qui sortent de l'Assemblée auparavant perdent leur jeton ; & le premier Semainier est autorisé à le retenir, à moins qu'il ne leur ait été permis de se retirer. L'Assemblée doit finir au plus tard à une heure & demie, s'il n'y a point d'affaire pressée & importante qu'on doive traiter avant de se séparer.

### D É L I B É R A T I O N S.

Les Délibérations se reglent à la pluralité, soit de vive voix, soit par écrit. Dans les affaires qui exigent un avis motivé, chaque Acteur & chaque Actrice doit dire son avis suivant son rang d'ancienneté. Le premier Semainier a le droit de recueillir les suffrages, & le Comité motive sa décision conformément à la pluralité des voix.

Toutes les décisions , soit verbales , soit par écrit , doivent être inscrites sur le champ sur le registre des *Délibérations* , & signées par le Comité , par le Semainier & par tous les Acteurs & toutes les Actrices présents à l'Assemblée , quand même plusieurs d'entr'eux n'auroient pas été de l'avis qui a formé la *Délibération* , parce que , suivant le Règlement , la pluralité des voix doit alors former la réunion des sentimens.

Lorsqu'un Acteur ou une Actrice interrompt l'Assemblée dans le temps où elle délibère sur une affaire pour en proposer une autre , ou sous quelque prétexte que ce soit , le Règlement veut qu'il soit condamné en une amende de 6 liv. La même peine est prononcée contre ceux qui se servent de paroles piquantes & peu mesurées ; & dans l'un ou dans l'autre cas , les Contrevenans sont privés de leur droit de présence , & leurs noms sont rayés de la feuille.

Le Comité est chargé de prononcer ces amendes , sous peine de les payer lui-même ; & il est enjoint au Semainier , sous la même peine , de rendre compte aux Intendans des Menus des contraventions du Comité à cet égard.

Le Règlement, pour rendre les Acteurs & les Actrices plus exacts à l'Assemblée, leur a accordé un jeton de la valeur de 3 liv., chacun à proportion des parts & demi-parts.

Tout Acteur ou Actrice qui ne fait pas son rôle est condamné à une amende de douze liv. pour la première fois, & en cas de récidive, à garder les arrêts jusqu'à nouvel ordre.

Ceux qui manquent leurs entrées ou qui ne sont pas prêts à l'heure indiquée pour commencer, sont condamnés à 3 liv. d'amende. La même peine est prononcée contre ceux qui, ayant joué dans la grande Piece, se font attendre pour la petite.

Les Acteurs & les Actrices sont obligés de se rendre exactement aux répétitions dont les jours & les heures sont marqués par le premier Semainier, sous peine de 3 liv. d'amende s'ils arrivent trop tard, & de 10 liv., s'ils ne s'y rendent point. Le second Semainier est chargé de ce détail; & s'il fait grace à quelqu'un, le Règlement veut qu'il porte lui-même la peine.



pas feintes, les Semainiers doivent se transporter chez eux pour être instruits de la vérité.

Le Règlement de 1766 ordonne aux Comédiens de représenter tous les mois une Tragédie ou une Comédie en cinq Actes nouvelle ou remise, & une Comédie en trois ou en un Acte nouvelle ou remise : le Comité est chargé de veiller à l'exécution de cette règle.

Le Répertoire se fait pour quinze jours ; & lorsqu'il est arrêté, un Acteur ou une Actrice ne peut se dispenser de jouer les rôles qui lui ont été distribués, à moins qu'il n'ait des raisons légitimes & approuvées par le Comité. Dans le cas d'infraction de cette règle, les Contrevenans doivent être condamnés à une amende de 100 liv., & le Comité est obligé de dénoncer aux Intendants des Menus les Acteurs qui refusent de jouer.

Les Pièces mises sur le Répertoire doivent être jouées, quand même les Acteurs en *premier* ne pourroient pas jouer, parce que les *doubles* sont obligés de les remplacer ; & si ces derniers ne peuvent jouer ces rôles, c'est au Comité à décider ce qui est le plus avantageux à la Société.

Les Comédiens ne doivent point se dispenser  
de

de jouer à Paris les jours qu'ils sont obligés de représenter à la Cour. Le Comité est chargé de veiller, en faisant le Répertoire, à ce que le service de la Cour ne prive point la Capitale de Spectacle. Il doit choisir pour ces jours-là les Acteurs & les Actrices qui sont destinés pour la Cour, & employer les doubles. Dans le cas où un Acteur ou une Actrice refuseroit de jouer, le Règlement veut qu'il soit condamné à une amende de 300 liv.

Les Acteurs ou les Actrices qui refusent de jouer des rôles médiocres, sont privés du droit de jouer les bons.

Tout Acteur ou toute Actrice qui, par humeur ou par mauvaise volonté, fait manquer une représentation, doit être condamné en une amende de 300 liv.

## C O M I T É.

Le Comité a été établi par le Règlement de 1766. Les fonctions des Membres qui le composent consistent à prendre connoissance de toutes les affaires qui regardent la Comédie, & à donner leur avis à MM. les Intendans des Menus,

qui en rendent compte à MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre.

Le Comité est composé de six Acteurs & du premier Semainier. Pendant le temps de son exercice, le premier Semainier est obligé de se trouver aux Assemblées du Comité, & il a voix dans les Délibérations.

Lorsque le Semainier sort d'exercice, il doit instruire celui qui lui succede, des affaires qu'il n'a pu terminer pendant son exercice. Il est tenu à cet effet de lui remettre son registre. Si ces affaires étoient de nature à ne pouvoir être éclaircies que par cet ancien Semainier, le Comité peut le mander pour en rendre compte.

Les Membres du Comité font leurs fonctions pendant une année entière. Le Règlement veut que les Acteurs & les Actrices se soumettent à ses décisions, comme étant revêtu du pouvoir de MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre. Les Acteurs qui composent le Comité, sont dispensés de la commission de Semainier. Ils s'assemblent le jour indiqué dans l'Assemblée générale du Lundi, & les Intendants des Menus doivent être prévenus du jour de leur Assemblée. Tous les Membres du Co-

mité sont tenus de s'y trouver , à moins qu'ils n'aient des causes légitimes de s'en dispenser.

Les Délibérations & Décisions du Comité qui intéressent l'administration générale , le service de la Cour & celui du Public , ne peuvent être exécutées qu'après qu'il en a été rendu compte à MM. les Intendans des Menus , & qu'elles ont été approuvées par MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre.

Quant aux Délibérations & Décisions qui concernent les états de dépense & les mémoires arrêtés par le Comité , il suffit qu'elles soient communiquées à l'Assemblée générale de la Société , & qu'elles en soient approuvées ; enfin qu'elles soient signées du Comité & du tiers de la Société , pour être exécutées comme si elles étoient signées par la Société entière.

Le Comité étant chargé de l'administration générale de la Société , il prend connoissance de tous les engagements , contrats & obligations , remboursement & acquit des mémoires , dépenses journalières & emprunts : mais avant de prendre aucun parti sur ces différens objets , le Comité doit en instruire le Conseil

de la Comédie pour avoir son avis.

Le Règlement veut que les comptes soient rendus en présence du Conseil de la Comédie, afin qu'étant instruit des dettes passives de la Société, il puisse décider plus sûrement les contestations qui viennent à s'élever.

Le Règlement ordonne pareillement au Comité de prendre l'avis du Conseil avant d'entreprendre aucune affaire, tant en demandant qu'en défendant sous le nom de la Société. La Délibération du Conseil sert de pouvoir aux Procureurs.

Le Comité a l'inspection sur les Ballets, l'Orchestre, le Magasin, les provisions nécessaires de bois, de charbon, &c., & les fournitures d'ustensiles de l'intérieur de l'Hôtel. Il peut faire les Réglemens pour les Gagistes ; il est dépositaire des archives, & peut convoquer les Assemblées extraordinaires. La vérification de la caisse & des registres lui appartient, & il nomme un Acteur pour les parapher.

Le Comité est chargé en outre de juger les contestations qui s'élevent entre les Directeurs & les Acteurs de Province, sur le rapport qui lui en est fait par un de ses Membres. Les Jugemens rendus par le Comité doivent être inf-



crits sur un registre particulier : le plus ancien Membre en est dépositaire ; & ces Jugemens ne peuvent être exécutés qu'après avoir été approuvés par MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre.

Le Comité est obligé de tenir un registre des ordres qu'il reçoit des Intendans des Menus , des lettres qui lui sont adressées , des réponses qu'il fait , & des Délibérations qu'il arrête. Il est chargé de notifier sur le champ les ordres qui lui sont adressés , aux Acteurs ou aux Actrices qu'ils concernent ; & ces derniers ne peuvent se dispenser de s'y soumettre, sous peine de défobéissance.

Le Comité , dans le cas de retraite ou de décès d'un Acteur ou d'une Actrice , a le droit de distribuer le rôle dont il étoit chargé à un autre Acteur ou à une autre Actrice.

Aucun Acteur ni aucune Actrice ne peut changer un rôle de son *emploi* , sans en avoir prévenu le Comité , & sans motiver son changement. Le Comité est obligé de rédiger par écrit les raisons de l'Acteur , & de les remettre aux Intendans des Menus , pour être communiquées à MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre.

Les difficultés qui naissent entre les Comédiens sont soumises au Jugement du Comité ; il est autorisé à remédier aux abus , même à les prévenir , & il a le droit de veiller à ce qu'il ne se passe rien contre le décence. Lorsque la conduite de quelqu'Acteur ou de quelque Actrice porte atteinte à l'honnêteté , il est obligé d'en donner avis à MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre ; dans tous les événemens imprévus , le Comité a le pouvoir de décider provisoirement ce qu'il juge de plus convenable , & la Société est obligée de s'y conformer jusqu'à la décision des Supérieurs.

Le Comité doit tenir registre des Pièces nouvelles présentées à la lecture , par jour & date , & il est obligé de le communiquer aux Auteurs. La demeure de ces derniers est inscrite sur le registre , afin qu'on puisse les prévenir huit jours avant celui qu'ils ont pris pour la lecture de leur Pièce.

La remise des Pièces dépend du Comité ; il doit veiller à l'exécution des Réglemens à cet égard : les six Membres du Comité ont des fonctions particulières. Le Règlement attribue au premier la connoissance de tout ce qui re-

garde la Caisse ; au second , celle des Ballets , de l'Orchestre , des emplois comptables , & des dépenses qui y sont attachées ; au troisieme , celle des Décorations , du Magasin , des Machinistes , des Tailleurs & autres Gagistes ; au quatrieme , celle des contestations de Province , des Archives , de la poursuite des affaires judiciaires , des mémoires qui doivent être arrêtés par le Comité ; au cinquieme , celle des Acteurs , du rang des Pieces , de la recherche de celles qui peuvent être remises , des lettres adressées à la Société & de leurs réponses ; enfin , au sixieme , celle de tous les Ouvriers , réparations , fournitures , & des Garçons de Théâtre.

Le Comité est spécialement chargé de veiller à l'exécution des Réglemens , & d'instruire MM. les Intendans des Menus des contraventions , sous peine d'être lui-même responsable des infractions qu'il n'a point dénoncées.

### S E M A I N I E R S.

Il y avoit autrefois trois Semainiers à la Comédie Française ; il n'y en a plus que deux depuis le Règlement de 1766. Comme chaque

Semainier à ses fonctions particulières, nous rapporterons d'abord celles du premier Semainier.

Le premier Semainier, comme on l'a observé dans l'Article précédent, est obligé de se trouver au Comité, & il y a voix délibérative. Il est chargé de la garde du registre des Délibérations pendant sa semaine. Il a la clef de l'armoire de la Chambre d'Assemblée ordinaire, & il est responsable des papiers qu'elle renferme, des ordres & du dépôt du Greffe.

Lorsque le Comité trouve à propos de convoquer des Assemblées ordinaires ou extraordinaires, c'est au premier Semainier à les convoquer.

Il doit constater l'état des Acteurs présents à l'Assemblée, & marquer sur une feuille le nom des absens ou de ceux qui arrivent après l'heure fixée. Le Comité date la feuille, & le Caissier remet au premier Semainier les jetons pour en faire la distribution.

Le premier Semainier est chargé de proposer les Pièces qui composent le Répertoire; il doit avertir les Acteurs & les Actrices qui doivent y jouer; il est encore chargé de veiller à l'exécution du Répertoire, de prendre les ordres de

MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre, de leur dénoncer les abus commis pendant la semaine, & de faire le rapport des ordres au Comité.

Le second Semainier est chargé de la distribution des billets & des contre-marques, de l'annonce des Pièces, de l'impression des affiches, & de faire commencer le Spectacle à cinq heures & demie en hiver, & à cinq heures & un quart en été. Il doit marquer les Acteurs qui ne sont pas prêts à l'heure, & en remettre la liste au premier Semainier ; c'est lui enfin qui doit veiller à l'exactitude du Spectacle. A cet effet, il doit assister à toutes les répétitions, & peut mettre à l'amende ceux qui ne sont pas exacts à s'y trouver, ou qui n'arrivent pas à l'heure fixée. Il doit également tenir une liste de ces abus pour la remettre au premier Semainier, qui doit la communiquer aux Intendants des Menus.

### D É B U T S.

Toute personne qui se présente pour débiter, ne peut être employée qu'à jouer des rôles de caractère ; & avant de débiter, elle doit avoir

été entendue par le Comité. Les Comédiens de Province qu'on fait venir sur leur réputation, sont seuls affranchis de cette règle.

On ne peut être reçu à débiter qu'en vertu d'une permission de MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre, & cette permission doit être montrée à l'Assemblée. Le Débutant peut demander trois Pièces, pourvu qu'elles soient sur le courant du Répertoire, & le premier Semainier est tenu de les employer sur le Répertoire prochain.

Les Acteurs ou les Actrices qui ont des rôles dans les Pièces choisies par le Débutant, ne peuvent se dispenser de jouer, sous peine d'une amende de 100 liv. Les Acteurs de chaque Pièce où le Débutant doit jouer sont obligés de faire une répétition générale sur le Théâtre sous peine pour ceux qui y manquent d'une amende de 10 liv.

Outre les représentations des trois Pièces que les Débutans peuvent choisir, MM. les Gentilshommes de la Chambre en approuvent trois autres dans lesquelles les Débutans sont tenus de jouer le rôle qui leur est donné, dans le genre auquel ils se destinent. Il doit être fait deux répétitions de chacune de ces Pièces en

présence des Intendans des Menus. Les Acteurs qui jouent dans ces Pièces doivent se trouver aux répétitions, sous peine de 100 liv. d'amende.

Tout Acteur & toute Actrice qui n'a point joué sur les Théâtres de Province, ne peut obtenir un ordre de début qu'après avoir joué devant le Comité. Ceux ou celles qui déburent avec succès sont reçus à l'essai pendant un an, avec 1800 liv. d'appointemens. Si leurs dispositions ne se sont point démenties pendant ce temps, on les admet alors dans la Société avec 2000 liv. d'appointemens. Ils ont en outre les droits de présence & de jetons, & leur pension court du jour de leur début. A la fin de la seconde année, si les Acteurs ou les Actrices ont trouvés en état d'être reçus, on les admet ou on les congédie comme inutiles à la Société : mais avant d'admettre ou de renvoyer un Acteur ou une Actrice, chaque Membre de la Société doit remettre son avis motivé & cacheté aux Intendans des Menus, pour être communiqué à MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre.

Le Règlement de 1766 renfermant toutes les dispositions des précédens Réglemens, MM. les

Gentilshommes de la Chambre ont ordonné que chaque Acteur & chaque Actrice en auroit une copie , & que la lecture en seroit faite dans une Assemblée générale , qui seroit tenue tous les six mois en présence des Intendans des Menus.







## CHAPITRE SECOND.

## DE LA COMÉDIE ITALIENNE.

C E fut en 1577, sous le regne d'Henri III, qu'on vit en France pour la première fois, des Comédiens Italiens, qu'on appelloit *li Gelosi*. Ils jouerent pendant les États de Blois, & ils continuerent après leurs représentations sur le Théâtre du Petit-Bourbon.

Ce Spectacle eut le plus grand succès; mais peu de temps après son établissement, il fut interrompu par des défenses du Parlement, qui subsisterent pendant trois mois. Après ce temps ils furent autorisés, par ordre exprès du Roi, à continuer leur Spectacle; mais les troubles qui agiterent la France à cette époque, étant peu favorables aux Spectacles, les Comédiens Italiens se retirerent dans leur Patrie.

En 1584, de nouveaux Comédiens Italiens s'établirent à Paris. Les succès passagers qu'ils eurent en attirerent d'autres en 1588; mais les uns & les autres ne resterent en France que fort peu de temps, & n'y firent rien de remarqua-

ble. Henri IV amena avec lui du Piémont de nouveaux Comédiens Italiens , & ils jouèrent pendant deux ans ; ils retournerent ensuite en Italie.

Louis XIII appella à sa Cour des Comédiens Italiens ; mais leur séjour en France ne fut pas de longue durée : ils y restèrent à peine une année entière.

En 1645 , le Cardinal Mazarin fit aussi venir des Comédiens d'Italie. N'ayant eu aucun succès , ils quitterent la France peu de temps après , & furent remplacés par une autre Troupe qui fut supprimée.

Toutes ces variations ne firent point abandonner aux Italiens le projet d'établir un Spectacle en France. Ils sollicitèrent la Cour de leur en accorder la permission ; & l'ayant obtenue , ils s'établirent dans l'Hôtel de Bourgogne , où ils furent autorisés à jouer alternativement avec les Comédiens François ; ils obtinrent ensuite la permission de jouer sur le Théâtre du Petit-Bourbon , & enfin sur celui du Palais - Royal.

Les Comédiens Italiens ont continué leurs représentations sur ces différens Théâtres , jusqu'au moment où les Comédiens François ont été réunis , c'est-à-dire , jusqu'en 1680. A cette

époque , les Comédiens Italiens se trouverent seuls possesseurs de l'Hôtel de Bourgogne , & ils y continuèrent leurs représentations jusqu'en 1697 que M. d'Argenson , alors Lieutenant-Général de Police , se transporta , en vertu d'un ordre du Roi , à cette Salle de Spectacle , & y apposa le scellé sur les portes de la rue Mauconseil & de la rue Françoisse , & sur les Loges des Acteurs & des Actrices , auxquels il fit défense de continuer leurs représentations. Ces défenses ont subsisté pendant 19 ans.

Riccoboni (1), dont la réputation s'étoit ré-

(1) Riccoboni , avant de passer en France , présenta la Requête suivante au Duc de Parme.

1°. La Troupe unie supplie très-humblement votre Altesse Sérénissime de lui faire accorder la grace dont ont joui ses prédécesseurs , qu'aucune Troupe Italienne soit reçue sous quelque prétexte que ce soit , même si tous les Acteurs parloient François ; & qu'il soit généralement défendu à tous autres de faire usage des habits des Acteurs *masqués* de la Comédie Italienne , c'est-à-dire de l'Arlequin , du Scaramouche , du Pantalon , du Docteur & du Scapin , & même du Pierrot qui , quoique François , est né du Théâtre Italien.

2°. Les Comédiens souhaitant de servir Sa Majesté en paix & en bonne réputation , demandent qu'en tout

pandue en France , fut appelé en 1716. Les Comédiens qui s'établirent avec lui prirent le titre de Comédiens de S. A. R. M. le Duc d'Orléans, Régent. Après la mort de ce Prince, arrivée le 2 Décembre 1723 , ils prirent le titre de Comédiens Italiens ordinaires du Roi , qu'ils

temps il n'en soit jamais reçu dans la Troupe de la famille des *Constantin*, de laquelle , du commun contentement de tout le monde , sont provenus les malheurs & la disgrâce de la Cour aux Comédiens Italiens leurs prédécesseurs.

3°. Ils demandent très-humblement qu'il leur soit accordé des Danſes & de la Muſique dans les divertisſemens de leurs Comédies , ſuivant que leurs prédéceſſeurs en jouiſſoient.

4°. S'il arrivoit que quelqu'un des Acteurs eût le malheur de ne point plaire à la Cour & à la Ville , qu'il ſoit permis à la Troupe de le renvoyer avec un préſent , & d'en faire venir un autre à ſa place.

5°. La Troupe ſupplie très-humblement Son Alteſſe Séréniffime de faire de fortes inſtances à la Cour , pour qu'il leur ſoit accordé le libre uſage des Saints Sacrements , comme ils l'ont en Italie ; d'autant que cette Troupe ne donnera point une Comédie ſcandaleuſe , & que Riccoboni s'engage à donner le canevas des Pièces à l'examen du Miniſtere , & même d'un Eccléſiaſtique , pour qu'elles ſoient approuvées.

ont

ont conservé, ainsi que l'Hôtel de Bourgogne, où ils font encore aujourd'hui leurs représentations.

Les Comédiens Italiens, depuis leur nouvel établissement, ne faisant qu'une recette médiocre, se déterminèrent à quitter leur Théâtre, en 1721, & à en ouvrir un à la Foire. Ils y jouèrent pendant trois ans. Ce projet n'ayant pas eu le succès qu'ils en avoient espéré, ils l'abandonnerent.

Celui qu'ils formerent en 1762 leur fut plus utile. Ils demandèrent la réunion de l'Opéra-Comique à leur Spectacle; cette grace qu'ils sollicitèrent vivement, leur fut accordée au mois de Janvier 1762.

Comme la Comédie Italienne, depuis cette réunion, a pris une nouvelle existence, nos Lecteurs nous sauront gré sans doute de leur donner une idée de l'établissement de l'Opéra-Comique en France.

Il est assez difficile de fixer d'une manière précise & certaine l'origine de l'Opéra-Comique. L'opinion la plus commune est que ce nouveau genre a été introduit en 1698. Les sieurs Alard & Maurice firent exécuter à cette époque un divertissement qui avoit pour titre, *les*

*Forces de l'Amour & de la Magie.* Cependant il paroît plus naturel de fixer l'origine de ce Spectacle en 1640, où il parut une Comédie en chançons, qui fut suivie en 1661 d'une Pastorale intitulée *l'Inconstant vaincu*, & en 1662, d'une nouvelle Comédie en chançons.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1715 ces Comédiens ayant fait un traité avec l'Académie Royale de Musique, ils donnerent à leur Spectacle le titre d'*Opéra-Comique*. Ce Spectacle eut un si grand succès, que les autres Théâtres sollicitèrent & obtinrent sa suppression en 1718. Six ans après il reparut, & fut ouvert pendant vingt-un ans. A cette époque, il éprouva une nouvelle suppression.

Le sieur Monet proposa en 1752 de le rétablir, & sollicita un privilege qui lui fut accordé. L'Opéra-Comique reparut de nouveau avec le plus grand succès. Les sieurs Favart, Corby & Mouette qui succéderent au sieur Monet, perfectionnerent ce Spectacle, & le rendirent un des plus agréables de la Capitale. Les Italiens ne virent alors d'autre ressource pour se soutenir, que celle de solliciter la réunion de l'Opéra-Comique à leur Théâtre. Cette grace, comme nous l'avons dit

ci-devant, leur fut accordée au mois de Janvier 1762.

Depuis cette époque, la Comédie Italienne & l'Opéra-Comique ne font plus qu'un seul Spectacle, qui continue ses représentations à l'Hôtel de Bourgogne.

Telle est l'histoire abrégée du Théâtre Italien en France, depuis son premier établissement jusqu'à ce moment. Comme la police intérieure des Comédiens Italiens est presque conforme à celle des François, nous nous bornerons à rapporter les regles différentes & les usages reçus parmi les Comédiens Italiens qui forment l'administration particuliere de ce Théâtre.

Trois ans après l'établissement de Riccoboni en France, c'est-à-dire, en 1719, les Comédiens firent entr'eux, le 27 Octobre, un acte de Société dans lequel ils déclarerent « que les » dépenses de leur établissement montoient à » 100,000 liv.; que cette somme ayant été empruntée & payée sur le produit des représentations, pour éviter toute contestation » entre les nouveaux Acteurs & les anciens, il » convenoit d'établir une regle invariable à » l'instar des Comédiens François. A cet effet, » ils déclarerent que les dépenses de leur éta-

» blissement demeureroient réduites à la somme  
» de 96000 l. Comme les Acteurs & les Actrices  
» étoient au nombre de douze , il fut arrêté que  
» chacun seroit regardé comme ayant fait une  
» avance de 8000 liv. dont il seroit remboursé  
» deux mois après sa retraite ou son décès ,  
» sans aucun intérêt ; qu'après ce temps il seroit  
» libre au Comédien ou à ses héritiers de laisser  
» les 8000 liv. , dont l'intérêt seroit payé au  
» denier 20 , ou de demander le paiement du  
» capital , auquel tous les Acteurs & les Actrices  
» seroient obligés solidairement. Il fut en outre  
» convenu que l'Acteur qui remplaceroit celui  
» qui seroit retiré ou mort , seroit tenu de payer  
» la somme de 8000 liv. , qui lui seroit égale-  
» ment remboursée dans le cas de retraite ou de  
» décès , & que si l'Acteur nouveau ne pouvoit  
» faire ces fonds , il seroit obligé d'en faire  
» l'intérêt à la Société au denier 20 , sur la  
» moitié de sa part , qui lui seroit retenue , &  
» qu'il acquitteroit le principal avec l'autre moi-  
» tié de sa part ».

» Enfin il fut arrêté qu'en cas d'augmentation  
» d'Acteurs ou d'Actrices , ils seroient égale-  
» ment obligés de faire un fonds de 8000 liv. ,  
» s'ils étoient reçus à part entière , & à pro-



» portion , s'ils étoient reçus à demi-part ou à  
» moindre part ».

Pour assurer l'exécution de cet acte de Société , les Comédiens Italiens le firent homologuer par Arrêt du Parlement , rendu le 13 Décembre 1719 : ils n'ont fait aucun changement à ce traité jusqu'au 7 Avril 1741 , qu'ils en ont fait un nouveau. Nous allons rapporter les cinq Articles qu'il contient.

A R T. I<sup>er</sup>.

» Après les frais ordinaires & extraordinaires prélevés sur le produit des représentations , chacun des Comédiens & des Comédiennes sera tenu , conformément au traité du 27 Octobre 1719 , enregistré au Parlement , de laisser le quart de sa part ou portion de part , selon qu'il lui appartient , pour parfaire son fonds de 8000 liv. , lequel quart demeurera ès mains du Caissier , pour être employé à payer les dettes générales sur le mandement de ceux desdits Comédiens qui seront chargés par Délibération d'arrêter les dettes générales.

## A R T. I I.

» Le surplus de ladite part ou portion de part , ledit quart déduit , chacun des Comédiens & des Comédiennes sera tenu en outre de laisser entre les mains du Caissier le quart du montant des trois autres quarts , pour être employé au paiement des Créanciers personnels de ceux sur lesquels il y aura des saisies ; & le surplus desdits trois quarts sera touché par chacun desdits Comédiens pour leur subsistance & leur entretien.

## A R T. I I I.

» Aucun des Comédiens ou des Comédiennes ne pourra faire des transports au-dessus du quart ci-dessus destiné pour leurs Créanciers personnels ; & s'il en étoit fait aucuns , les Cessionnaires ne pourront toucher , que par contribution avec les Créanciers saisissans , la somme à laquelle se montera ledit quart.

## A R T. I V.

» Quand il y aura des saisies faites sur aucuns

desdits Comédiens, le Caissier sera tenu de les enregistrer sur un registre particulier, avec la date de l'exploit, le nom & l'élection du domicile du Saisissant, le nom du Comédien sur qui elle aura été faite, & la cause de la saisie, si elle est exprimée; & de délivrer aux Comédiens un extrait en pareille forme de toutes les saisies qui se trouveront faites lors & au temps de la dernière représentation qui se donne dans le Carême.

## A R T. V.

» Comme les assignations & autres procédures qui se font par les Créanciers saisissants, tant contre le Caissier pour affirmer, que contre le Comédien débiteur, consommeroient la plus grande partie du quart ci-dessus restant pour le paiement de ses dettes, & ce au détriment du Créancier & du Débiteur, il a été convenu qu'il ne pourra être fait aucun frais sur lesdites saisies, & qu'à la fin de chaque année, à la dernière représentation qui se donne au Carême, ledit quart ci-dessus retenu sera contribué ou distribué à l'amiable, & sans frais, entre lesdits Comédiens & les Saisissants, sur

l'extrait desdites faillies délivré par le Caissier ; & sur la simple représentation que lesdits Saissifans feront de leurs titres de créance. A été en outre convenu que si l'un desdits Comédiens ou desd. Comédiennes vient à quitter après quinze ans de service, il lui sera payé, & quoique retiré du Royaume, la somme de 1000 liv. de pension viagere pour ceux qui ont part entiere ou trois quarts de part, & celle de 500 liv. pour ceux qui n'auront que demi-part ou quart de part; laquelle pension sera également accordée à ceux qui, avant lesd. quinze années, se trouveroient hors d'état par leurs infirmités de servir, le tout suivant l'usage qui s'est jusqu'ici pratiqué à l'égard de Louis Riccoboni pere, & de François Malarazzi, dit le Docteur, déclarant lesdits Comédiens n'entendre déroger au surplus au traité de Société, qui sera exécuté selon sa forme & teneur ».

Ce nouvel acte de Société a été homologué par Arrêt du Parlement rendu le 13 Mai 1741, & il a été suivi d'un autre acte de Société, fait le 3 Mars 1742, qui contient également cinq Articles.

A R T. I<sup>er</sup>.

« En expliquant le premier Article de l'acte du 7 Avril 1741 , concernant le paiement général des dettes , il ne pourra être fait par les Créanciers , pour dettes générales de la Société, entre les mains du Caissier , que de simples saisies-arrêts du quart qu'il retient à chacun des Comédiens de sa part ou portion de part , selon qu'il lui en appartient sur le produit des représentations , les frais ordinaires & extraordinaires prélevés , sans par lesdits Créanciers pouvoir donner aucunes assignations ni faire aucuns autres frais.

## A R T. I I.

Chacun desdits Créanciers saisissans ou non saisissans , sera tenu de faire visiter ses titres de créance & son exploit de saisie par ceux des Comédiens chargés par Délibération d'arrêter les dettes générales de la Société , dont le Caissier tiendra un registre particulier , sur lequel il inscrira leurs noms , demeures , la date des exploits de saisie , l'élection de domicile , la nature & le montant des créances.

## A R T. I I I.

» Sur les mandemens de ceux des Comédiens chargés d'arrêter les dettes générales, ainsi qu'il sera ci-après dit, ledit quart de part ou de portion de part retenu par le Caissier sera par lui distribué tous les six mois régulièrement entre tous les Créanciers, dont les titres & saisies, s'il y en a, auront été visés sur & tant moins, & jusqu'à concurrence de leur dû.

## A R T. I V.

» A compter du lendemain de la Quasimodo prochain, & à l'avenir, il sera fait, de six mois en six mois, par le Caissier deux états qui seront visés par ceux des Comédiens chargés d'arrêter les dettes générales; l'un du montant des créances & exploits de saisies, & l'autre du produit, mois par mois, dudit quart, réparti comme dit est, entre les Créanciers seulement, compris audit premier état, au marc la livre, au prorata de leur créance, & en déduction d'icelle, sur le mandement qui en sera donné audit Caissier, au pied dudit état, par ceux desdits Comédiens qui l'auront visé.

## A R T. V.

» A l'égard de ceux desdits Créanciers qui ne seront pas venus assez à temps pendant le courant desdits six mois , pour faire viser leurs titres de créances & exploits de saisie , & être mis sur ledit état de distribution , ils seront renvoyés au suivant.

Ce contrat a été homologué par Arrêt du Parlement , rendu le 19 Mars 1742.

A cette époque , il s'éleva une contestation entre les Créanciers personnels d'un Acteur de la Comédie Italienne & leur Débiteur. Ces Créanciers refusoient de se soumettre à l'exécution des actes de 1741 & 1742. La Société des Comédiens intervint , & réclama l'autorité des Arrêts qui avoient homologué ses Délibérations ; la réclamation fut accueillie par plusieurs Arrêts du Parlement des 9 Août , 6 & 7 Septembre , & 17 Octobre 1742 , & par ces Arrêts il fut ordonné que les Actes de 1741 & de 1742 seroient exécutés selon leur forme & teneur.

Ainsi d'après ces Arrêts , c'est un principe consacré par la Jurisprudence , que tous les Créanciers tant personnels des Acteurs de la

Comédie Italienne que de la Société entière , doivent se conformer , pour obtenir leur paiement , à la forme prescrite par les contrats de Société que les Comédiens ont faits entr'eux , & qui ont été homologués par le Parlement.

Les Comédiens Italiens ont fait un dernier acte de Société le 29 Avril 1754 , par lequel ils ont arrêté , 1°. que le fonds de chaque Acteur ou chaque Actrice seroit à l'avenir de 15000 liv. ; 2°. que le Caissier seroit autorisé à retenir cette somme sur la part des Acteurs ; 3°. qu'il seroit tenu de payer cette somme à ceux qui se retireroient , ou à leurs héritiers en cas de décès ; 4°. que l'Acteur ou l'Actrice reçu à demi part paieroit la moitié de cette somme , & à proportion ; 5°. que l'Acteur qui n'auroit pas cette somme , seroit tenu de l'emprunter sous le cautionnement de la Société , & de la remettre dans la caisse ; enfin , que pour payer les intérêts & le capital de cette somme , la forme prescrite par les précédens Traités seroit exécutée.

Cet acte a pareillement été homologué par Arrêt du Parlement du 19 Février 1756.

Tels sont les différens Traités qui fixent les droits des Comédiens entr'eux & leurs Créanciers.



Il nous reste maintenant à parler de l'administration & de la Police intérieure de ce Théâtre. Elle est soumise , comme celle du Théâtre François , à l'autorité d'une Commission du Conseil , qui est composée de MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi.

Les Réglemens intérieurs des Comédiens Italiens contiennent , à peu de chose près , les mêmes dispositions que ceux des François , quant à la Police du Spectacle. Le Répertoire , les Semainiers, les Débutans, sont soumis presque aux mêmes regles. La différence la plus essentielle porte sur les droits des Auteurs. Ils ont été récemment fixés par un Règlement que MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre ont donné à ce Spectacle au mois d'Avril 1774. Nous allons rapporter le Précis des dispositions de ce Règlement , qui concernent les Auteurs & les Pièces nouvelles.

§. I<sup>er</sup>.

LECTURE ET RÉCEPTION

DES PIÈCES NOUVELLES.

Avant de lire une Pièce nouvelle à l'Assemblée , il faut qu'elle ait été communiquée au

présentation , sinon pour des causes graves ; dont MM. les Gentilshommes de la Chambre se font réservé la connoissance.

## S. I I.

## DROITS DES AUTEURS

*Dans le produit des Représentations de leurs Pieces.*

Les Auteurs d'une Piece *en trois Actes & plus* ont un neuvieme ; ceux d'une Piece *en deux Actes* un douzieme , & ceux d'une Piece *en un Acte* un dix-huitieme.

La moitié de chacune de ces parts appartient à l'Auteur des paroles , l'autre moitié à l'Auteur de la musique. Le produit des Loges louées à l'année n'entre point dans la recette sur laquelle on prend la part des Auteurs. Il n'y a que la recette qui se fait à la porte. Le produit des Loges louées par Représentation entre dans la recette journaliere , & il est soumis au droit des Auteurs.

Avant de régler les parts des Auteurs , on préleve sur la recette la taxe pour les pauvres , & 350 liv. pour les frais journaliers.

Les

Les Auteurs n'ont point de part lorsque la recette est au-dessous de 600 liv. l'été, & de 1000 liv. l'hiver.

Les Italiens comptent l'été depuis le 15 Mai jusqu'au 25 Novembre, & l'hiver depuis le 25 Novembre jusqu'au 15 Mai.

Les Auteurs ont part dans toutes les Représentations dont le produit excède les sommes fixées ci-dessus. Ces Représentations s'appellent *Représentations utiles* ; & les autres, *Représentations nulles*. Lorsqu'une Piece a été jouée trois fois, il n'est plus libre à l'Auteur de la retirer. Les Comédiens en acquièrent à cette époque la *propriété usuelle*, & ils peuvent l'employer sur leur Répertoire, comme ils jugent à propos.

Les Comédiens n'ont cependant pas le droit d'interrompre les Représentations d'une Piece dans sa nouveauté, lorsqu'elle est suivie, sans le consentement des Auteurs ; mais ils peuvent la retirer, lorsqu'elle ne produit pas la recette qu'ils ont droit d'espérer, suivant la saison où ils la donnent.

Il est également défendu aux Comédiens de doubler les rôles d'une Piece dans sa nouveauté, sans le consentement des Auteurs.

Lors des reprises, si quelqu'Acteur a des rai-

sons pour se dispenser de jouer , le Comité doit veiller à ce qu'on n'emploie point plusieurs *doubles* à la fois, & sur-tout à ce que les premiers rôles ne soient pas *doublés* les grands jours de Spectacle, sans une extrême nécessité.

Les Auteurs conservent , pendant toute leur vie, leur droit de part dans les *Représentations utiles* de leurs Pièces, quoique les Représentations en soient interrompues ; mais ils n'ont rien à prétendre sur toutes les *Représentations nulles*.

Le droit des Auteurs demeure supprimé à leur mort, quand leurs Pièces n'auroient point éprouvé de *Représentations nulles* ; cependant on excepte de cette règle les Pièces qui n'ont pas eu cinquante *Représentations utiles*. Ce nombre une fois rempli , les droits de leurs héritiers sont anéantis.

Les dispositions dont nous venons de rendre compte ne sont exécutées que pour les Pièces données depuis le dernier Règlement. Quant à celles qui ont une date antérieure , la propriété en appartient aux Comédiens, si elles ont éprouvé le nombre des Représentations nulles qui a été suivi jusqu'au changement fait par le nouveau Règlement.

Les Auteurs ont le droit de donner des

billets les jours de Représentations de leurs Pièces, savoir deux à l'Amphithéâtre, le même nombre aux troisièmes Loges, soit qu'ils aient donné une grande ou une petite Pièce. Ils ont en outre le droit de donner vingt billets de Parterre aux trois premières Représentations. S'ils en prennent davantage, ils sont obligés d'en tenir compte.

#### DROITS D'ENTRÉE DES AUTEURS.

Les Auteurs d'une Pièce en trois Actes ont leurs entrées pendant trois ans; ceux d'une Pièce en deux & en un Acte pendant un an seulement.

Le droit d'entrée n'est acquis aux Auteurs que du jour où la musique a été reçue avec les paroles.

Les Auteurs jouissent de leur droit d'entrée dans toute la Salle, excepté dans les premières Loges qui ne sont pas sur l'Amphithéâtre, les secondes Loges, les Troisièmes & le Parterre; mais ils ne peuvent faire garder leurs Places.

Il est défendu aux Comédiens de mettre au-

## 212 COMÉDIE ITALIENNE.

aucun obstacle à l'exercice du droit d'entrée accordé aux Auteurs , excepté dans le cas où il seroit prouvé qu'ils ont troublé le Spectacle par des cabales ou des critiques injurieuses. MM. les premiers Gentilshommes de la Chambre du Roi ont ordonné aux Comédiens de leur rapporter des preuves des faits imputés aux Auteurs, avant de les priver de leurs entrées.

Les autres dispositions du dernier Règlement des Comédiens Italiens étant conformes à celles des Réglemens des François , nous n'en rendrons point compte. On peut voir ce que nous avons dit sur les Semainiers, le Comité, &c. de la Comédie Française.



## CHAPITRE TROISIEME.

### O P É R A.

**L**es Italiens sont les inventeurs de l'Opéra. Le Cardinal Mazarin tenta en 1645 d'introduire ce Spectacle en France; il fit représenter au petit-Bourbon, devant le Roi & la Reine Mere, une Piece Italienne intitulée : *la Festa Théatrale de la Finta Pazza*. En 1647, il fit venir des Acteurs d'Italie, qui donnerent une autre Piece Italienne en Musique & en trois Actes, intitulée *Orfeo & Euridice*. Ce Spectacle ne surprit pas moins par sa nouveauté que par la beauté des voix, la variété des concerts, les changemens merveilleux des décorations, le jeu surprenant des machines & la magnificence des habits.

Le succès d'*Orphée & Euridice* fit desirer que l'on travaillât à des Opéra François, mais on manquoit de bons Musiciens & de belles voix; on croyoit d'ailleurs que les paroles Françaises n'étoient point susceptibles des mêmes mouve-

mens & des mêmes ornemens que les paroles Italiennes.

Cependant Pierre Perrin , successeur de Voiture dans la charge d'Introduiteur des Ambassadeurs auprès de Gaston , Duc d'Orléans , frere de Louis XIII , entreprit de surmonter tous les obstacles , & hazarda le premier des paroles Françoises ; elles étoient à la vérité fort mauvaises , mais elles réussirent , étant soutenues par la musique de Cambert , Intendant de la Musique de la Reine. Cette Pièce qui étoit une Pastorale en cinq Actes , fut représentée en 1659 à Issy , pour éviter la foule que cette nouveauté auroit attirée dans Paris.

Quoique cette Pastorale fût sans machines & sans danse ( 1 ) , elle fut si universellement

( 1 ) « La conduite des Ballets ( dit le P. Ménétrier )  
 » n'étoit gueres connue en France sur la fin du seizieme  
 » siecle & vers le commencement du dix-septieme. Il y  
 » avoit peu d'esprit en la plupart de ceux qui s'y dan-  
 » soient , & l'on ne prenoit souvent que des sujets ridi-  
 » cules , comme les *quolibets* , les *landis* , &c. N'ou-  
 » blions pas que c'est à ces amusemens comiques que  
 » nous devons le courage d'avoir porté sur la Scene nos  
 » travers , nos ridicules ou nos défauts de bienfiance , à



applaudie , que le Cardinal Mazarin en fit donner plusieurs représentations à Vincennes

---

» la place des ennuyeux romans qui faisoient le fonds de  
» nos anciennes Comédies , & que de ce côté là les Bal-  
» lets plaisans font partie de l'histoire de notre Théâtre.  
» Astidamas , célèbre Poète tragique ( dit le même  
» Auteur ) , & dont nos Nomenclatures ne font pas men-  
» tion , vouloit que l'inventeur des Ballets s'attachât sur-  
» tout à une agréable variété , & qu'il ne retombât pas  
» toujours dans les mêmes entrées , comme font ceux  
» qui introduisent dans tous les Ballets des Forgerons ,  
» des Ivrognes , des Lutteurs , semblables au Peintre d'Ho-  
» race qui peignoit par-tout des cyprés , parce qu'il n'a-  
» voit jamais étudié d'autres arbres ».

A l'égard de l'origine des Pantomimes , voici celle que leur donne l'Auteur des Ballets anciens & modernes. Eriphanis ( dit-il ) , une faiseuse de vers , aimant passionnément un Chasseur nommé Menalque qui la méprisoit , composa une chanson dans laquelle elle se plaignoit aux arbres , aux rochers & aux forêts de la dureté du Chasseur ; on chanta depuis cette chanson devenue fameuse dans toute la Grece , & en la chantant , on exprimoit la passion & le désespoir d'Eriphanis par des mouvemens qui tenoient beaucoup de la danse. Au pays des Héracliens , ajoute-t-il , un certain Borçus , fils d'un homme riche & puissant , étant bien fait de sa personne , alla chercher de l'eau pour désaltérer les moissonneurs de son pere , & disparut soudain , sans qu'on sût ce qu'il étoit

devant le Roi & toute la Cour. Le Poète & la Musicien furent comblés de louanges ; ce succès engagea Perrin à composer *Ariane*, & ensuite *Adonis* dans le genre tragique.

Aux noces du Roi, le Cardinal fit jouer une Piece Italienne sous le titre d'*Ercole amant* ; mais on avoit pris goût aux paroles Françaises, & cet Opéra Italien fut peu suivi.

devenu. Ses compatriotes composèrent à ce sujet une chanson lamentable, & on trouve dans Athénée qu'elle se chantoit avec des gestes & des mouvemens de compassion & de pitié.

L'historien Eunapius donne une autre origine à la danse pantomime : il croit qu'Hieron, Roi de Syracuse & de Sicile, dans la LXXV<sup>e</sup> Olympiade, fit naître dans l'Italie ce genre expressif de danses, parce que ce Prince soupçonneux ayant défendu aux Siciliens de se parler, de crainte qu'ils ne conspirassent contre lui, les accoutuma insensiblement à se faire entendre par des gestes, les uns aux autres, ce qu'il ne leur étoit pas permis de se dire : c'est delà (dit-on) que les Siciliens passent pour les meilleurs Pantomimes de l'Italie. Le même historien Eunapius dit à cet égard que l'ame dançoit dans les yeux, parce qu'ils exprimoient toutes les passions. Mais personne n'a donné de la pantomime une définition plus complète que Sidonius Apollinaris, lorsqu'il dit, *clausis faucibus, & loquente gestu, nutu, creture, genu, manu, rotatu, tota in schemate, vel semel latebit*.

Dans ce temps-là le Marquis de Sourdeac fit connoître son génie pour les machines par celles de la Toison d'or. Cette Piece fut d'abord représentée dans son château de Neubourg en Normandie , en 1660 ; ensuite il l'abandonna aux Comédiens du Marais. Le Roi & toute la Cour vinrent la voir , & en furent très-satisfaits. Perrin faisoit faire alors les répétitions de son Ariane , & il alloit la donner au Public , lorsque la mort du Cardinal Mazarin vint suspendre les progrès de l'Opéra naissant.

Huit ans après, Perrin qui n'avoit point abandonné son entreprise , obtint des Lettres-patentes , « portant permission d'établir dans la » ville de Paris , & autres du Royaume , des » Académies de Musique , pour chanter en » public des Pieces de Théâtre , comme il se » pratique en Italie , en Allemagne & en Angleterre , pendant l'espace de douze années , » avec liberté de prendre du Public telles sommes qu'il aviseroit , & dépenses à toutes personnes de faire chanter de pareils Opéra ou » Représentations en Musique & en Vers François sans son consentement ».

Par ces Lettres datées du 28 Juin 1669 , il est dit que ces Opéra & représentations étant

» des Ouvrages de Musique totalement diffé-  
» rens des Comédies récitées, le Roi les érige.  
» sur le pied des Académies d'Italie ; que les  
» Gentilshommes & Demoiselles pourront chan-  
» ter audit Opéra, sans que pour ce ils déro-  
» gent au titre de noblesse ni à leurs privilèges,  
» charges, droits, immunités, &c. » Un pareil  
établissement entraînant une dépense excessive,  
& l'Abbé Perrin n'y pouvant fournir seul, il  
s'associa pour la Musique avec Cambert, avec  
le Marquis de Sourdeac pour les Machines, &  
pour fournir aux frais nécessaires, avec le sieur  
Champeron. Aussi-tôt que cette Société fut faite,  
ces trois Associés firent venir de toutes les  
Cathédrales où il y avoit des Musiques fondées,  
les plus célèbres Musiciens. On commença les  
répétitions dans la grande Salle de l'Hôtel de  
Nevers, où étoit auparavant la Bibliothèque  
du Cardinal Mazarin. Après ces préparatifs,  
ils firent dresser un Théâtre dans le Jeu de  
Paume de la rue Mazarine, vis-à-vis la rue  
Guénégaud ; & ils y firent représenter, au mois  
de Mars 1671, l'Opéra de Pomone dont les  
paroles étoient de Perrin, & la musique de  
Cambert. Quoique le Poëme fût au-dessous du  
médiocre, la Piece fut si suivie pendant huit

mois entiers, que Perrin en retira pour sa part plus de 30000 l. Le Marquis de Sourdeac, sous prétexte des avances qu'il avoit faites au Poëte pour payer ses dettes, s'empara du Théâtre; & pour l'éloigner, il eut recours à Gilbert, Secrétaire des Commandemens de la Reine de Suede & son Résident en France, qui compola une Pastorale intitulée, *Les Peines & les Plaisirs de l'Amour*; Cambert en fit la Musique, & elle fut représentée en 1672. M. de Saint-Evremont dit que « dans cet Opéra les instrumens parurent mieux formés pour l'exécution; que le » Prologue en étoit beau; qu'enfin le tombeau » de Climene fut admiré ». Cet Opéra fut le dernier de Cambert; car il passa en Angleterre, où il mourut Surintendant de la Musique de Charles II. Son départ eut pour cause les changemens occasionnés par les divisions des Entrepreneurs de ce Spectacle; le célèbre Musicien Lully fut en profiter, puisqu'il obtint pour une foible somme d'argent la cession du Privilege de Perrin.

A cette époque, de nouvelles Lettres-patentes donnerent à Lully permission de tenir une Académie Royale de Musique. Elles confirmerent tous les privileges accordés par celles

dont nous avons rapporté l'extrait. Pour éviter toute difficulté avec les anciens Entrepreneurs, Lully fit construire un nouveau Théâtre près le Palais Royal, appelé le Luxembourg, rue de Vaugirard. Le 11 Novembre de la même année, il fit un traité avec Vigarani, Machiniste du Roi, qu'il associa pour dix ans, & auquel il accorda untiers dans les profits. Le 15 du même mois, les nouveaux Associés donnerent au Public *les Fêtes de l'Amour, & de Bacchus*, Pastorale composée de différens Ballets dont les paroles étoient de Quinault & la musique de Lully. Peu de temps après, ils donnerent l'Opéra de *Cadmus*. Moliere étant mort pendant les représentations de cet Opéra, le Roi donna à Lully la Salle du Palais Royal, où, depuis le mois de Juillet, tous les Opéra ont été représentés jusqu'à ce jour.

C'est à Lully qu'on est redevable de la perfection de l'Opéra en France; ses Contemporains même lui ont rendu cette justice. Il n'en fut pas de même du Poëte qu'il s'étoit associé. Les Satyres de Boileau ont empêché long-temps de sentir tout le mérite de Quinault, qu'on n'a point remplacé jusqu'ici; en effet ses Poëmes sont encore ce que nous avons de meil-

leur dans ce genre. Aussi Lully qui connoissoit le génie de Quinault laissa fronder les Critiques, & continua de profiter des talens inimitables de ce Poète, pour faire valoir ses compositions.

Après la mort de Lully, arrivée le 22 Mars 1687, son Gendre, M. de Francine, Maître d'Hôtel du Roi, obtint, par un Brevet du 27 Juin de la même année, la Direction de l'Opéra, d'abord pour trois ans, ensuite pour dix autres années qui ont été prolongées par différens arrangemens.

C'est sous la Régie de M. de Francine qu'il faut placer l'établissement du Bal public & celui du Concert Spirituel. Nous parlerons dans la suite du Bal de l'Opéra. Quant au Concert Spirituel, le privilege en fut accordé au mois de Mars 1725, au sieur Philidor, ordinaire de la Musique de la Chapelle du Roi, à la charge que ce Concert seroit toujours dépendant de l'Académie Royale de Musique, & qu'il lui paieroit une rétribution de 6000 liv. par an.

C'est encore sous la même Régie que, pour remédier aux abus qui s'étoient introduits à l'Opéra depuis la mort de Lully, on donna les Réglemens de 1713 & 1714 que nous rapporterons à la suite de cette narration.

En 1728 , M. de Francine ayant demandé sa retraite , M. des Touches , depuis long-temps Inspecteur-Général de l'Académie Royale de Musique , fut nommé pour le remplacer. Ce dernier quitta en 1731 cette Régie en faveur des sieurs Lebœuf , Lecomte & autres Associés.

En 1733 , le Roi , par un Arrêt de son Conseil , révoqua le privilege accordé à ces derniers ; & par des Lettres-patentes de la même année , le rétablit en faveur de Louis-Armand-Eugene de Thuret , ci-devant Capitaine au Régiment de Picardie , pour en jouir lui ou ses Cessionnaires l'espace de vingt-neuf ans.

Après la retraite de M. de Thuret , MM. Berger , Tréfontaine & Saint-Germain furent successivement chargés de la Régie de l'Opéra jusqu'en 1749. A cette époque , le Roi , par un Arrêt de son Conseil , donna à la Ville de Paris la Direction de l'Académie Royale de Musique , sous les ordres de M. le Comte d'Argenson , Ministre & Secrétaire d'Etat , ayant le Département de la Maison.

Tel est l'Histoire de l'établissement de l'Opéra en France. Nous allons maintenant rapporter les principaux Réglemens qui concernent ce Spectacle ; nous commencerons par celui de 1713.



## R É G L E M E N T

C O N C E R N A N T L' O P É R A ,

*Donné à Versailles le 11 Janvier 1713.*

De par le Roi.

Sa Majesté étant informée que, depuis le décès du feu sieur Lully, on s'est relâché insensiblement de la regle & du bon ordre dans l'intérieur de l'Académie Royale de Musique, quelques soins que les Donataires aient pris pour l'empêcher; & que par la confusion qui s'y est introduite, lad. Académie s'est trouvée surchargée de dettes considérables, & le Public exposé à la privation d'un Spectacle qui depuis longtemps lui est également agréable; & Sa Majesté voulant dans la suite prévenir de pareils inconvéniens, Elle a résolu le présent Règlement.

A R T. I<sup>er</sup>.

Le sieur de Francine, Donataire du Privilege de ladite Académie & Directeur, aura soin de choisir les meilleurs Sujets qu'il pourra

trouvera , tant pour la voix que pour la danse & pour les instrumens ; aucun desdits Sujets ne sera reçu sans l'approbation du sieur des Touches , Inspecteur-Général.

## A R T. I I.

» Pour parvenir à élever des Sujets propres à remplir ceux qui manqueront , il sera établi une Ecole de Musique , une de Danse & une d'Instrumens ; & ceux qui y auront été admis y seront enseignés gratuitement.

## A R T. I I I.

» Tous gens employés au service du Spectacle se trouveront , tant pour les Représentations que pour les Répétitions , aux lieux & heures marqués par le Directeur , à peine de 3 liv. d'amende ; & sera ladite amende , ainsi que toutes les autres ordonnées par le présent Règlement , applicable à l'Hôpital-Général.

## A R T. I V.

» Tous Acteurs & toutes Actrices de Musique & de Danse seront tenus d'accepter & d'exécuter

cuter les rôles ou entrées qui leur seront donnés , soit pour exécuter en premier , ou pour doubler lefdits rôles ou entrées , à peine d'être privés d'un mois de leurs appointemens , & d'être congédiés en cas de récidive.

## A R T. V.

» S'il arrive qu'aucun des Auteurs ou qu'aucune des Actrices de Musique , de Danse ou des Symphonistes de l'Orchestre trouble par quelque rumeur le bon ordre nécessaire pour le service du Spectacle , il sera imposé à une amende de 6 liv. pour la première fois , & en cas de récidive , congédié sur le champ.

## A R T. V I.

» Ne pourront lefdits gens employés au service de ladite Académie s'absenter sans la permission du Directeur , sous peine de 6 liv. d'amende ; & en cas de maladie , seront obligés d'en avertir assez à temps pour qu'ils puissent être remplacés , en sorte que le service n'en souffre point.

## A R T. V I I.

» Ne pourront pareillement lesdits gens employés se retirer ni prendre congé absolu, qu'en le demandant trois mois d'avance, à peine de punition, suivant l'exigence du cas.

## A R T. V I I I.

» Le nombre des Acteurs ou des Actrices de Musique & de Danse, d'hommes & filles des Chœurs & des Symphonistes, devant subsister suivant l'état arrêté dans le premier Règlement, l'Inspecteur-Général tiendra la main à ce que les places qui vaqueront soient nécessairement remplies par de bons Sujets.

## A R T. I X.

» Les appointemens desdits Acteurs & desd. Actrices de Musique & de Danse, d'hommes & filles des Chœurs & des Musiciens de l'Orchestre, seront & demeureront fixés suivant l'état arrêté dans le présent Règlement, & ne pourra ledit état être augmenté ni diminué.

## A R T. X.

» Conformément audit état , en sera dressé un où les noms desdits Auteurs & desdites Actrices de Musique , de Danse , d'hommes & filles des Chœurs , de Symphonistes de l'Orchestre , seront inscrits , avec attribution des appointemens qui devront être payés à chacun suivant l'ordre prescrit par le premier Règlement ; & lorsqu'on sera obligé de remplir quelqu'un des Sujets inscrits audit état , le nom du Sujet par qui il aura été remplacé sera substitué dans led. état , émarginé par le Directeur & par les Syndics , & visé par l'Inspecteur-Général.

## A R T. X I.

» Tous les Auteurs & toutes les Actrices de Musique & de Danse , hommes & filles des Chœurs & Symphonistes de l'Orchestre , seront payés , au dernier jour de chaque mois , du total de leurs appointemens pendant ledit mois , suivant ledit état ; & les gens de service pour les machines & décorations , du total de ce qui leur sera dû à la fin de chaque semaine , sans

que lesdits paiemens puissent être différés, sous quelque prétexte que ce soit, si ce n'est qu'aucun des employés audit état fût tombé dans le cas des amendes ordonnées par le présent Règlement, le montant desquelles sera déduit sur leurs appointemens. L'Inspecteur-Général tiendra pareillement la main à l'exécution du présent Article, dont il rendra compte à la fin de chaque mois par son état desdits paiemens, signés des Directeurs & Syndics & visés de lui, & par autre état de fonds restants en caisse, pareillement signé & visé.

## A R T. X I I.

Sera fait un fonds de 15000 liv. pour être distribué par forme de gratification aux Acteurs & Actrices de Musique & de Danse, aux hommes & filles des Chœurs, aux Symphonistes de l'Orchestre, qui le mériteront le mieux par leur capacité & par leurs services. L'état desdites gratifications sera dressé & arrêté en la même forme que celui des appointemens, & ne pourra y être fait aucun changement, augmentation ni diminution, sans qu'au préalable l'Inspecteur-Général en ait rendu compte.

## A R T. X I I I.

» Sera aussi fait un fonds de 10000 livres , y compris celui dont l'Opéra se trouve déjà chargé par Lettres-Patentes du . . . . . pour les pensions des Acteurs ou des Actrices , & autres gens de Musique & de Danse , Symphonistes de l'Orchestre , &c. qui , après avoir servi pendant quinze ans , seront par leur âge & leurs infirmités hors d'état de continuer leurs services. Lesdites pensions seront réglées , savoir à ceux ou à celles qui ont 1500 liv. d'appointement à 1000 liv. , & ceux ou celles dont les appointemens seront de 1200 liv. ou au-dessous , à la moitié de leursdits appointemens , sans que ledit fonds de 10000 liv. puisse être augmenté , en sorte que se trouvant rempli , & arrivant que quelqu'Acteur ou quelqu'Actrice , gens de Musique & de Danse tombe dans le cas de la pension , il ne pourra l'obtenir que quand il vaquera une desdites pensions , lesquelles ne pourront être données , sans qu'au préalable l'Inspecteur-Général en ait rendu compte ; & lorsque le fonds de 10000 liv. qui y doit être employé ne se trou-

vera point rempli, soit par la mort des Pensionnaires, ou par défaut de ceux qui ont droit d'y prétendre, l'excédant sera en revenant bon à la caisse générale.

## A R T. X I V.

» En cas qu'il arrive cessation de Spectacle par ordre supérieur, les Acteurs & les Actrices & autres gens du service de l'Opéra ne seront payés que de la moitié de leurs appointemens & gratifications, pendant tout le temps de lad. cessation.

## A R T. X V.

» Les Auteurs des Pièces de Théâtre, tant pour les vers que pour la musique, seront payés sur le produit des représentations de leurs Pièces; savoir, le Poëte à raison de 100 liv. par chacune des dix premières Représentations, & le Musicien pareillement; à raison de 50 liv. pour le Musicien & pour le Poëte, par chacune des vingt Représentations suivantes, pourvu que lesdites Pièces soient jouées sans interruption; en sorte que si par dégoût du Public elles ne peuvent aller à la dixième ou à la vingtième Représen-



sensation, les Auteurs des vers & de musique desdites Pièces ne pourront prétendre aucun paiement pardelà leur cessation : au surplus, à quelque nombre de Représentations qu'elles puissent aller, elles appartiendront à l'Académie, & seront représentées, sans qu'ils puissent y rien prétendre, tant qu'il conviendra.

## A R T. X V I.

» Lesdits Auteurs auront entrée sur le Théâtre pendant les Représentations de leurs Pièces, seulement, pour être à portée de veiller à leur exécution, sans qu'ils puissent sous ce prétexte y avoir entrée en d'autres temps.

## A R T. X V I I.

» Aucune nouvelle Pièce ne sera reçue ni représentée, qu'elle n'ait été préalablement vue & approuvée de ceux qui seront chargés de cet examen, & on ne pourra pareillement mettre aucune Pièce en état d'être représentée de nouveau, sans qu'au préalable l'Inspecteur-Général en ait rendu compte.

## A R T. X V I I I.

» L'Inspecteur-Général tiendra exactement la main à ce qu'en exécution des défenses faites, aucun n'ait entrée sur le Théâtre que ceux qui y sont absolument nécessaires pour le service du Spectacle ; qu'aucun Acteur ou aucune Actrice de Musique ou de Danse ne demeure sur le Théâtre qu'avec les habits de Théâtre, & seulement quand il faudra être à portée de paroître sur la Scène ; qu'aucuns desdits Acteurs n'entrent dans les Loges des Actrices, & pareillement aucune Actrice dans celles des Acteurs, ni dans l'Orchestre, & en général à ce que la Police & le bon ordre soient régulièrement observés.



## R É G L E M E N T

A U S U J E T D E L' O P É R A ,

*Donné à Marly le 19 Novembre 1714.*

« Le Roi , par Arrêt cejourd'hui rendu en son Conseil , ayant terminé les contestations qui s'étoient formées entre les Propriétaires du privilege de l'Académie royale de Musique , & les Cessionnaires dudit privilege , & jugeant nécessaire , à cette occasion , de faire quelques changemens & additions aux regles prescrites pour la régie & police intérieure de ladite Académie par le Règlement de 1713 , Sa Majesté a révoqué ledit Règlement , & a ordonné ce qui s'ensuit.

A R T. I<sup>er</sup>.

Les Syndics des Créanciers Cessionnaires du privilege de l'Opéra s'assembleront incessamment , pour choisir & nommer par délibération un d'entr'eux , dont l'un soit & demeure seul chargé du soin de veiller & agir pendant les répétitions & représentations ; en sorte que les Acteurs & les Actrices , Commis & Ouvriers de la Salle d'Opéra n'aient à répondre

qu'à lui ; l'autre , pour avoir soin du Magasin ; de la Caisse , & de tout ce qui en dépend ; & faite par lesdits Syndics de procéder incessamment à ladite nomination , il y sera pourvu d'office.

## A R T. I I.

» Les fonctions des autres Syndics seront & demeureront restreintes au soin d'entendre à la fin de chaque mois le compte que les deux Syndics , chargés de la régie du Théâtre , & de la Caisse & du Magasin , seront tenus de rendre de leur administration.

## A R T. I I I.

» Pourront néanmoins lesdits autres Syndics , ainsi que le sieur des Touches , Inspecteur général , assister au compte particulier du produit de chaque Représentation ; & en cas de maladie ou d'affaires imprévues de l'un ou des deux Syndics en fonction , ils seront remplacés par ceux des autres Syndics , à qui ils auront soin de donner avis.

## A R T. I V.

» Les Acteurs & les Actrices & les gens de

l'Orchestre se conformeront exactement à ce qui leur sera prescrit par ledit Inspecteur & par le Syndic chargé de la régie du Théâtre , qui agira de concert avec lui dans tout ce qui sera de son inspection , dont les fonctions sont ci-après réglées.

## A R T. V.

» L'arrangement des Pièces qui devront être mises au Théâtre sera fait six mois avant la première Représentation de celle par laquelle on devra commencer , en sorte que le plan de l'hiver soit toujours fait dans la semaine de Pâques , & le plan de l'été dans le cours du mois de Novembre ; ce qui sera fait par un arrêté du Syndic chargé de la régie du Théâtre , visé par l'Inspecteur.

## A R T. V I.

• Les Représentations d'hiver commenceront toujours par une nouvelle Tragédie qui sera tenue prête , ainsi que les Habits & Décors , pour le 10 ou 15 d'Octobre , afin de pouvoir être donnée au Public le 24 de ce mois au plus tard.

## A R T. V I I.

» Dès que cette nouvelle Piece cessera de produire suffisamment deux semaines de suite, on y substituera un ancien Opéra du sieur Lully, observant toutesfois de le tenir prêt, s'il est possible, presque en même temps que la premiere Piece dont il aura été précédé.

» Mais s'il arrive que cette premiere Piece puisse être poussée jusqu'au Carême, pour-lors, au lieu de l'Opéra du sieur Lully qu'on ne jouera point, pour ne pas luser inutilement, on donnera la troisieme Piece, dont il sera parlé dans l'Article IX.

## A R T. V I I I.

» A l'égard des Représentations d'été, supposé que la derniere Piece du plan d'hiver ne puisse être conduite au-delà de Pâques, elles commenceront toujours le lendemain de Quasimodo par une Tragédie nouvelle, ou du sieur Lully, qui sera suivie d'un Ballet.

## A R T. I X.

» Outre les quatre Opéra ci-dessus , dont deux pour l'hiver & pour l'été , on conviendra encore d'une troisieme Piece pour chaque saison, en cas que les autres ne puissent pas fournir.

## A R T. X.

» Pour prévenir les inconvéniens où l'on est tombé tant de fois par la chute des Opéra qui étoient actuellement sur le Théâtre , le Syndic chargé de la régie du Théâtre aura soin , dès le jour même de la premiere Représentation de chaque Piece , de faire distribuer les rôles & parties de celle qui devra suivre immédiatement après ; & à cet effet , dès que chaque plan d'hiver & d'été auront été arrêtés , il fera copier incessamment , & sans délai , les rôles des trois Pieces qu'on aura résolu de donner au Public.

## A R T. X I.

Comme on ne sauroit parvenir à donner les Pieces dans le temps requis , si l'on n'est atten-

tif à en accélérer les répétitions , dont la lenteur a toujours retardé jusqu'à présent les premières Représentations , dès que la Piece cessera de réussir , & menacera d'une chute prochaine , on fera la première répétition de la Piece qu'on aura résolu de lui substituer ; les répétitions suivantes en seront faites alors de deux à trois jours l'un sans discontinuation , en sorte que la dernière & la plus complete ne soit éloignée que de quinze jours de la première , ou de moins de temps s'il est possible.

## A R T. X I I.

» Comme on a eu lieu d'observer par de fréquentes expériences , que la mauvaise manœuvre de ceux qui conduisent les répétitions est très-souvent d'un grand préjudice pour le succès des Pieces , celui qui aura fait un Opéra , pourra seul , si bon lui semble , conduire les répétitions & battre la mesure , même dans les Représentations , sans qu'aucun autre puisse s'en mêler que de son consentement.

## A R T. X I I I.

» Les paroles destinées à être mises en mu-



sique seront examinées par gens d'esprit à ce commis , avant que le Musicien puisse commencer d'y travailler.

## A R T. X I V.

» La Piece de poésie ayant été une fois approuvée , elle sera reçue par un arrêté du Syndic chargé de la Régie , & visé par l'Inspecteur. L'Auteur sera tenu de nommer le Compositeur dont il prétendra se servir , sinon il y sera pourvu.

## A R T. X V.

» Lorsque la musique sera achevée , le Compositeur sera tenu de la faire entendre , & de l'exposer entièrement finie , au jugement de gens à ce commis , ainsi qu'il vient d'être prescrit par l'Article XIII , ce qui sera exécuté six mois avant que la même Piece puisse être mise au Théâtre.

## A R T. X V I.

» Les Auteurs d'une Tragédie en cinq Actes, tant pour les vers què pour la musique , seront

payés sur le produit des Représentations de leurs Pièces ; savoir le Poëte à raison de 100 liv. , & le Musicien pareillement à raison de 100 liv. pour chacune des dix premières Représentations, & à raison de 50 liv. par chacune des vingt Représentations suivantes , pourvu néanmoins que lesdites Pièces soient jouées sans interruption ; en sorte que si , par le dégoût du Public , les représentations n'en peuvent être données jusqu'au nombre susdit , lesdits Auteurs ne pourront rien prétendre pardelà leur cessation. Au surplus , lesdites Pièces , à quelque nombre de Représentations qu'elles puissent aller , appartiendront à l'Académie , & seront représentées de nouveau , sans que lesdits Auteurs puissent y rien prétendre.

## A R T. X V I I.

» La même règle aura lieu à l'égard des Ballets ou des Pièces en trois Actes , avec cette différence que ces Auteurs , tant des Pièces que de la musique , ne seront payés qu'à raison de 60 liv. chacun par chacune des dix premières Représentations , & de 30 liv. par chacune des vingt suivantes.

ART.

## A R T. X V I I I.

» Les Acteurs , les Actrices , les Danseurs , les Danseuses & les gens de l'Orchestre ne pourront être reçus à l'Opéra qu'après avoir fait preuve de leur habileté dans quelques représentations , & y avoir mérité les suffrages du Public ; & la réception n'en pourra être faite , ni leur congé absolu leur être donné , que par un arrêté du Syndic chargé de la régie du Théâtre , visé de l'Inspecteur.

## A R T. X I X.

» Nuls Acteurs & nulles Actrices ne seront admis , s'ils ne savent assez de musique pour pouvoir étudier seuls les rôles & parties qui leur seront confiés , à moins que ce ne soit des Sujets de grande espérance ; & en ce cas ils seront obligés , ainsi que ceux qui servent actuellement , d'acquiescer dans un an ce degré de capacité , faute de quoi ils seront renvoyés.

## A R T. XX.

Le nombre des Acteurs & des Actrices, tant de rôles que de Chœurs, des Danseurs, des Danseuses, des gens de l'Orchestre & autres, sera fixé par le nouvel état qui sera dressé expressement, sans qu'on puisse l'augmenter à l'avenir, si ce n'est pour favoriser quelques Sujets d'un rare mérite.

## A R T. XX I.

Tous les Acteurs & toutes les Actrices, à l'exception de ceux ou de celles qui occuperont les huit premiers rôles, seront obligés de servir dans les Chœurs, & d'y chanter, lors même qu'ils seront chargés de quelque petit rôle, après l'exécution duquel ils reprendront leur place ordinaire.

## A R T. XX II.

La distribution des rôles & entrées de danse se fera par un arrêté du Syndic, visé de l'Inspecteur, après avoir pris l'avis du Compo-

siteur. Si c'est un Opéra nouveau , les Acteurs , les Actrices , les Danseurs & les Danseuses seront tenus d'occuper la place qui leur aura été assignée , & d'y faire leurs fonctions ; sans pouvoir s'en dispenser , sous aucun prétexte , à peine d'une amende de 6 liv. pour la première fois , & de privation d'un mois de leurs gages pour la seconde , & d'être congédiés pour la troisième.

## A R T. XXII.

Comme aussi seront obligés de jouer , de danser , chanter avec les habits qui leur seront donnés à cet effet , sans pouvoir en prétendre d'autres.

## A R T. XXIV.

Si quelque Acteur ou quelque Actrice , soit de musique , soit de danse , ou du service de l'Orchestre , trouble par quelque rumeur l'ordre nécessaire pour le service du Spectacle , il sera imposé à une amende de 6 liv. pour la première fois , privé d'un mois de ses gages pour la seconde , & sera congédié pour la troisième.

## A R T. X X V.

Tous les Acteurs & toutes les Actrices, tous les Danseurs & toutes les Danseuses, & tous les gens de l'Orchestre étant aux gages de l'Opéra, ne pourront s'en retirer ni prendre congé absolu, qu'après avoir demandé trois mois d'avance, à peine de punition suivant l'exigence du cas ; & s'il arrive que quelques uns d'eux quittent l'Opéra d'eux-mêmes & par caprice, ils en seront exclus pour toujours, & n'y pourront rentrer, quelque mérite qu'ils aient, & sous quelque prétexte que ce soit.

## A R T. X X V I.

Les emplois de Batteur de mesure & de Maître de musique pour les Acteurs & les Actrices, qui ont été confondus depuis quelque temps, seront distingués & séparés à l'avenir, attendu l'impossibilité de faire remplir par la même personne les fonctions de ces deux différens emplois.

## A R T. X X V I I.

» Celui de Batteur de mesure sera non-seulement tenu de battre la mesure, tant dans les Représentations que dans les Répétitions, mais encore de veiller sur tous les gens de l'Orchestre, de tenir la main à ce qu'ils se rendent aux heures précises pour s'acquitter de leur devoir, & d'empêcher qu'ils ne quittent leur place & leurs instrumens pendant l'Opéra; & il informera, tant le Syndic que l'Inspecteur, des défauts qu'il appercevra, afin qu'il y soit remédié.

## A R T. X X V I I I.

» L'emploi de Maître de musique sera de se trouver trois fois la semaine, au moins tous les matins, à neuf heures précises, au Magasin, où il y aura une Chambre ou Salle destinée, dans laquelle il fera étudier & répéter les rôles aux Actrices qui s'y rendront à cet effet; il sera encore chargé d'y montrer la musique à ceux qui ne la savent pas.

» Dans toutes les Répétitions & Représentations, il sera des premiers à l'Opéra, pour

veiller à ce que toutes les filles des Chœurs s'habillent & se tiennent prêtes pour chanter; il prendra le même soin pendant la Piece, & se tiendra dans une des coulisses, le papier à la main, pour mettre les Chœurs en mouvement, & leur faire observer la mesure, informant pareillement, tant l'Inspecteur que le Syndic, des prévarications qui pourroient se glisser dans tout ce qui sera de son département.

## A R T. X X I X.

» Le Maître de Ballet travaillera, comme de coutume, à la disposition des Danfes & Ballets pour chaque Opéra, & indiquera les Auteurs & les Actrices auxquels il conviendra de distribuer les Danfes, afin de se faire autoriser à cet effet par un arrêté du Syndic, visé de l'Inspecteur; il sera tenu de montrer & faire répéter lesdites Danfes par lui-même, ou par le Maître de Salle sous ses ordres.

» L'un & l'autre assisteront à toutes les Répétitions & Représentations, pour faire exécuter les Danfes dans le goût qu'elles auront été composées, ou pour contenir les Danseurs & les Danseuses dans le devoir; observant tous deux



d'avertir , tant l'Inspecteur que le Syndic , des contraventions , qui pourront survenir à cet égard.

» Les Maîtres des Salles seront obligés de se trouver au moins trois fois la semaine , à neuf heures du matin , dans une Salle du Magasin , pour y enseigner la Danse aux Danseuses & aux Chanteuses qui auront soin de s'y trouver , à quoi le Maître de Ballet tiendra la main , & fera présent le plus souvent qu'il pourra.

## A R T. X X X.

» Tous les Acteurs & toutes les Actrices , tant ceux qui auront des rôles marqués , Doubleurs & Doubleuses , que les gens de l'Orchestre & des Chœurs , Danseurs & Danseuses , se trouveront ponctuellement aux Répétitions , aux lieux & aux heures désignés , sous peine de 6 liv. d'amende pour la première fois , de suppression d'un mois de leurs gages pour la seconde , & d'être congédiés pour la troisième : ne pourront en outre les Chanteurs & les Chanteuses répéter les rôles & parties en lisant sur le papier ; mais seront en état de les chanter par cœur.

## A R T. X X X I.

» Les uns & les autres feront pareillement dans l'obligation , sous les peines portées par le précédent Article , de se trouver avec la même exactitude aux Représentations , sans qu'aucun d'eux puisse s'en absenter , sous quelque prétexte que ce soit , à moins d'en avoir pris une permission par écrit , signée du Syndic & visée de l'Inspecteur ; & en cas de maladie , ils en feront donner promptement avis , afin qu'il soit pourvu à leur rôle.

## A R T. X X X I I.

» Attendu que l'Opéra doit commencer à cinq heures un quart , ceux qui représenteront ou danseront dans le Prologue , ainsi que les Symphonistes , sont tenus de se trouver sur le Théâtre & dans l'Orchestre pour y faire leurs fonctions , à cinq heures précises , immédiatement après le son de la cloche.

## A R T. X X X I I I.

» Tous les autres pareillement qui auront à danser ou à chanter dans le cours de la Piece , seront habillés à la même heure , & en état de paroître sur le Théâtre lorsque leur tour viendra. Nuls d'entr'eux , sous les peines ci-dessus , ne pourront se décharger de leurs rôles & danses , pour les faire exécuter par d'autres , à moins de s'être fait dispenser par permission signée du Syndic & visée de l'Inspecteur.

## A R T. X X X I V.

D'autant que les Représentations ont été quelquefois sur le point de manquer par l'indisposition subite de quelques Acteurs , les Doubleurs & les Doubleuses seront tenus de se trouver à toutes les Représentations de l'année sans distinction , pour y remplir leurs rôles , s'il est besoin.

## A R T. X X X V.

» Il est expressement défendu aux Acteurs

de Musique & de Danse de se tenir sur le Théâtre avec d'autres habits que ceux du Spectacle, & avant que leur tour soit venu, de paroître sur la Scene. Nul d'entr'eux ne s'arrêtera dans les coulisses & n'ira dans l'Orchestre, comme aucun des Acteurs n'entrera dans les Loges des Actrices, ni aucunes des Actrices dans celles des Acteurs, & cela, sous les mêmes peines ci-dessus.

#### A R T. X X X V I.

» Les fonds destinés pour le paiement des gages des Acteurs & des Actrices, Danseurs & Danseuses, Symphonistes, Batteurs de mesure, Maîtres de Ballet & de Salle, Copistes, ainsi que ceux du Dessinateur, des deux Machinistes, du Maître Tailleur, ne pourront excéder la somme de 68000 liv., ainsi qu'il a été réglé.

#### A R T. X X X V I I.

Les gages de tous les gens de Musique, de Danse, de l'Orchestre & autres Sujets, seront réglés par rapport à leur mérite & emploi, conformément à l'état arrêté en 1713, sans pouvoir être augmentés par la suite: les gages

vacans par le changement ou suppression des Acteurs ou des Actrices , ou autres Sujets inutiles , seront appliqués au profit de la caisse , ou employés , tant à acquérir de nouveaux Sujets , que leurs talens distingués feroient recevoir surnumérairement , qu'à gratifier extraordinairement & manuellement ceux que leur application ou leur expérience mettroient en état de servir plus utilement que par le passé ; ce qui se fera par un arrêté du Syndic , visé de l'Inspecteur.

## A R T. X X X V I I I.

» Les gratifications portées par l'état de 1713 & de 1714 subsisteront tant que ceux & celles à qui on les a faites demeureront en place ; mais à mesure que les uns & les autres viendront à quitter ou à être congédiés , elles demeureront éteintes , sans que le Syndic soit obligé d'en disposer en faveur de nouveaux Sujets , de manière que ledit état , arrêté en 1713 & en 1714, puisse être entièrement supprimé par la suite des temps.

## A R T. X X X I X.

» L'état des pensions qui seront payées aux Acteurs, Actrices, Danseurs ou Danseuses & gens de l'Orchestre hors de service, ne pourront monter plus haut qu'à la somme de 10000 liv., y compris les 4150 liv. portées par le traité du 24 Décembre 1713, pour des pensions de même espece, & ne pourra ledit état être augmenté pour quelque cause que ce soit; en sorte que venant une fois à être rempli, ceux qui pourront mériter la pension seront obligés d'attendre qu'il y ait des fonds vacans.

## A R T. X L.

» Nuls Acteurs & nulles Actrices ou autres Sujets, conformément au Règlement de 1713, ne pourront être admis au nombre des Pensionnaires, que lorsqu'après quinze ans de service non interrompus, ils se trouveront hors d'état de les continuer pour raison de vieillesse, d'infirmité ou autres semblables.

## A R T. X L I.

» S'il arrive que quelques Acteurs ou quelques Actrices, ou autres Sujets viennent à être estropiés au service de l'Opéra, ils seront immédiatement reçus à la pension, & seront dispensés de la règle des quinze ans.

## A R T. X L I I.

» Le montant desdites pensions sera fixé, savoir, à 1000 liv. à ceux qui auront 1500 liv. de gages, & pour tous les autres, à la moitié seulement des gages qu'on leur aura payés chaque année le temps de leur service, sans qu'on puisse avoir égard dans cette fixation aux gratifications que les uns ou les autres auroient touchées au-delà de leurs appointemens.

## A R T. X L I I I.

» Le paiement des gages & gratifications des Acteurs & autres Appointés de l'Opéra, se fera régulièrement à la fin de chaque mois au Bureau de l'Académie, dans le Magasin, en présence

du Syndic qui sera chargé de la caisse , pour toucher ce qui leur sera dû ; & le paiement des Ouvriers & gens de service pour les machines & décorations sera fait à la fin de chaque semaine : chacun d'eux sera tenu de s'y trouver aux jours & aux heures indiqués , sans pouvoir exiger que le paiement se fasse ailleurs, & sans que les états puissent être transférés hors du Bureau par le Caissier , qui fera émarger les quittances par ceux qui recevront les sommes à eux assignées , sur lesquelles déduction sera préalablement faite des amendes qu'ils pourroient avoir encourues. A l'égard des pensions , elles seront payées par quartier de trois mois en trois mois , au même lieu & de la même manière.

## A R T. X L I V,

» Lorsque quelque accident inopiné ou ordre supérieur de la Cour obligera de fermer le Théâtre dans les temps destinés aux Représentations , les Acteurs , les Actrices & autres ne pourront prétendre que la moitié de leurs gages qui auront couru pendant le temps de l'interruption.



## A R T. X L V.

» Sous prétexte de se dédommager de semblables pertes, ou d'obtenir de quoi fournir au paiement de leur Capitation, ils ne pourront exiger qu'il leur soit accordé aucune Représentation à leur profit, ainsi qu'on l'a quelquefois pratiqué. Ces concessions extraordinaires dépendront uniquement du Syndic chargé de la régie du Théâtre, qui sera maître de ne les faire que par pure gratification, & lorsqu'il aura lieu d'être content du service desdits Acteurs.

## A R T. X L V I.

» Il sera fait un extrait de ceux des Articles dudit Règlement qui concernent les devoirs & obligations des Acteurs, & il n'en sera reçu aucun à l'avenir, qu'après avoir pris lecture desdits Articles pour s'y conformer.

## A R T. X L V I I.

» L'Inspecteur sera tenu, conformément à l'Arrêt rendu cejourd'hui au Conseil, d'infor-

mer des contraventions qui pourroient être faites au présent Règlement. Fait au Conseil d'Etat du Roi, tenu à Marly, le dix-neuvieme jour de Novembre 1714. *Signé, Louis* ».

Le Roi, par des Lettres-patentes du 8 Janvier 1713, accorda à l'Académie Royale de Musique la permission de donner des Bals publics. Ces Lettres, confirmées en 1715, furent suivies d'un Règlement au sujet de ce nouvel établissement : nous allons le rapporter.



## RÈGLEMENT

## R É G L É M E N T

*Concernant la permission accordée à l'Académie royale de Musique de donner des Bals publics à Paris, le 30 Décembre 1715.*

De par le Roi

» Sa Majesté ayant trouvé bon que l'Académie royale de Musique donnât un Bal public, en conséquence du privilege accordé par Lettres-patentes du 8 Janvier 1713, & confirmées par celles du 2 Décembre 1715, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans, son oncle, Régent du Royaume, a ordonné, & ordonne ce qui ensuit.

A R T. I<sup>er</sup>.

» Aucunes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, même les Officiers de la Maison, ne pourront entrer dans le Bal sans payer, & n'y pourront rentrer après en être sorties, sans payer de nouveau, ainsi que la première fois.

## A R T. I I.

» Fait Sa Majesté très-expresses inhibitions & défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient , d'entrer dans ledit Bal sans être masquées, comme aussi d'y porter des épées & autres armes.

## A R T. I I I.

» Il n'y aura de porte d'entrée audit Bal que celle qui donne sur la place du Palais Royal, avec défenses à toutes personnes d'entrer par celle du Cal-de-fac, qui, pour éviter la confusion, sera uniquement réservée pour la sortie.

## A R T. I V.

» Défend pareillement Sa Majesté à toutes personnes, de commettre, soit aux portes, soit dans la Salle dudit Bal, aucune violence, insulte ni indécence.

## A R T. V.

» Veut Sa Majesté que les Contrevenans à la

présente Ordonnance soient punis de prison ,  
& de plus grandes peines , s'il y échet.

## A R T. V I.

» Ordonne Sa Majesté que la présente Ordon-  
nance sera lue , publiée , affichée par-tout où  
besoin sera. Fait à Paris, le 30 Décembre 1715.  
*Signé*, Louis , & plus bas , Phelypeaux ».

Depuis 1749 jusqu'au mois de Février 1776,  
l'Académie royale de Musique a été confiée à  
l'administration de la Ville. A cette époque,  
le Roi, par un Arrêt de son Conseil du mois  
de Février, a choisi pour remplir cette com-  
mission MM. de la Ferté, de la Touche, He-  
bert, Mareschaux, Desfontelles, Bourbonloulon &  
Buffaut. Les soins que ces Administrateurs  
éclairés ont pris pour détruire les abus qui  
s'opposaient à la perfection de ce Spectacle, &  
les encouragemens qu'ils donnent aux vrais  
talens en tout genre, seront suivis des succès  
qu'ils ont droit d'en attendre. On a déjà vu  
plusieurs réformes utiles. La variété qu'on a  
substituée à l'uniformité fatigante qui y existoit  
avant, est une preuve du goût & des lumieres  
des nouveaux Administrateurs. Si les change-

mens qu'ils ont faits ont excité la critique de quelques personnes intéressées, ils ne méritent pas moins de réunir tous les suffrages.

L'établissement de cette nouvelle Administration a donné lieu à un nouveau Règlement que nous allons transcrire.



## A R R Ê T

## DU CONSEIL D'ÉTAT,

*Portant nouveau Règlement pour l'Académie  
royale de Musique , du 30 Mars 1776.*

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

« Sa Majesté ayant jugé à propos de commettre , par Arrêt de son Conseil du 28 Février dernier , les sieurs Papillon de la Ferté , Lescureul de la Touche , Hébert , Marechaux , Desentelles , Bourboulon & Buffaut, pour gouverner l'Académie royale de Musique pendant un temps , avec l'autorité la plus étendue , espérant des soins qu'ils se donneront , & des connoissances qu'ils ont montrées dans ce genre , le rétablissement & la conservation d'un Spectacle pour lequel le goût du Public ne s'est point affoibli , elle auroit jugé nécessaire , en faisant revivre les anciens Réglemens , d'y en ajouter de nouveaux qui donnassent aux personnes qu'elle a honorées de sa confiance les moyens de maintenir les différens Sujets de

l'Académie dans la subordination nécessaire à tout établissement nombreux, & dans l'exactitude qu'ils doivent apporter à remplir leurs devoirs. A quoi voulant pourvoir, oui le rapport, le Roi étant en son Conseil, a ordonné & ordonne ce qui suit.

#### A R T. I<sup>er</sup>.

» Le Directeur général, les deux Inspecteurs, ainsi que l'Agent & le Caissier, seront tenus de se rendre régulièrement aux Assemblées indiquées par l'Administration ; savoir, le Directeur pour rendre compte de ce qui se sera passé depuis la dernière Assemblée, les demandes qui pourroient lui avoir été faites par les différens Sujets de l'Académie, ou des plaintes qu'on pourroit porter contre chacun d'eux.

#### A R T. I I.

» Les Inspecteurs rendront compte des dépenses nouvelles qui auront été faites dans l'intervalle d'une Assemblée à l'autre, relativement aux machines, décorations, habits & autres consommations sur lesquelles ils font



chargés de veiller , & ils en présenteront un bordereau détaillé.

## A R T. I I I.

L'Agent & le Caissier feront également le rapport de ce qui les concerne , & recevront de nouveaux ordres & de nouvelles instructions de l'Administration.

## A R T. I V.

Tous les ordres provisoires donnés par le Directeur général , les Inspecteurs ou l'Agent , chacun dans les détails qui leur sont confiés , seront exécutés sur le champ , & sans que , sous aucun prétexte , les Sujets ou Préposés de l'Académie puissent se dispenser d'y obéir ; sauf à ceux qui se croiront lésés , de porter ensuite leurs plaintes , ou de faire leurs représentations par écrit à l'Administration.

## A R T. V.

» Celui qui ne se conformeroit pas exactement aux dispositions de l'Article précédent,

sera puni d'amende, ou renvoyé au Jugement de l'Administration, laquelle, dans les cas graves, en rendra compte au Secrétaire d'Etat ayant le département de Paris.

#### A R T. V I.

» Le nombre des Sujets de l'Académie royale de Musique demeurera irrévocablement fixé à celui porté par les Lettres-patentes du mois de Juin 1769, sans pouvoir jamais être augmenté sous quelque prétexte que ce puisse être.

#### A R T. V I I.

» Le nombre total des Sujets sera divisé en deux classes : la première sera celle des Sujets appointés ; la seconde, celle des Surnuméraires, qui ne pourront prétendre aux appointemens, qu'autant qu'il y aura des places vacantes dans la première.

#### A R T. V I I I.

» Les Sujets de la seconde classe ne pourront passer à la première par rang d'ancienneté,

mais au choix de l'Administration , sur le rapport qui lui en sera fait par le Directeur général.

#### A R T. I X.

» L'Administration se fera représenter tous les ans l'état général des Sujets employés ou préposés de l'Académie , & sera maîtresse d'y faire les changemens , diminutions ou augmentations qu'elle jugera à propos.

#### A R T. X.

» Si aucun des Employés ou Préposés de l'Académie étoit reconnu inutile , ou se mettoit dans le cas d'être remercié , soit par mauvaise conduite ou autrement , Sa Majesté autorise l'Administration à le remercier ou congédier, voulant que dans ce cas les Brevets ou Commissions qui auroient pu lui avoir été donnés , demeurent annullés & révoqués en vertu du présent Arrêt , sans qu'il soit besoin d'une révocation spéciale.

d'ailleurs conserver entre les feux la proportion qui existe continuellement entre les gratifications du chant & celles de la danse dont ils forment la Représentation , Sa Majesté a fixé le feu de la premiere classe de la danse à 200 l. pour dix Représentations , à 120 liv. celui de la seconde , & à 60 liv. celui de la troisieme classe , suivant les progressions exprimées pour le chant par l'Article précédent.

## A R T. X V.

» Les feux gagnés suivant qu'il vient d'être dit seront payés de mois en mois , en même temps que les appointemens , suivant l'état qui en sera arrêté par l'Administration ; Sa Majesté entend que les Sujets employés dans lesdites classes ne puissent être compris à l'avenir dans les états des gratifications de l'Académie , voulant que celles dont ils jouissent soient supprimées.

## A R T. X V I.

Sa Majesté ne voulant pas que les Sujets actuellement existans à l'Académie puissent voir diminuer le fort dont ils jouissoient précédem-

ment , lorsque faute de rôles à eux distribués , ils n'auroient pas pu atteindre à un nombre de feux au moins équivalent aux gratifications dont ils jouissoient , elle veut qu'en ce cas il leur soit tenu compte du déficit.

## A R T. X V I I.

» La disposition de l'Article précédent n'aura lieu qu'à l'égard des Sujets actuellement reçus & existans à l'Académie , sans que ceux qui les remplaceront à l'avenir puissent prétendre au même avantage.

## A R T. X V I I I.

» L'encouragement des Auteurs étant un des moyens qui peut le plus contribuer à la perfection & à la variété du Spectacle , Sa Majesté a jugé à propos d'augmenter leurs honoraires , & de les fixer de la maniere suivante.

## A R T. X I X.

Chacun des Auteurs , soit du Poëme , soit de la Musique , qui remplira la durée du Spec-

tacle, recevra pour chacune des vingt premières Représentations 200 liv. ; pour chacune des dix suivantes 150 liv., & 100 liv. pour chacune des autres , jusques & compris la quarantieme. Veut en outre Sa Majesté que dans le cas où le nombre des Représentations excéderoit sans interruption celui de quarante , il soit payé à chacun des Auteurs une gratification de 500 liv. A l'égard des Ouvrages en un Acte , les honoraires seront fixés à 80 liv. pour chacune des vingt premières Représentations ; à 60 liv. pour chacune des dix suivantes , & à 50 liv. pour chacune des autres qui se feront sans interruption : entend néanmoins Sa Majesté , que l'Administration ait le pouvoir de faire discontinuer les Représentations de chaque Ouvrage, quand elle jugera à propos. L'édition du Poëme appartiendra à l'Auteur pour la premiere mise au Théâtre seulement , à la charge par lui d'en fournir *gratis* cinq cents Exemplaires à l'Administration pour les distributions ordinaires , & de se servir de l'Imprimeur de l'Académie & des distributeurs ordinaires.

## A R T. X X.

» Sa Majesté desirant de donner de plus en plus aux Gens de lettres & aux Compositeurs de musique des marques de la protection qu'elle leur accordera dans tous les temps, veut qu'à l'avenir les Auteurs des Poèmes & de la Musique, qui auront fourni trois grands Ouvrages, dont le succès aura été assez décidé pour les faire rester au Théâtre, jouissent leur vie durant d'une pension de 1000 liv., qui augmentera de 500 liv. pour chacun des deux Ouvrages suivans, & de 1000 liv. pour le sixieme.

## A R T. X X I.

» Tout Sujet des Chœurs, Ballets ou Orchestre, qui sans une permission signée du Directeur général, ou une cause de maladie bien constatée, s'absentera des Répétitions indiquées soir ou matin, ou des Représentations, sera puni pour la premiere fois d'une amende de 6 liv., la seconde, d'une amende de 12 l., lesdites amendes applicables à l'Hôpital général; la troisieme fois, il sera congédié.

## A R T. X X I I.

» A l'égard des premiers Sujets , ou doubles , chargés de rôles , celui qui manquera une Répétition indiquée , encourra une amende de 24 liv. ; & s'il venoit à manquer une Représentation sans en avoir prévenu par écrit , ou obtenu la permission , l'amende seroit de 300 l.

## A R T. X X I I I.

» Nul Acteur ou nulle Actrice , nul Danseur ou nulle Danseuse , nul Symphoniste ou autre , ne pourra , conformément au Règlement de 1713 & à celui de 1714 , être admis au nombre des Pensionnaires , que lorsqu'après quinze ans de service non interrompus , il sera jugé inutile ou hors d'état de continuer son emploi , pour raison d'infirmités , vieillesse ou autres semblables ; les pensions continueront d'être fixées sur le pied qu'elles ont été précédemment accordées ; entend Sa Majesté , qu'il ne puisse être dérogé au présent Article , qu'en faveur des Sujets qui viendroient à être enrôlés au service de l'Opéra , lesquels seront en



ce cas dispensés d'attendre l'expiration des quinze années.

#### A R T. X X I V.

« Voulant Sa Majesté donner une distinction à ceux qui, dès leur entrée à l'Académie, auront exercé en chef un premier emploi, & n'auront jamais été au rang des doubles, elle autorise l'Administration à porter leur pension à 2000 liv. ; savoir, au bout de vingt-cinq ans pour les hommes, & de vingt ans pour les femmes, en y comprenant la gratification annuelle qu'il est d'usage d'ajouter aux pensions.

#### A R T. X X V.

« Les premiers Sujets ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, refuser les rôles de leur genre qui leur seront distribués par le Directeur général, & ne pourront les quitter, excepté les cas de maladie bien avérés, pendant les six premières Représentations, après quoi ils seront obligés de laisser chanter leurs doubles au moins trois fois de suite, lorsque l'Administration le jugera à propos; en obser-

tant néanmoins que tous les premiers Sujets ne puissent pas quitter le Théâtre à la fois, & qu'il y en ait toujours quelqu'un, soit du chant, soit de la danse, pour soutenir les Représentations.

## A R T. X X V I.

» Les Sujets qui, étant encore en état de servir, quitteroient, soit par humeur, soit sous des prétextes frivoles, seront, conformément aux décisions ci-devant données à ce sujet, non-seulement exclus de la pension de retraite, encore qu'ils eussent le temps prescrit par le Règlement, mais ils perdront aussi toutes celles qu'ils auroient pu obtenir de Sa Majesté, sur quelque partie qu'elles soient assignées; comme aussi ils seront incontinent rayés des états de la musique de Sa Majesté, qui, en accordant des grâces aux talens supérieurs, a principalement en vue d'exciter l'émulation pour le service & l'amusement du Public.

## A R T. X X V I I.

» La facilité qu'on a eu jusqu'à présent, les

Sujets de quitter l'Académie, en faisant signifier leur congé six mois d'avance, étant très-nuisible au bon ordre, & pouvant exposer l'Administration aux plus grands embarras, l'intention de Sa Majesté est que dorénavant les Sujets qui, pour quelque cause légitime, voudront se retirer, soient tenus d'avertir au moins un an d'avance, & de déduire leurs motifs par écrit à l'Administration qui répondra à leur mémoire dans le mois; Sa Majesté leur faisant à tous, & à chacun d'eux en particulier, défense de plus à l'avenir faire signifier leur congé par Huissier.

#### A R T. XXVIII.

» Tout Sujet qui, volontairement & sans cause légitime, aura quitté l'Académie, ou qui pour des fautes graves se sera mis dans le cas d'être renvoyé, ne pourra jamais y rentrer sous quelque prétexte que ce puisse être.

#### A R T. XXIX.

» Sa Majesté fait très-expresse inhibitions & défenses aux Comédiens François & Italiens, & à tous Directeurs de Comédies ou Spectacles

dans les Provinces, de recevoir aucuns Sujets de l'Académie royale de Musique, s'il ne présente un congé en forme signé de l'Administration ; & en cas de contravention, il en sera rendu compte à Sa Majesté.

## A R T. X X X.

» Les talens des Sujets étant le principal moyen sur lequel doivent se fonder les succès de l'Académie, il sera établi, le plutôt qu'il sera possible, par l'Administration, des Ecoles de chant & de danse ; elle s'appliquera à faire le choix des meilleurs Maîtres pour y enseigner : ces Ecoles seront régulièrement visitées, les jours où elles s'ouvriront, par le Directeur général, qui s'assurera de l'exactitude des Maîtres & des Eleves, & qui veillera à ce que l'ordre y soit observé, sans préjudice de l'inspection qui pourra en être faite par l'Administration, ou par ceux qu'il lui plaira commettre à cet effet.

## A R T. X X X I.

» La multiplicité des Maîtres de Ballets étant un très-grand abus, & qui produiroit souvent

la discorde & l'infubordination parmi les Sujets, Sa Majesté veut qu'à l'avenir il ne puisse y avoir jamais qu'un seul Maître de Ballets, au choix de l'Administration, qui pourra lui donner des Aides auxquels elle réglera telles gratifications qu'elle jugera convenables.

## A R T. X X X I I.

Le Maître des Ballets choisira dans les Ouvrages qu'on mettra au Théâtre dans le cours de l'année, ceux dont il desirera se charger pour la composition des Ballets; les autres seront distribués par l'Administration aux Aides alternativement, mais en sorte que les Ballets d'un Ouvrage soient tous faits par le même Compositeur.

## A R T. X X X I I I.

La multiplicité des Sujets ne servant qu'à augmenter la dépense des Ballets, & à y jeter de la confusion, le Maître de Ballets ou ses Aides ne pourront y employer que le nombre des Sujets qui sera prescrit par l'Administration.

## A R T. X X X I V.

» Les Maîtres de Musique chargés de conduire le Théâtre, le Maître de Ballets ou ses Aides auront soin de tenir la main à ce que tous les Sujets qui sont sous leur direction, se rendent exactement aux heures indiquées pour les Répétitions par le Directeur général, & par le Règlement pour les Représentations ; & si aucuns y manquent, ils en instruiront le Directeur général, & sur le compte qui en sera par lui rendu à l'Administration, elle prononcera les punitions, suivant l'exigence du cas.

## A R T. X X

» Lesdits Maîtres de Musique & de Ballets auront soin que les Sujets soient habillés un quart-d'heure avant la représentation des actes où ils seront employés, afin que le service public ne puisse être retardé sous aucun prétexte.

## A R T. X X X V I.

» Les premiers Sujets seront tenus de se servir des habits qui seront ordonnés par le Dessinateur, sans y rien changer de leur propre mouvement, sous prétexte même d'en faire les frais, à moins qu'ils n'aient obtenu la permission de l'Inspecteur de cette partie, à peine de 48 liv. d'amende pour la première fois, & pour les autres de retranchement d'un mois d'appointemens.

## A R T. X X X V I I.

» Le nombre des Loges destinées pour l'habillement des Sujets étant peu considérable, ceux à qui il en a été ou il en sera accordé de particulieres, seront tenus, lorsqu'ils n'auront pas de rôle dans l'Ouvrage subsistant, d'en laisser l'usage aux Sujets désignés par l'Administration.

## A R T. X X X V I I I.

Les premiers Sujets du chant & de la danse, qui, après avoir quitté leurs rôles ou leurs

entrées, les reprendront, seront tenus, comme par les anciens Réglemens, de se servir des mêmes habits, encore qu'ils aient servi aux doubles; ils ne pourront en exiger de nouveaux, & sous ce prétexte, se dispenser de leurs rôles, le tout sous les peines portées à l'Article XXXVI.

#### A R T. X X X I X.

» La mise des Ouvrages au Théâtre dans la saison propre à chacun, étant un objet très-important, l'Administration fera tous les ans deux Répertoires, l'un pour les Ouvrages d'hiver, l'autre pour les Ouvrages d'été. Le Répertoire de l'hiver se fera pendant la vacance du Théâtre, celui d'été dans le courant de Décembre.

#### A R T. X L.

» L'Administration veillera, autant qu'elle pourra, à ce qu'il y ait toujours deux Ouvrages en même temps au Théâtre, dont elle partagera les Représentations comme elle jugera à propos.

#### A R T. X L I.

» Pour éviter le grand nombre de Répéti-



tions dans l'hiver, qui fatiguent les Sujets & les exposent à des maladies, l'intention de Sa Majesté est que, conformément aux anciens Réglemens, les premières Répétitions des Opéra d'hiver soient faites dans le cours de Septembre; en sorte qu'il n'y ait plus qu'à repasser les Ouvrages quand on les mettra au Théâtre.

## A R T. X L I I.

» Sa Majesté confirme au surplus tous les anciens Réglemens, en ce qu'il n'y est point dérogé par le présent, dont elle ordonne la pleine & entière exécution, enjoignant aux Administrateurs d'y tenir la main avec l'exactitude qu'exige le choix dont elle les a honorés; Sa Majesté autorise aussi lesdits Administrateurs à faire tels Réglemens particuliers qu'ils jugeront à propos, voulant que les Sujets proposés & employés de l'Académie royale de Musique soient provisoirement obligés de s'y conformer, comme s'ils étoient émanés de l'autorité immédiate de Sa Majesté. Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le trente Mars mil sept cent soixante-seize. *Signé de Lamoignon.*

---

ORDONNANCE DU ROI,

*Portant Règlement sur les entrées aux Représentations & Répétitions de l'Opéra ; sur la distribution & le paiement des Billeus , & sur la Police intérieure pendant la durée du Spectacle.*

Du vingt-neuf Mars mil sept cent soixante-seize.

De par le Roi.

« Sa Majesté étant informée que les anciennes Ordonnances rendues par les Rois ses prédécesseurs , concernant les entrées du Public aux Représentations & Répétitions de l'Opéra , ne sont pas exactement observées , & qu'il s'est introduit successivement divers abus qui nuisent autant à la recette qu'à la police du Spectacle , a ordonné & ordonne ce qui suit :

A R T. I<sup>er</sup>.

» Nulle personne , de quelque condition , état & qualité qu'elle soit , ne pourra entrer à l'Opéra sans payer , à moins qu'elle ne soit inscrite

sur l'état des entrées gratuites, qui aura été arrêté par les ordres de Sa Majesté.

## A R T. I I.

» Les personnes qui auront obtenu leur entrée gratuite, ne pourront en jouir qu'après la quatrième Représentation inclusivement des Ouvrages nouveaux ou remis au Théâtre, Sa Majesté n'exceptant de la rigueur de cette règle que les Auteurs de l'Ouvrage actuellement au Théâtre.

## A R T. I I I.

» Il sera délivré tous les ans, à chacune des personnes inscrites sur l'état des entrées gratuites, un billet timbré *Entrée*, avec le nom de la personne à laquelle il appartiendra, de la place qu'elle doit occuper; & on sera obligé de le représenter à la porte, toutes les fois qu'on en voudra faire usage.

## A R T. I V.

» Sur la représentation du billet pour l'Amphithéâtre, il sera délivré au porteur une con-

tre-marque, qu'il sera obligé de remettre au Portier de l'Amphithéâtre.

#### A R T. V.

» Lefdits billets d'entrées gratuites ne feront que personnels, & ne pourront être prêtés à d'autres, sous quelque prétexte que ce soit, à peine contre les Contrevenans de privation perpétuelle de leurs entrées.

#### A R T. V I.

» Sa Majesté étant instruite que les Loges à l'année sont devenues une source d'abus préjudiciables à la recette du Spectacle, & que la police sur cet objet est relâchée à tel point, qu'un très-grand nombre de personnes se procurent des entrées gratuites, sous prétexte d'aller à des Loges louées à l'année, dont on se contente de nommer les Propriétaires, au lieu de présenter des coupons signés d'eux, ainsi que cela avoit été prescrit, a cru devoir rétablir cet ordre qui peut seul parer à toutes les contraventions : veut en conséquence Sa Majesté, qu'à compter du jour de l'ouverture des Spec-

tacles , on ne puisse entrer par la grande porte pour aller aux Loges du troisième étage , à celles du ceintre , du quatrième étage du côté du Roi , ainsi que de la partie du Théâtre , mais seulement par les escaliers particuliers qui y sont destinés :

## A R T. V I I.

» Il sera préposé à chacune de ces portes un Contrôleur pour recevoir les coupons signés des Locataires des Loges , & vérifier s'ils n'excèdent point le nombre des places pour lesquelles chaque Loge est louée , ledit coupon portant le jour & le quantième du mois pour lequel il aura été délivré ; Sa Majesté faisant les plus expresses défenses auxdits Contrôleurs de laisser passer quelque personne que ce puisse être , sans la représentation desdits coupons ou d'un billet de Parterre , à l'exception néanmoins des Locataires desdites Loges , qui doivent être connus desdits Contrôleurs.

## A R T. V I I I.

» Les Contrôleurs tiendront note exacte du

nombre des personnes qui entreroient pour des Loges louées à l'année, ainsi que des Loges où elles iroient ; & dans le cas où les Locataires des Loges auroient signé plus de coupons, ou envoyé plus de personnes que leurs Loges n'en doivent contenir, ils seront tenus au remboursement sur le pied d'un billet de Parterre, pour chaque personne qui excédera le nombre prescrit.

#### ART. IX.

Toute personne, de quelque condition, état & qualité qu'elle soit, qui se présenteroit à d'autres portes que celles ci-dessus indiquées pour aller aux Loges à l'année, y sera refusée. Sa Majesté faisant les plus expresses défenses de maltraiter de paroles ou autrement, pour raison de ce refus, les Préposés aux dites portes, & voulant qu'il lui soit rendu compte de ceux qui contreviendroient aux dispositions de la présente Ordonnance.

#### ART. X.

Le Bureau de recette, établi du côté du Palais Royal y sera supprimé comme inutile &

abusif ; & toutes les Portes qui conduisent du même côté au Parterre , seront fermées jusqu'à la fin du Spectacle , qu'elles seront ouvertes pour faciliter la sortie.

## A R T. X I.

» Sa Majesté étant instruite de la difficulté avec laquelle se fait le recouvrement du loyer des Loges à l'année , & du retard que plusieurs Locataires apportent dans le paiement , veut qu'à l'avenir il soit exprimé dans les baux , que le premier quartier soit payé d'avance en passant le bail ; & ainsi de suite dans les huit premiers jours du quartier suivant ; faute de quoi le bail demeurera résilié de plein droit , si bon semble aux personnes chargées de gouverner ladite Académie , sans qu'il soit besoin d'observer aucune formalité de justice , sans préjudice néanmoins de l'action qui en pourra résulter contre les Locataires pour les loyers échus.

## A R T. X I I.

» Le tumulte qui regne depuis quelques années aux Répétitions , par l'affluence du monde

que l'on y admet , étant un très-grand obstacle à la parfaite exécution des Ouvrages , attendu qu'elle détourne les Sujets de l'attention qu'ils doivent y apporter , & qu'elle empêche les Auteurs & Directeurs de donner librement leurs avis , Sa Majesté interdit au Public l'entrée des Répétitions ; laissant néanmoins à la prudence des personnes chargées de gouverner la dite Académie , d'y admettre cinquante personnes au plus , choisies parmi les Artistes & les vrais Connoisseurs qui peuvent donner des avis utiles , sur lequel nombre de cinquante , les Auteurs auront le droit de faire entrer chacun six personnes au plus , avec des billets signés de celui que l'Administration jugera à propos d'en charger.

## A R T. X I I I.

» L'ordre & la tranquillité qui doivent régner sur le Théâtre & dans les Loges des Acteurs , étant un objet de la plus grande importance , Sa Majesté interdit pendant la durée des Représentations , l'entrée du Théâtre , du Foyer qui y tient , & des Loges des Acteurs , à toute personne étrangère au service du Spectacle.



tecle. Défend expressément Sa Majesté aux Acteurs & aux Actrices de paraître sur le Théâtre en habits ordinaires ; & lors du temps où ils y sont appelés pour remplir leurs rôles.

## A R T. X I V.

» N'entend néanmoins Sa Majesté comprendre dans l'Article précédent les Représentations que l'Administration jugera à propos d'accorder aux Acteurs pour la capitation ; leur permettant en ce cas , Sa Majesté , de distribuer , pour ces Représentations seulement , des billets de Théâtre.

## A R T. X V.

» La trop grande affluence du Parterre étant extrêmement nuisible à la tranquillité du Spectacle , pouvant même occasionner des accidents , veut Sa Majesté qu'il ne puisse être distribué pour les trois premières Représentations des Ouvrages nouveaux , que huit cents billets de Parterre ou de Paradis ; & pour ne pas priver le Public de la ressource des corridors , il sera distribué des billets timbrés *supplément* , dont le

prix sera le même que celui des billets de Parterre.

### A R T. X V I.

» Les billets de Parterre , Balcons & Amphithéâtre , ceux des Loges qui n'auront pas été loués d'avance , & autres , ne pourront jamais être distribués , sous quelque prétexte & pour quelque considération que ce puisse être , qu'aux Bureaux , dont l'ouverture ne pourra se faire en aucun cas avant trois heures après midi. Donné à Versailles le vingt-neuf Mars mil sept cent soixante-seize. *Signé Louis.*  
*Et plus bas , de Lamoignon ( \* ).*

---

(\*) MM. les Administrateurs ont arrêté que l'on pourroit acquérir le droit d'entrée à l'Opéra pendant un an , moyennant 600 liv. , au lieu de 720 liv. qu'on payoit auparavant.

Nous devons aussi observer que MM. les Administrateurs , pour encourager les Auteurs , ont fait valoir leurs droits auprès du Ministre ; & il a été décidé que l'Auteur d'un Opéra jouira toute sa vie de ses entrées au Parterre & à l'Amphithéâtre , même aux premières Représentations.

F I N.



# T A B L E

## D E S T I T R E S

### E T S O M M A I R E S .

**R**ÉFLEXIONS générales sur les Spectacles ,  
Page 1

CHAP. I<sup>er</sup>. De la Comédie Française , 7  
Troubadours & Jongleurs sont les premiers Comé-  
diens de la France , 8

Ordonnances rendues contre eux , ibid.

Les Pèlerins qui reviennent de Jérusalem leur  
succèdent ; origine des Confreres de la Passion ,

9  
Premier Théâtre établi à Saint-Maur proche Paris  
en 1398 , 10

Lettres de charte données par Charles VI aux  
Confreres , portant permission de représenter pu-  
bliquement les Mysteres , 12

Théâtre des Confreres établi à l'Hôpital de la  
Trinité , 16

<i>Description de ce Théâtre ,</i>	16
<i>Clercs de la Bazoche ; enfans sans souci ; leur origine ; licence de leurs farces réprimée ; ne peuvent représenter sans ordre exprès du Parlement ;</i>	17
<i>Arrêts du Parlement qui suppriment &amp; rétablissent la Société de la Bazoche ,</i>	18
<i>Maniere d'annoncer les Pièces avant qu'on fût dans l'usage des affiches ,</i>	19
<i>Privileges des Confreres confirmés par Lettres-patentes de François I en 1518 ,</i>	20
<i>Les Confreres transportent leur Théâtre à l'Hôtel de Flandres ,</i>	ibid.
<i>Acquisition de l'Hôtel de Bourgogne en 1548 ; à quelles conditions ,</i>	21
<i>Arrêt du Parlement , portant défenses aux Confreres de jouer les Mysteres de la Passion , &amp; qui confirme leurs privileges , en leur enjoignant de s'en tenir désormais aux Pièces profanes ,</i>	22
<i>Décadence du Théâtre des Confreres ,</i>	24
<i>Charles I X les protege , &amp; leur remet ses droits de lods &amp; ventes du terrain de l'Hôtel de Bourgogne. Lettres-patentes données à ce sujet ,</i>	ibid.

# TABLE

293

<i>Causes de la décadence du Théâtre des Confreres ,</i>	27
<i>Théâtres étrangers ; leur forme &amp; l'époque de leur établissement ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Anglois ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Espagnol ,</i>	28
<i>Théâtre Italien ,</i>	29
<i>Théâtre Germanique ,</i>	30
<i>Théâtre Hollandois ,</i>	32
<i>Théâtre Danois ,</i>	33
<i>Théâtre Péruvien ,</i>	34
<i>Théâtre Chinois ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Russe ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Persan ,</i>	38
<i>Différends survenus entre les Confreres &amp; le Curé de Saint-Eustache, Arrêt qu'il obtient contre eux ,</i>	36
<i>Représentations des Confreres au Parlement ,</i>	37
<i>Arrêt du Parlement favorable aux Confreres ,</i>	38
<i>Théâtre de Cluny. Succès de cette nouveauté.</i>	
<i>Ramonerances des Confreres ,</i>	39
<i>Arrêt du Parlement qui ordonne la suppression du Théâtre de Cluny.</i>	ibid.
<i>Les Confreres cedent enfin leur Théâtre à une Troupe de Comédiens. A quelles conditions ,</i>	40

<i>Description de ce Théâtre ,</i>	16
<i>Clercs de la Bazoche ; enfans sans souci ; leur origine ; licence de leurs farces réprimée ; ne peuvent représenter sans ordre exprès du Parlement ;</i>	17
<i>Arrêts du Parlement qui suppriment &amp; rétablissent la Société de la Bazoche ,</i>	18
<i>Maniere d'annoncer les Pièces avant qu'on fût dans l'usage des affiches ,</i>	19
<i>Privileges des Confreres confirmés par Lettres-patentes de François I en 1518 ,</i>	20
<i>Les Confreres transportent leur Théâtre à l'Hôtel de Flandres ,</i>	ibid.
<i>Acquisition de l'Hôtel de Bourgogne en 1548 ; à quelles conditions ,</i>	21
<i>Arrêt du Parlement , portant défenses aux Confreres de jouer les Mysteres de la Passion , &amp; qui confirme leurs privileges , en leur enjoignant de s'en tenir désormais aux Pièces profanes ,</i>	22
<i>Décadence du Théâtre des Confreres ,</i>	24
<i>Charles I X les protege , &amp; leur rend ses droits de lods &amp; ventes du terrain de l'Hôtel de Bourgogne. Lettres-patentes données à ce sujet ,</i>	ibid.

# TABLE.

293

<i>Causés de la décadence du Théâtre des Confreres ,</i>	27
<i>Théâtres étrangers ; leur forme &amp; l'époque de leur établissement ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Anglois ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Espagnol ,</i>	28
<i>Théâtre Italien ,</i>	29
<i>Théâtre Germanique ,</i>	30
<i>Théâtre Hollandois ,</i>	32
<i>Théâtre Danois ,</i>	33
<i>Théâtre Péruvien ,</i>	34
<i>Théâtre Chinois ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Russe ,</i>	ibid.
<i>Théâtre Persan ,</i>	38
<i>Différends survenus entre les Confreres &amp; le Curé de Saint-Eustache , Arrêt qu'il obtient contre eux ,</i>	36
<i>Représentations des Confreres au Parlement ,</i>	37
<i>Arrêt du Parlement favorable aux Confreres ,</i>	38
<i>Théâtre de Cluny. Succès de cette nouveauté.</i>	
<i>Ramonerances des Confreres ,</i>	39
<i>Arrêt du Parlement qui ordonne la suppression du Théâtre de Cluny.</i>	ibid.
<i>Les Confreres cedent enfin leur Théâtre à une Troupe de Comédiens. A quelles conditions ,</i>	40

<i>Extrait des Registres du Parlement ,</i>	129
<i>Jurisprudence concernant les Comédiens ,</i>	133
<i>Préjugé contre les Comédiens ; prend sa source dans les peines ecclésiastiques prononcées par les anciens Conciles contre des Histrions &amp; des Farceurs ,</i>	ibid.
<i>Disposition de l'article de l'Ordonnance de Louis XIII en faveur des véritables Comédiens ,</i>	137
<i>Privilege exclusif des Comédiens François ,</i>	138
<i>Entreprises formées contre ce privilege ,</i>	139
<i>Par les petites Comédiens de bois ,</i>	ibid.
<i>Par les Sauteurs, Danseurs de corde de la Foire Saint-Germain en 1707 ,</i>	ibid.
<i>— en 1709 ,</i>	140
<i>— en 1710 ,</i>	141
<i>— par deux Suisses de M. le Duc d'Orléans ,</i>	143
<i>Divers Arrêts qui maintiennent les Comédiens François dans leur privilege exclusif ,</i>	139
<i>Ordonnance du 14 Avril 1768 , qui renouvelle les défenses faites aux Sauteurs, Danseurs de corde , &amp;c. ,</i>	142
<i>Suite du démêlé des deux Suisses de M. le Duc d'Orléans &amp; des Comédiens ,</i>	144
<i>Les Comédiens abattent les Loges des Suisses , source d'un nouveau procès ,</i>	145



# T A B L E.

297

<i>Arrêt qui les condamne à 6000 liv. de dommages &amp; intérêts ,</i>	145
<i>Arrêt du Conseil qui casse le précédent , &amp; qui condamne les Suisses à la restitution des 6000 l.</i>	ibid.
<i>Nouvelles entreprises contre le privilege exclusif des Comédiens François en 1744 ,</i>	ibid.
<i>Défenses aux Acteurs de l'Opéra-comique de jouer aucune scene qui ne soit chantée ,</i>	146
<i>Article de l'Edit de 1706 , qui attribue exclusivement aux Lieutenans-Généraux de Police la Jurisdiction sur les Spectacles ,</i>	147
<i>Arrêt du Parlement de Paris , qui déclare que l'Hôtel de la Comédie ne peut être saisi par les Créanciers , &amp;c. ,</i>	147
<i>Ordonnances du Roi pour la Police des Spectacles ,</i>	ibid.
<i>Moliere obtient les premieres défenses qui ont été faites à la Maison du Roi d'entrer au Spectacle sans payer ,</i>	148
<i>Nouvelles Ordonnances du Roi concernant la Police des Spectacles ,</i>	150
<i>Si les Comédiens dérogent ? Article de la Déclaration de Louis XIII en leur faveur. Arrêt du Conseil dans la cause de Floridor ,</i>	153
<i>Commission du Conseil , composée de MM. les pre-</i>	

<i>miers Gentilshommes de la Chambre du Roi ; sont autorisés à donner des Réglemens de discipline aux Comédiens ,</i>	154
<i>Réglemens intérieurs des Comédiens François , con- cernant les Auteurs ,</i>	ibid.
<i>Nouveaux Réglemens concernant les Auteurs ,</i>	158
<i>Changemens &amp; modifications des anciens Régle- mens , faits par celui du premier Juillet 1766 ,</i>	164
<i>Exécution des Réglemens soumise à une Commis- sion du Conseil ; exemples ,</i>	167
<i>Discipline intérieure des Comédiens François ,</i>	169
<i>Des Assemblées ,</i>	170
<i>Des Délibérations ,</i>	171
<i>Du Répertoire ,</i>	174
<i>Du Comité ,</i>	177
<i>Des Semainiers ,</i>	183
<i>Des Débuts ,</i>	185
<i>Comédiens tenus d'avoir une copie des Réglemens ,</i>	188
<i>CHAP. II. De la Comédie Italienne ,</i>	189
<i>Premiers Comédiens Italiens , ou Li Gelosi , éta- blis en France ,</i>	ibid.
<i>Nouveaux Comédiens Italiens ,</i>	ibid.
<i>Etablis à l'Hôtel de Bourgogne avec les Comédiens François ,</i>	190

# TABLE. 299

<i>En demeurent les seuls possesseurs ,</i>	191
<i>Supprimés par ordre du Roi ,</i>	ibid.
<i>Requête de Riccoboni au Duc de Parme ,</i>	ibid.
<i>Troupe de M. le Duc d'Orléans , Régent ,</i>	192
<i>Comédiens Italiens deviennent ordinaires du Roi ,</i>	ibid.
<i>— Ouvrent leur Théâtre à la Foire ,</i>	193
<i>— Se réunissent avec l'Opéra-comique ,</i>	195
<i>Idée de l'origine &amp; des différentes variations de l'Opéra-comique ,</i>	193
<i>Premier acte de Société des Comédiens Italiens ,</i>	195
<i>Homologué par Arrêt du Parlement ,</i>	197
<i>Nouvel acte de Société des Comédiens Italiens ,</i>	ibid.
<i>Homologué par Arrêt du Parlement ,</i>	204
<i>Extrait du Règlement donné aux Comédiens Ita- liens en 1774 ,</i>	205
<i>Des Pièces nouvelles ,</i>	ibid.
<i>Du droit des Auteurs dans le produit des Représen- tations de leurs Pièces ,</i>	208
<i>Des droits d'entrée ,</i>	211
<i>CHAP. III. De l'Opéra ,</i>	213
<i>Le Cardinal Mazarin veut établir en France les Opéra Italiens ,</i>	ibid.
<i>Des premiers Opéra François ,</i>	214

<i>Perrin obtient des Lettres-patentes pour l'établissement d'une Académie royale de Musique ,</i>	217
<i>Les Gentilshommes &amp; Demoiselles y peuvent chanter sans diriger ,</i>	218
<i>Premier Théâtre de l'Opéra ,</i>	ibid.
<i>Nouvelles Lettres-patentes en faveur de Lully ,</i>	219
<i>Théâtre de la rue Vauguier ,</i>	220
<i>Lully obtient la Salle du Palais royal ,</i>	ibid.
<i>Etablissement du Concert spirituel ,</i>	221
<i>Des différens changemens survenus dans l'administration de l'Opéra ,</i>	ibid.
<i>Règlement de 1713 concernant l'Opéra ,</i>	223
<i>— de 1714 ,</i>	233
<i>Permission de donner des Bals publics accordée à l'Opéra ,</i>	256
<i>Règlement concernant les Bals publics ,</i>	257
<i>Nouvelle administration de l'Opéra ,</i>	259
<i>Arrêts du Conseil d'Etat , portant nouveau Règlement pour l'Académie royale de Musique ,</i>	261
<i>Ordonnance du Roi , portant Règlement sur les entrées aux Représentations &amp; Répétitions de l'Opéra ,</i>	282

### FAUTES A CORRIGER.

Page 19 , à la Note : il y eut encore quelques procès entre eux , lisez entre elles.

---

## A P P R O B A T I O N.

**J'**A I lu , par ordre de Monseigneur le Garde des Sceaux , les trois *Théâtres de la Capitale ; ou Abrégé historique de l'établissement de la Comédie Française , &c. ;* & je crois qu'on peut en permettre l'impression. A Paris , le 26 Décembre 1776. Signé COQUELEY DE CHAUSSEPIERRE.

---

## P R I V I L E G E D U R O I.

**L**OUIS , par la grace de Dieu , Roi de France & de Navarre : A nos amés & féaux Conseillers , les Gens tenans nos Cours de Parlement , Maîtres des Requêtes ordinaires de notre Hôtel , Grand Conseil , Prévôt de Paris , Baillifs , Sénéchaux , leurs Lieutenans Civils , & autres nos Justiciers qu'il appartiendra ;  
SALUT. Notre amé le Sieur L A C O M B E , Libraire , Nous a fait exposer qu'il desireroit faire imprimer & donner au Public un Ouvrage qui a pour titre : *les trois Théâtres de la Capitale* , s'il Nous plaisoit lui accorder nos Lettres de Permission pour ce nécessaires. A ces causes , voulant favorablement traiter l'Exposant , Nous lui avons permis & permettons par ces Présentes , de faire imprimer ledit Ouvrage autant de fois que bon lui semblera , & de le faire vendre & débiter par tout notre Royaume

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for the transparency and accountability of the organization. The text outlines the various methods used to collect and analyze data, ensuring that the information is reliable and up-to-date.

2. The second part of the document focuses on the implementation of the proposed changes. It details the steps involved in the process, from the initial planning stage to the final execution. The text highlights the challenges faced during the implementation and the strategies used to overcome them. It also mentions the role of the staff in ensuring the smooth transition to the new system.

3. The third part of the document provides a summary of the findings and conclusions. It states that the proposed changes have been successfully implemented and that the organization is now operating more efficiently. The text also mentions the need for continuous monitoring and evaluation to ensure the long-term success of the changes.

4. The fourth part of the document discusses the future plans of the organization. It mentions the need to continue to improve the system and to address any issues that may arise. The text also mentions the need to keep the staff informed and involved in the process.

5. The fifth part of the document is a conclusion. It states that the proposed changes have been successfully implemented and that the organization is now operating more efficiently. The text also mentions the need for continuous monitoring and evaluation to ensure the long-term success of the changes.







334





